



SEANCE ORDINAIRE DU 18 DÉCEMBRE 2014

Compte rendu

L'an deux mille quatorze et le dix-huit décembre à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, M. S. BOULET suppléant de Mme I. TOUZARD.

Pouvoir(s):

M. T. DEWINTRE à M. J.-P. GRAND, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. M. FRAYSSE, M. M. MAJDOUL à M. J.-P. MOURE, Mme V. PEREZ à M. H. MARTIN.

Excusé(es):

M. J. MARTINIER

Absent(es):

Mme M.-P. PASDELOU

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 61 affaires.

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

Monsieur Président soumet à l'approbation des Elus le projet du procès-verbal du jeudi 30 OCTOBRE 2014.

Le procès-verbal de la séance du jeudi 30 OCTOBRE 2014 est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°3 : APPLICATION DE L'ARTICLE L.5211-10 DU CODE GENERAL DES

50 place Zeus CS 39556 – 34961 Montpellier Cedex 2

Tél : 04 67 13 60 00 – Fax : 04 67 13 61 01

www.montpellier-agglo.com

COLLECTIVITES TERRITORIALES

N°D2014-553 - 14/11/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative au maintien d'un point "Balise envie d'entreprendre" à la Cyber-base de Montpellier Agglomération

Objet : Afin de renforcer l'accueil, l'orientation des porteurs d'envie ou d'idée de création d'entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion au "réseau Balise". Ainsi, la Cyber-base de Montpellier Agglomération disposera d'outils (accès à un site internet, formations des animateurs etc...) permettant la mise à disposition de ses usagers d'outils de stimulation de leur créativité et d'exemples de créations d'activités. Le contrat de prestation de services est passé avec l'association BGE Montpellier, représentant l'association BGE Réseau (regroupant l'ensemble des BGE du territoire national). Le montant de ce contrat s'élève à 2 500 € (TVA non applicable, article 293 B du CGI). Le contrat prend effet à compter de sa notification et se termine au 31/12/14.

N°D2014-630 - 17/11/14 - Direction des Sports

Décision relative à un marché de prestations de services concernant la maintenance préventive et corrective du système de pompage et d'arrosage du stade de la Mosson "Mondial 98" et du complexe sportif "Yves-du-Manoir"

Objet : Afin d'assurer la maintenance préventive et corrective du système de pompage et d'arrosage du stade de la Mosson "Mondial 98" et du complexe sportif "Yves-du-Manoir", il est nécessaire d'avoir recours aux services d'une société spécialisée. Un marché de prestations de services est passé avec la société DMD sise à Montpellier. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an, reconductible deux fois. Le montant annuel du marché s'élève à 33 980 € H.T. dont une part de prestations forfaitaires pour 13 980 € H.T. et de prestations ponctuelles et correctives pour 20 000 € H.T.

N°D2014-639 - 14/11/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un marché n°3747DC14 d'achat de vitrines sur mesures pour la présentation des collections patrimoniales à la Médiathèque Centrale d'Agglomération Émile Zola

Objet : Les vitrines pour les expositions patrimoniales datent de l'ouverture de la médiathèque Émile Zola en 2000. Actuellement, certaines vitrines nécessitent, pour leur ouverture, une manutention importante à l'aide de ventouses. Le remplacement à long terme sur 4 ans de ces vitrines est une nécessité notamment pour répondre aux recommandations du Document Unique. Suite à l'analyse des offres, le choix du titulaire du marché est la Sté SARAZINO sise à Mouans-Sartoux, pour un montant mini de 12 500 € H.T. et un maxi de 50 000 € H.T. pour une durée d'un an renouvelable 3 fois.

N°D2014-645 - 24/11/14 - Direction de la Culture

Marché n°3684 Bis DC14 relatif à la réalisation d'une plateforme de maintenance du grand Lustre de l'Opéra Comédie

Objet : Un marché de réalisation d'une plateforme de maintenance du grand lustre de l'Opéra Comédie est conclu avec la Société SLS / SGROUP sise à MEJANNES LES ALES pour un montant de 51 696 € H.T. et pour une durée de 2 mois à compter de sa notification.

N°D2014-652 - 03/12/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3699EA14 - Mission de Contrôle Technique en vue du raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration de MAERA

Objet : Un marché doit être passé avec l'entreprise BUREAU VERITAS, sise à Montpellier en matière de contrôle technique en vue des travaux de raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA. La durée du marché est de 2 mois pour la phase conception et de 7 mois pour les phases réalisation et réception. Le montant du marché s'élève à 6 800 € HT soit 8 160 € T.T.C.

N°D2014-653 - 03/12/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3625EA14 - Dossiers réglementaires préalables à la production et à la distribution d'eau potable des forages de la commune de Grabels

Objet : Un marché est passé avec la société ENTECH pour la rédaction du dossier préparatoire à l'avis de l'hydrogéologue agréé et l'élaboration des trois dossiers réglementaires préalables à la production et à la distribution d'eau potable du forage les Terrasses de la commune de Grabels ainsi que la mise à jour de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) des forages du Château et du Pradas. La durée du marché est de 28 mois et le délai d'exécution de 11 mois à compter de la date de notification. Le montant s'élève à 21 930 € H.T.

N°D2014-654 - 25/11/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision modificative relative à la convention concernant le déplacement, l'enfouissement et la dissimulation des réseaux aériens d'ERDF, rendus nécessaires par la réalisation de l'aménagement de voirie des rues de Cholet et de la Castelle - Commune de Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier réhabilite et sécurise une partie des rues de Cholet et Castelle à Montpellier dans le cadre de son programme de voirie 2014. Une convention a été visée par la décision n°2014-390 entre la Communauté d'Agglomération et ERDF pour l'enfouissement des réseaux. ERDF, souhaite obtenir des modifications de forme sur cette convention avant de la ratifier :

- Indication du montant de la participation en € T.T.C et non € H.T (montant non modifié),
- Précision sur la mise en place de fourreaux en traversées de chaussée par l'agglomération pour ERDF,
- Prise d'effet de la convention à la date de la dernière signature par les deux parties,
- Descriptif technique réactualisé. Cette décision modificative n'a pas d'incidence financière.

N°D2014-655 - 17/11/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets

Décision relative à la convention d'occupation temporaire du dépôt de matériaux argileux sur la parcelle cadastrée n°148 section D de la commune de Castries

Objet : la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au stockage temporaire de produits minéraux sur la parcelle cadastrée section D n° 148 sur la commune de Castries, située à proximité immédiate du casier n°1. Cette parcelle appartient au groupement GFA de Ferrières, ce dépôt donne lieu au versement d'une indemnité de 3 000 € toutes charges comprises au propriétaire.

N°D2014-664 - 24/11/14 - Direction de la Culture

Décision relative au marché n°3705DC14 de travaux de réfection des sols de la salle d'exposition temporaire du Musée Fabre

Objet : Un marché de travaux de réfection des sols de la salle d'exposition temporaire du musée Fabre de Montpellier Agglomération, est passé avec l'entreprise SEPT RESINE SAS sise à GENNEVILLIERS. Le marché dont le montant s'élève à 16 375 € H.T, soit 19 650€ T.T.C prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 2 mois.

N°D2014-678 - 03/12/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3673EA14 - Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'audit des inventaires du service assainissement de l'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché n°3673EA14 doit être passé avec la société IRH Ingénieur Conseil pour une mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'audit des inventaires du service assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché est conclu pour une période initiale d'une durée de 4 mois à compter de la notification du présent marché pour un montant de 59 125 € H.T.

N°D2014-681 - 20/11/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à l'attribution du marché n°8.148 portant sur les contrôles extérieurs de Génie Civil pour le Bouclage de la 4ème ligne de tramway

Objet : Il s'agit d'attribuer à l'entreprise QUALYS TPI de Talant (21) le marché n°8.148 portant sur les contrôles extérieurs de Génie Civil pour le bouclage de la 4ème ligne de tramway en phase travaux puis mise en service. Le montant de ce marché à bons de commande est fixé à un minimum de 10 000 € H.T. et un montant maximum de 130 000 € H.T. Le marché est passé pour une durée prévisionnelle d'exécution de 36 mois à compter de sa notification.

N°D2014-684 - 25/11/14 - Direction des Sports

Décision relative à la passation d'un marché n°3774DS14 concernant l'acquisition de fourniture de consommables, d'outillages à main, d'outillage électroportatif de type professionnel

Objet : Un marché de fournitures à bons de commande n°3774DS14 est passé avec la société BAURES sise à MONTPELLIER. Ce marché concerne la fourniture de consommables, d'outillages à main et d'outillage portatif professionnel. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an et pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de deux ans. Le montant annuel du marché à bons de commande est assorti d'un minimum de 10 000,00 € HT. et d'un maximum de 45 000 € H.T.

N°D2014-687 - 25/11/14 - Direction des Transports et de la Voirie

Décision relative à une acquisition foncière pour la régularisation foncière de travaux intervenus dans le cadre de la 2ème ligne de tramway - lot n°505 sur les parcelles ES408 et ES409 à Montpellier

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de Madame Simone GIRBAL, le lot n°505 sur les parcelles cadastrées section ES n°408 et n°409 issues de la parcelle ES 345, sise 56/58 avenue de Maurin à Montpellier, nécessaire à la régularisation foncière de travaux intervenus dans le cadre de la 2ème ligne de tramway. Le prix d'acquisition est fixé à 8 803,13 € toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du Service des Domaines.

N°D2014-697 - 03/12/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n°3698EA14 de mission de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé catégorie II - Construction de l'Intercepteur Est de Clapiers à Montpellier

Objet : Un marché est passé avec la société ELYFEC SPS, sise à VAULX MILIEU pour une mission de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé de catégorie II dans le cadre de la construction de l'Intercepteur Est de Clapiers à Montpellier. Le marché est conclu pour une période de 2 mois pour la phase conception et de 10 mois pour la phase réalisation, à compter de l'ordre de service pour un montant de 5 940 € H.T, soit 7 128 € T.T.C.

N°D2014-699 - 25/11/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à l'acquisition de la parcelle BP n° 3 - Commune de Lattes

Objet : La Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès des propriétaires indivis, conjoints SALA - PEREZ, la parcelle cadastrée section BP n° 3 sise commune de Lattes, d'une contenance de 2 643 m², au prix de 13 215 € (soit 5 €/m²). Cette parcelle permet de conforter la constitution de réserves foncières dans le secteur Saporta, sur la commune de Lattes.

N°D2014-703 - 24/11/14 - Direction de la Culture

Décision relative à un accord-cadre n°3370DC14 pour la fourniture de partitions musicales au

Conservatoire à Rayonnement Régional de Musique et de Danse de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un accord-cadre est passé avec la librairie musicale « Aux notes d'Orphée » domiciliée à MONTPELLIER et la Librairie Musicale Internationale dénommée LMI domiciliée à MARSEILLE. Cet accord-cadre concerne la fourniture de partitions musicales aux professeurs du Conservatoire à Rayonnement Régional. L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an. Il peut être reconduit de manière expresse pour un an. Le montant des marchés subséquents conclus avec les sociétés nommées est fixé pour un maximum de 14 000 € H.T. /an.

N°D2014-704 - 14/11/14 - Direction de la Communication

Décision relative au marché n°3738CO14 Impression et livraison d'affiches moyens et grands formats pour les besoins en communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de service pour l'Impression et livraison d'affiches moyens et grands formats pour les besoins en communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été lancé. La société retenue est EDITIONS MIMOSA, située à MONTPELLIER, le marché est conclu à compter du 1er janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2015 pour un montant minimum annuel de 10 000 € H.T et un montant maximum annuel de 40 000 € H.T.

N°D2014-705 - 17/11/14 - Direction des Finances

Décision relative à un avenant de prolongation de la date de mobilisation du contrat de prêt de 70M€ conclu auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

Objet : Un avenant au contrat de prêt de 70M € est passé avec la Caisse des Dépôts et Consignations. Cet avenant prolonge la date limite de mobilisation des fonds disponibles à ce jour sur ce contrat jusqu'au 30 juin 2015. Les autres stipulations du contrat demeurent inchangées.

N°D2014-706 - 20/11/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n°3539DC14 de "Travaux conservatoires de charpente-couverture pour la préservation des bâtiments des communs du Domaine Bonnier de la Mosson"

Objet : Cette décision concerne le marché relatif aux "Travaux conservatoires de charpente-couverture pour la préservation des bâtiments des communs du Domaine Bonnier de la Mosson". Ce marché, dont le montant s'élève à 257 202, 20 € H.T. soit 308 642, 64 € T.T.C. , est passé avec la société Languedoc Toitures, sise à BAILLARGUES. Le délai d'exécution de ce marché est de 8 mois, période de préparation de 2 mois comprise.

N°D2014-712 - 20/11/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "requête n°1404540-5 TA Alex LARUE"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés, suite au dépôt de la requête près le Tribunal Administratif de Montpellier déposée par Monsieur Alex LARUE le 30 septembre 2014 contre la délibération n°12226 du 7 mai 2014 portant approbation de la gestion en régie du service d'eau potable et de l'eau brute à compter du 1er janvier 2016 et contre la décision du 31 juillet 2014 du Président de la Communauté d'Agglomération rejetant le recours gracieux formé par Monsieur Alex LARUE à l'encontre de la délibération du 7 mai 2014.

N°D2014-716 - 17/11/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société AG3M dans le lotissement Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone

Objet : La candidature de la société AG3M est agréée en vue de l'acquisition dans le lotissement Charles Martel. Son activité est la sérigraphie numérique. Elle est candidate à l'acquisition du lot 6 de 1 800 m². L'entreprise projette un effectif de 19 emplois sur site dans 3 ans.

N°D2014-717 - 17/11/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société SANTÉ BIEN-ÊTRE DIFFUSION dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société SANTÉ BIEN-ÊTRE DIFFUSION est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est la commercialisation de robots culinaires et la fabrication de compléments alimentaires buvables. Elle est candidate à la location du lot n°A10 d'une surface totale de 221.64 m². La société projette un effectif de 8 personnes dans 3 ans.

N°D2014-718 - 20/11/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n°3708RI14 d'une solution de Web-conférence

Objet : Un marché de fourniture d'une solution de Web-conférence est conclu avec la société ARKADIN SAS sise à PARIS. Les stipulations du présent marché concernent la mise à disposition d'une solution de Web-conférence pour le siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses sites satellites (médiathèques, musées, piscines, ...). Cette solution est installée sur des serveurs distants du prestataire (mode SaaS), qui en assurera également l'hébergement et la maintenance. Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de sa date de notification. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 2 renouvellements. Le montant annuel du marché s'élève à 4 032,00 € T.T.C.

N°D2014-719 - 17/11/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société FP SUD PACKAGING dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société FP SUD PACKAGING est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal. Son activité est le négoce et la transformation de produits d'emballages. Elle est candidate à la location

du lot B09 de 50.43 m² pour une période de 36 mois. La société projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

N°D2014-720 - 20/11/14 - Direction des Ressources Informatiques

Décision relative à un marché n° 3757RI14 d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et expertise technique pour les évolutions et la maintenance d'un outil de gestion électronique des documents sous Alfresco 4.1

Objet : Un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage fonctionnelle et expertise technique pour les évolutions et la maintenance d'un outil de gestion électronique des documents sous ALFRESCO 4.1 est conclu avec la société AMOAE sise à MONTBERON. Ce marché est conclu pour une durée de 1 an à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations. Il est reconductible une fois pour une période de 1 an. Le montant annuel du marché est compris entre un minimum de 5 000,00 € H.T. et un maximum de 25 000,00 € H.T.

N°D2014-727 - 03/12/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement

Décision relative à un marché n° 3821EA14 de mission d'accompagnement aux phases préalables de création de la Régie de l'Eau et à l'Animation du Comité Citoyen de Suivi

Objet : Un marché est passé avec la société publique locale Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD) pour une mission d'accompagnement aux phases préalables de création de la Régie de l'eau et à l'animation Comité Citoyen de suivi. Le marché est conclu pour une période initiale d'une durée de 16 mois à compter de la notification du marché pour un montant de 191 250 H.T.

N°D2014-732 - 27/11/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3714MG14, location et entretien de fournitures d'hygiène sanitaire pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Objet : Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société ELIS à Nîmes. Ce marché concerne la location et l'entretien de fournitures d'hygiène sanitaire pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché est conclu pour une période initiale d'un an, du 1er Janvier 2015 au 31 Décembre 2015 et pourra être reconduit par période successive d'un an pour une durée maximale de 3 reconductions. Le montant minimum annuel du marché s'élève à 20 000 € H.T et le montant maximum annuel à 45 000 € H.T.

N°D2014-733 - 03/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché 3627EA14 d'identification et levés topographiques des réseaux d'eaux usées de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, commune de Montpellier - secteur centre

Objet : Un marché de prestation de services est passé avec le groupement BILICKI/DHOMBRES/OSMO - CABINET PAGES TIP, sis à Montpellier. Ce marché a pour objet la réalisation de levés topographiques et de livraison de données topographiques intégrables au Système d'Information Géographique (SIG) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le délai d'exécution des études de 35 semaines partira à compter de la date fixée par l'ordre de service. Le montant estimatif de la prestation s'élève à 143 919,60 euros T.T.C.

N°D2014-741 - 17/11/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à une convention d'occupation temporaire pour travaux section SO n° 11 - 28 et 30 - Commune de Montpellier

Objet : Il s'agit d'autoriser l'occupation temporaire des terrains SO 11 – 28 – 30 situés sur la commune de Montpellier nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagement du secteur de la nouvelle gare TGV au profit de la SAAM, Société publique locale d'aménagement, concessionnaire. Cette convention d'occupation temporaire pour travaux est passée pour une durée de 24 mois, renouvelable une fois. Elle est consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-744 - 17/11/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

Décision relative à la constitution d'une servitude de passage en tréfonds de réseaux publics d'assainissement - Parcelles cadastrées section SC n° 179 - 180 et 187 - Commune de Montpellier

Objet : Constitution d'une servitude de passage en tréfonds pour canalisation eaux usées sur les parcelles SC n° 180 – 179 et 187 – Commune de Montpellier permettant le raccordement de la ZAC Port Marianne – Rive Gauche à la station d'épuration intercommunale. Ces parties de parcelles sont nécessaires en vue du passage de l'intercepteur Est du réseau d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, vers la station d'épuration intercommunale Maéra à Lattes. Servitude consentie et acceptée à titre gratuit.

N°D2014-745 - 03/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3660EA14 de chemisage des réseaux d'assainissement des eaux usées sur les communes de Pignan et Castelnau-le-Lez

Objet : Un marché de chemisage des réseaux d'assainissement des eaux usées sur la commune de Pignan (rue de l'Enclos, rue de la Cité et rue de l'Eglise), sur la commune de Castelnau-le-Lez (rue Romani), est conclu avec le groupement SUBTERRA/STPB sis PORTET SUR GARONNE (31120). Ce marché concerne les travaux de réhabilitation sans tranchées, de collecteurs, de branchements et de regards de visite, d'ouvrages divers d'assainissement des eaux usées, situés sur les communes de PIGNAN et de CASTELNAU LE LEZ.

Le délai d'exécution des travaux proposé par le candidat est de deux mois. Le montant estimatif du marché est de 210 277,44 euros T.T.C.

N°D2014-746 - 17/11/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société KOMUNEID dans le VEAS Hannibal à Cournonsec

Objet : La candidature de la société KOMUNEID est agréée en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec. Son activité est la communication. Elle est candidate à la location du lot B07 de 59.35 m² pour une

période de 26 jours. (Location de courte durée permettant à la société de réaliser des travaux dans les locaux situés à Cournonsec. La société projette un effectif de 3 personnes.

N°D2014-747 - 17/11/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi

Décision relative à l'agrément de candidature de la société ETIK 3D dans le VEAS Parc 2000 à Montpellier

Objet : La candidature de la société ETIK 3D est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est l'impression numérique - étiquettes en reliefs. Elle est candidate au renouvellement de la location du lot A06 de 108.69 m² pour une période de 9 ans. La société projette un effectif de 3 personnes dans 3 ans.

N°D2014-750 - 17/11/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision d'ester en justice "EUROVIA - Référé expertise"

Objet : La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" pour la défense de ses intérêts en référé expertise près le Tribunal Administratif de Montpellier contre la société EGIS RAIL, la société EUROVIA MEDITERRANEE, la société NAALA et la société TECHNIPIERRE consécutivement à des désordres constatés sur le revêtement de la plateforme rue de la République et sur la plateforme du cours Gambetta de la ligne n°3 et l'extension ouest de la ligne n°1 du tramway dans le cadre d'un marché public de maîtrise d'œuvre et un marché de travaux portant sur la réalisation des infrastructures secteur C Jules Guesde – gares.

N°D2014-781 - 24/11/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché n°3685AJ14 de prestations de services postaux

Objet : Le marché concerne la prestation de services postaux : affranchissement, tri, acheminement et distribution des envois postaux de tous types à destination de la France et de l'International, quel que soit leur poids unitaire. Il est composé de 6 lots. Les prestataires retenus sont : le groupe LA POSTE SA pour les lots 1 à 5 ; et CHRONOPOST pour le lot 6. La durée du marché part de la date de notification jusqu'au 31/12/2014. Le montant du marché hors taxes est estimé à 22 712 € H.T.

N°D2014-791 - 24/11/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative au marché n° 3818DS14 de "Fourniture et transport d'un gazon pré-cultivé pour le stade de la Mosson".

Objet : Un marché de fourniture est passé avec la société COVEN GARDEN SITOFLOR SAS, sise LE BARP. Il concerne la fourniture et le transport d'un gazon pré-cultivé pour le stade de la Mosson. La livraison devra impérativement intervenir entre le 24/11/2014 et le 05/12/2014. Le montant du marché s'élève à 58 575 € H.T. soit 70 290 € T.T.C.

N°D2014-794 - 27/11/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à la consultation de la Commission Consultative des Services publics Locaux

Objet : La saisine de la Commission Consultative des Services Publics Locaux est autorisée afin qu'elle émette, lors de sa séance du 10 décembre 2014, un avis sur le projet de règlement du service public de l'assainissement et qu'elle examine les rapports des délégataires en charge de l'exploitation du service public des transports urbains et de la gestion du Corum –Zénith, de la patinoire Vegapolis, de l'aquarium Mare Nostrum, du Marché d'Intérêt National.

N°D2014-804 - 01/12/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics

Décision relative à un marché de mission d'expertise amiable n°3812AJ14 dans le cadre des sinistres du 29/09 et du 07/10/2014 ayant atteint le complexe sportif de la Mosson

Objet : Suite aux sinistres du 29 septembre et du 7 octobre 2014, le complexe sportif de la Mosson, comportant le stade la Mosson et le Gymnase Lou Clapas, a été sévèrement touché par les inondations. Au regard du montant des dommages estimatifs, de la complexité du contrat et afin de garantir une indemnisation réelle des dommages couverts par le contrat d'assurance, il apparaît nécessaire que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prenne l'attache d'un expert d'assuré afin de défendre ses intérêts. Le marché d'expert d'assuré est attribué au Cabinet JULIEN domicilié à CUGNAUX (31270) pour un montant maximum de 50 000 € H.T.

Le Conseil prend acte de ces décisions.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE - ORIENTATIONS, CADRE D'INTERVENTION ET CONVENTIONS DE GESTION PROVISOIRE POUR L'EXERCICE DES NOUVELLES COMPÉTENCES AVEC LES 31 COMMUNES MEMBRES - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

1.- La Métropole, expression d'une histoire intercommunale partagée et d'une nouvelle ambition pour notre territoire

La Métropole qui verra le jour au 1^{er} janvier 2015 est riche d'une histoire ancienne et partagée. Les artisans de notre construction intercommunale, qu'elle prenne la forme du District, de la Communauté d'Agglomération, ou aujourd'hui de la Métropole, se sont constamment appuyés sur la volonté de bâtir un territoire en capacité de répondre aux aspirations et aux besoins de ses habitants, de ses acteurs économiques, et plus largement de l'ensemble de ses forces vives.

Tout en respectant les identités propres à chacune de ses communes, notre intercommunalité a su avancer, avec toujours une seule et même ambition : réussir ensemble ce qu'une commune ne peut faire seule.

C'est en s'appuyant sur cette volonté partagée que notre territoire métropolitain a été en capacité de porter des projets ambitieux : un réseau de transports publics particulièrement dense et moderne, une offre d'accueil et d'accompagnement des entreprises reconnue à l'échelle européenne et internationale, une politique d'aménagement responsable, qui se traduit par un schéma de cohérence territoriale précurseur, une politique de l'habitat volontariste pour être à la hauteur de notre dynamique démographique ou encore une gestion durable de la ressource en eau.

La réussite de ces politiques publiques provient de la mobilisation permanente des élus communaux et communautaires pour faire de notre territoire une métropole entreprenante et innovante, une métropole accueillante et solidaire, une métropole attractive et entraînante.

Aujourd'hui, une nouvelle étape s'offre à nous avec la transformation de notre communauté d'agglomération en métropole, telle que les conseils municipaux en ont exprimé le souhait à une large majorité entre juillet et octobre dernier. Ce statut de métropole n'est pas qu'un changement institutionnel : il offre de larges possibilités qui nous permettront de bâtir un projet de territoire ambitieux, dans la continuité et le respect des fondements qui sont ceux de notre intercommunalité depuis son origine.

En contribuant à renforcer les compétences majeures qui sont aujourd'hui animées et pilotées par notre intercommunalité, la métropole sera un nouveau levier pour conforter nos politiques de solidarité, de développement économique, d'innovation, de développement durable et d'aménagement du territoire.

Cette nouvelle étape verra le jour, comme l'énonce le pacte de confiance métropolitain, dans le respect des souverainetés communales et avec le souci permanent de favoriser les coopérations de proximité au sein du bloc communal.

2.- Une méthode garante d'une construction partagée entre la Métropole et ses communes Les principes de mise en œuvre des nouvelles compétences au 1er janvier 2015 sont basés sur le dialogue, la transparence, la prise en compte des spécificités de chaque territoire, le partage des décisions, et la construction avec les communes.

Dans la continuité des principes énoncés dans le pacte, des instances de gouvernance assurant le portage coopératif de cette démarche de transformation en Métropole ont été mises en place : la conférence des maires, qui joue le rôle d'instance majeure de débat et d'arbitrage sur les grandes orientations de la démarche, le séminaire des 31 DGS, qui assure une coordination du travail technique et les groupes de travail thématiques co-pilotés par des DGS de communes et des cadres de la CAM qui ont vocation à analyser d'un point de vue à la fois opérationnel et transversal les enjeux des transferts de compétence.

La démarche de transformation de la Communauté d'agglomération en Métropole passe par la mise en route de grands chantiers et leur réussite par une planification rigoureuse articulée autour de **six enjeux majeurs** identifiés lors des débats des Conférences des maires :

- **Le contenu du projet** : le périmètre des compétences transférées et la définition de l'intérêt métropolitain
- **La gouvernance politique** : la nouvelle répartition des rôles des élus vis-à-vis de la population et la place des maires et des équipes municipales
- **L'équilibre financier** : l'évolution respective des équilibres financiers de la Métropole et des communes
- **La mobilisation des ressources humaines** : la gestion des agents dont les missions relèvent à la fois des compétences communales et métropolitaines et l'élaboration d'un statut commun (temps de travail, RI, etc.)
- **L'impact organisationnel** : structurer une organisation métropolitaine à partir de cultures communales diverses et éviter la déstabilisation possible, en retour, des organisations communales
- **La maîtrise économique** : s'assurer que le service public ne soit pas globalement plus coûteux pour le contribuable après le transfert de compétences.

3.- Les orientations proposées et le cadre d'intervention de la métropole pour les compétences transférées

3.1. Orientations proposées par champ de compétence

L'article 43 de la loi MAPTAM, codifié dans l'article L. 5217-2 du CGCT, énonce précisément les compétences pour lesquelles la Métropole se substitue aux communes. Les éléments qui suivent ont vocation à préciser le périmètre et/ou les modalités d'exercice de certaines compétences relevant de ces dispositions.

Compte-tenu d'un calendrier de mise en œuvre des transferts resserré, ces orientations portent en premier lieu sur celles considérées comme prioritaires au regard des moyens qu'elles mobilisent dans la gestion communale et de leur impact direct auprès des habitants en terme de proximité et de service rendu.

a) Voirie et espace public

L'approche suivante est proposée concernant la définition des périmètres des compétences voirie et espaces public qui intègrent les voies communales (y compris les chemins ruraux et leurs dépendances) ainsi que l'ensemble des espaces publics liés à tout mode de déplacement, tels que la loi MAPTAM les identifie.

Les éléments constitutifs de la voirie et des espaces publics transférés comprennent :

- La chaussée : en milieu urbain, il s'agit du périmètre de façade à façade, comprenant donc les trottoirs, contre

allées et bandes de stationnement, les équipements de sécurité (giratoires, îlots directionnels, dispositifs ralentisseurs, plateaux surélevés...).

- En milieu rural, il s'agit de l'emprise de la chaussée, des accotements, jusqu'aux fossés lorsqu'ils existent, y compris les talus nécessaires au maintien de la chaussée.
- Les dépendances : sous-sols, des ouvrages destinés à l'évacuation des eaux pluviales, des murs de soutènement, clôtures et murets dès lors qu'ils sont édifiés sur le domaine public, des ouvrages d'art.
- Les parcs et aires de stationnement
- Les espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain : places, parvis, venelles, pistes cyclables
- Le mobilier urbain lié à la sécurité ou aux déplacements (barrières, potelets, bornes, radars pédagogiques) et le mobilier urbain d'agrément (bancs et jardinières).
- L'éclairage public, dès lors qu'il concourt à l'exploitation de la voie ainsi qu'à la sécurité des usagers
- Les espaces verts d'accompagnement de la voirie (adjacents à la voirie) et les arbres d'alignement implantés en bordure de voie.

Ne sont pas transférés :

- Les espaces verts non attenants à la voirie : parcs et jardins non dédiés au déplacement urbain, aires de jeux, parcours de santé, espaces naturels....
- L'éclairage public à visée purement ornementale et esthétique : mise en valeur des bâtiments, illuminations de Noël, éclairage des parcs et jardins
- Les plaques de rues : le pouvoir de dénomination des rues reste de la compétence du conseil municipal
- Les aires et parcs de stationnement affectés exclusivement à un équipement particulier
- La SIL (Signalétique d'initiative locale)
- Les équipements d'initiative locale (monument aux morts, statues, œuvres d'art).

Concernant les pouvoirs de police en matière de circulation et de stationnement, conformément aux conclusions de la Conférence des maires, il a été décidé par chacun des maires de refuser le transfert à la Métropole afin de garantir un maximum de réactivité sur le terrain.

Afin de préserver le pouvoir d'agir des maires en matière d'entretien et d'aménagement de la voirie et des espaces publics de proximité, et dans la continuité des principes énoncés dans le pacte de confiance métropolitain, une charte de gouvernance de la voirie et de l'espace public a été proposée à la conférence des maires. Cette charte propose notamment une hiérarchisation des voiries (issue du PDU) et intègre très fortement les maires et leurs équipes municipales dans le processus de décision sur l'entretien et l'aménagement des voiries de niveau 1 (qui constituent près de 90% de l'ensemble de la voirie).

Une des déclinaisons de cette souveraineté communale en matière de voirie et d'espaces publics se concrétisera par la détermination d'enveloppes financières communales en fonctionnement et en investissement permettant de garantir la continuité de la politique d'investissement et du niveau de service de chaque commune.

Cette charte sera soumise à la délibération du conseil métropolitain courant 2015.

b) Urbanisme et aménagement

Dans l'attente de l'adoption d'un Plan local d'urbanisme intercommunal, un consensus s'est dégagé pour adopter les principes suivants, qui sont inscrits dans la charte de gouvernance du Plan local d'urbanisme :

- L'avis des communes est sollicité à chaque étape clef de l'élaboration du PLUI suivant des modalités très précises déclinées dans la charte de gouvernance,
- Les élus des communes, notamment les commissions d'urbanisme avec l'assistance de leurs techniciens communaux, auront une place pleine et entière dans l'élaboration du PLUI et de ses évolutions.
- Enfin, les modalités de concertation du public seront définies par la Métropole après avis de la Conférence des Maires.

Ces principes d'action valent également pour la conduite des procédures d'urbanisme communale en cours.

La charte de gouvernance du PLU sera soumise à la délibération du conseil métropolitain courant 2015.

En ce qui concerne les réserves foncières, la Métropole limitera sa compétence à la constitution de réserves foncières liées à des compétences métropolitaines (sites stratégiques du SCOT notamment), les communes restant compétentes pour la constitution de réserves foncières liées aux compétences dont elles ont la charge.

En matière de droit de préemption urbain, la loi prévoit le transfert du DPU à la Métropole, ce droit pouvant être délégué aux communes, dans le cadre d'opérations précisément identifiées.

La question de la fiscalité de l'urbanisme, et notamment de la répartition au sein du bloc communal de la taxe d'aménagement, fera l'objet d'arbitrages ultérieurs en conférence des maires.

c) Développement économique et tourisme

Cette compétence emporte trois secteurs ci-après précisés :

- En ce qui concerne le transfert des zones d'activité communales : la loi Maptam prévoit le transfert de l'ensemble des zones d'activité communales qu'elles soient commerciales, artisanales, industrielles ou touristiques. Les enjeux liés à ce transfert sont essentiellement ceux de l'entretien de la voirie et des espaces publics afférents à ces zones, point qui est traité de façon plus globale dans le cadre du transfert de la compétence voirie et espaces publics.
- En ce qui concerne le périmètre de la compétence développement économique : la loi Maptam prévoit le

transfert à la Métropole de l'ensemble des actions de développement économique. Les actions des communes sont assez résiduelles en la matière, en dehors des foires et marchés qui restent de compétence communale au titre du pouvoir de police de la circulation et du stationnement. Il n'est donc pas prévu dans ce domaine de transfert de compétence ayant un impact significatif en matière financière ou de ressources humaines.

- En ce qui concerne les actions de promotion du tourisme : la loi Maptam prévoit le transfert à la Métropole de l'ensemble des actions de promotion du tourisme, dont la création d'offices du tourisme. Une déclinaison majeure de cette compétence sera la création, en 2015, d'un office de tourisme métropolitain, qui se substituera aux offices de tourisme et services municipaux du tourisme existant. Les grands axes de cette politique métropolitaine du tourisme seront soumis à la délibération du conseil métropolitain courant 2015.

d) Infrastructures et réseaux de télécommunication

En application de son intérêt métropolitain et des articles L 5217-1 et L5217-2 e) du Code Général des Collectivités Territoriales, la métropole assurera l'établissement, l'exploitation, l'acquisition et la mise à disposition de l'ensemble des réseaux de télécommunication, y compris les réseaux haut débits publics ou relevant de groupes fermés d'utilisateurs d'intérêt communal et/ou intercommunal, sur l'intégralité de son territoire (ce transfert concernera notamment le réseau Pégase).

e) Habitat et logement

Les nouvelles compétences transférées dans le cadre de la transformation en métropole concerneront essentiellement les opérations programmées de l'habitat (seule la commune de Montpellier étant concernée) et les pouvoirs de police spéciale de l'habitat :

- la police spéciale des établissements recevant du public (ERP) à usage total ou partiel d'hébergement (article L.123-3 du code de la construction et de l'habitation), exercée par le maire au nom de la commune ;
- la police spéciale de la sécurité des équipements communs des immeubles collectifs à usage principal d'habitation (articles L.129-1 à L.129-6 du code de la construction et de l'habitation), exercée par le maire au nom de l'Etat ;
- la police spéciale des bâtiments menaçant ruine (articles L.511-1 à L.511-4, L.5115 et L.511-6 du code de la construction et de l'habitation), exercée par le maire au nom de la commune.

3.2. Modalités de mise en œuvre transitoire des compétences

L'exercice des nouvelles compétences relevant du statut de Métropole et qui seront jusqu'à sa prise d'effet, du ressort des communes membres, implique des transferts de biens et de services importants des communes vers la Métropole, ainsi que la mise en place par cette dernière d'une organisation administrative et opérationnelle conséquente et complexe.

Afin de garantir la continuité et la bonne organisation du service et de disposer, pour les communes comme pour la Métropole, du temps nécessaire pour mettre en œuvre le transfert des compétences dans de bonnes conditions, il est proposé de recourir aux dispositions visées aux articles L. 5215-27 et L. 5217-7 du Code général des collectivités territoriales qui permettent aux métropoles de confier, par convention conclue avec une ou plusieurs communes membres, la création ou la gestion de certains équipements et services relevant de leurs attributions.

Dans le cadre de ces conventions, qui sont l'aboutissement d'une démarche intercommunale entre les parties, les communes assureront pour le compte de la Métropole, sur leur territoire, toutes les compétences qu'elles exerçaient jusqu'alors et qui relèveront au 1^{er} janvier 2015, de la Métropole.

Ces conventions prendront effet au 1^{er} janvier 2015, date de création de la Métropole, pour une durée d'un an. En fonction des compétences, leur durée pourra être réduite par voie d'avenant.

Les communes assureront la gestion de tous les contrats en cours et prendront à ce titre toutes décisions, actes, et dispositifs contractuels nécessaires aux compétences qu'elles continueront d'exercer. Toutefois la Métropole prendra en charge toutes les procédures relevant du Code de l'urbanisme ainsi que les contrats ayant pour objet une révision ou élaboration de PLU.

Au titre de ces conventions, les communes seront également étroitement associées à l'exercice des pouvoirs de police spéciale relevant du président de la Métropole en matière d'assainissement, de collecte des déchets ménagers, d'habitat, de délivrance des autorisations de stationnement aux exploitants de taxis et de défense extérieure contre l'incendie.

Durant cette période transitoire, les personnels affectés aux compétences métropolitaines mentionnées dans la convention continueront à exercer leurs missions dans un cadre communal.

Compte tenu des spécificités de la Ville Centre et de l'étendue des missions exercées par ses services, la convention à intervenir avec la Ville de Montpellier présente les spécificités suivantes:

- La Métropole assurera la passation et l'exécution des nouveaux marchés de nettoyage sur le territoire de la ville de Montpellier. De même, la Ville de Montpellier et la Métropole réaliseront en concertation, des opérations de raccordement sur les réseaux hauts débits des exploitants. Ces missions s'effectueront avec la participation active et coordonnée des services de la Ville de Montpellier

- Les services de la Ville de Montpellier assureront l'instruction des procédures et la préparation de tous les actes pris par le Président de la Métropole, en matière de police spéciale de l'habitat sur l'intégralité de son territoire.

Le Comité Technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sera consulté le 17 décembre 2014.

4. Les prochaines étapes de mise en place de la Métropole et de l'évaluation des charges transférées

4.1. Les trois grandes étapes à venir

La période qui s'ouvre désormais peut être schématiquement découpée en trois phases pour la mise en place effective de la Métropole

- Une phase d'avant-projet (comprise entre novembre 2014 et avril 2015)

Cette phase comprendra, outre l'élaboration et l'adoption de la convention de transition et l'évaluation financière des transferts de charges (cf. point 4.2.) les chantiers suivants destinés à poser les grands principes de l'organisation métropolitaine qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2016

- En matière de ressources humaines : Evaluation des conditions de travail pour préparer les transferts de personnel concernés dans de bonnes conditions.

- En matière d'organisation : 1) Evaluation des moyens (humains, matériels, locaux) et des modalités d'intervention (régie, marché, etc.), identification des organisations spatiales et territoriales liées aux différentes compétences transférées. 2) Conception de scénarii d'organisations et mise au point d'un avant-projet : organigramme, procédures, principes de fonctionnement. 3) Identification de l'impact sur les fonctions supports : finances, marchés, RH, logistique, secrétariat général.

- En matière de politiques publiques : Identification des grands chantiers stratégiques à conduire sur la durée du mandat, compétence par compétence, en lien avec les 5 piliers du projet de territoire métropolitain.

Cette phase d'avant-projet sera aussi l'occasion d'adopter le schéma de mutualisation qui dressera un état des lieux des pratiques et proposera une feuille de route pour la durée du mandat sur ce sujet.

- Une phase de projet opérationnel (comprise entre mai et décembre 2015)

Cette phase comprendra les chantiers suivants destinés à structurer de façon opérationnelle l'organisation métropolitaine qui entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2016.

- En matière de finances : poursuite de l'évaluation financière des transferts de charge, préparation des grands équilibres du budget métropolitain sur les exercices 2016 à 2020, première approche des marchés à passer, préparation des conventions d'utilisation / de mise à disposition des moyens logistiques ;

- En matière de ressources humaines : mise au point des conditions de travail métropolitaines, identification des personnes "transférables" et de leur situation personnelle, installation d'une cellule d'accueil et d'information à destination de ces agents, préparation des arrêtés de transfert et des conditions de mise à disposition

- En matière d'organisation : mise au point du guide pratique de fonctionnement (organigramme et chaîne hiérarchique, procédures, outils communs, affectations des moyens humains et matériels, évolution de l'organisation des services supports).

- Une phase de projet détaillé (comprise entre janvier et juin 2016)

Cette phase comprendra les chantiers suivants destinés à faciliter la mise en œuvre de la nouvelle organisation métropolitaine :

- Définition d'une organisation détaillée : projet d'administration et projets de direction ou de service

- Adaptation de l'organisation aux premiers retours d'expérience

4.2. L'évaluation des charges transférées

Il convient ici de rappeler que les charges nettes transférées (tenant compte des dépenses et des recettes) donneront lieu à un ajustement de l'attribution de compensation versée entre la Métropole et les Communes, selon un principe garantissant la neutralité budgétaire à la date du transfert.

La loi prévoit une échéance butoir de communication des attributions de compensation provisoires avant le 15 février 2015.

Afin de respecter ces délais, les 31 DGS des Communes et les services de la Communauté d'agglomération ont été fortement mobilisés pour recenser auprès de chacune des communes les données nécessaires à une évaluation précise des charges relatives aux compétences transférées.

Parallèlement, la définition de méthodes d'évaluation respectant au mieux les intérêts des communes et de la Communauté d'Agglomération, future Métropole, a fait l'objet de nombreuses réunions de travail avec les DGS et d'un bilan d'étape en conférence des maires le 15 décembre.

Sur ces bases, l'année 2015, au travers des travaux de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT), sera consacrée au calcul des données définitives concernant les charges nettes. C'est la CLECT qui arrêtera les méthodes d'évaluation définitives et intégrera les données de l'année 2014 pour fixer définitivement attributions de compensation qui seront soumis avant la fin de l'année 2015 pour approbation concomitante aux conseils municipaux et au Conseil métropolitain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'ensemble des travaux relatifs à la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole conduits au sein de la Conférence des maires ;

- approuver le périmètre d'exercice de certaines compétences transférées, telles que définies ci-dessus ;

- approuver les projets de convention de gestion provisoire à intervenir avec la Ville de Montpellier et les autres communes membres, tels que définis ci-dessus et jointes en annexe, les conventions de gestion permettant aux communes membres et à la Ville de Montpellier d'assurer pour le compte de la Métropole les compétences qu'elles

exerçaient jusqu'alors et qui relèvent au 1er janvier 2015, de la Métropole ;
- dire que les recettes et les crédits correspondants seront affectés au budget 2015 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions de gestion provisoire à intervenir avec les communes membres et la Ville de Montpellier ainsi que l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – PROTOCOLE DE COOPÉRATION ENTRE LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La stratégie mise en œuvre avec constance, tant par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, que par la Région, chef de file dans les domaines de l'Économie et de l'Aménagement, pour structurer les fonctions métropolitaines de Montpellier, notamment universitaires et de recherche, d'accompagnement économiques, culturelles, de mobilité, de tourisme urbain ou d'affaires, d'aménagement territorial (...), lui confèrent, à l'heure de sa transformation en Métropole, une capacité reconnue à porter l'innovation, à s'ouvrir à l'international et à favoriser à la fois les concentrations et les diffusions par la multiplication des interconnexions.

Ces ambitions se sont traduites dans le cadre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, approuvé en 2006, puis dans le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire (SRADDT) de la Région Languedoc-Roussillon approuvé en 2009, affirmant tous deux la nécessité d'intégrer Montpellier dans une « métropole en réseau », mais aussi dans les documents de programmation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour aménager une métropole durable - le Plan de Déplacement Urbain (PDU) de 2011, le Plan Local de l'Habitat (PLH) de 2013 et le Plan Climat Énergie Territorial (PCET) de 2014 - puis aujourd'hui dans Schéma Régional de Développement Économique (SRDE) de la Région Languedoc Roussillon.

Toutefois, dans un univers européen ultra concurrentiel, cette dynamique de Montpellier Méditerranée Métropole nécessitera d'être consolidée sans failles et sans relâche, pour :

- poursuivre l'affirmation d'une capitale régionale à la fois forte et rayonnante, véritable tête de pont de la dynamique languedocienne, dotée de fonctions métropolitaines et de facteurs d'attractivité de premier plan, économique, culturelle, environnementale et d'intégration de populations aux origines et aux aspirations sans cesse renouvelées ;

- faire émerger un pôle métropolitain de collaborations, seule échelle pertinente pour espérer atteindre la taille critique (humaine, spatiale, infrastructurelle et systémique) susceptible de positionner Montpellier dans le concert des métropoles européennes ;

- développer des connexions inter-métropolitaines et interrégionales fortes au croisement des grands axes de communication de l'Europe du sud : Axe Nord-Sud (Europe du nord, via Lyon ou Clermont Ferrand, vers Barcelone-Valencia ou vers Madrid) et Axe Sud européen Ouest-Est (Bordeaux-Toulouse-Marseille-Nice-Gènes-Rome), afin de passer d'une logique de « couloir languedocien » à une logique de « connexions métropolitaines » susceptible d'entraîner les autres pôles urbains régionaux ;

- faire prospérer des échanges internationaux, notamment en direction du bassin méditerranéen et au-delà en Europe, ainsi que vers les continents américain et asiatique.

C'est dans la capacité de la Région Languedoc-Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, future Métropole, à s'épauler mutuellement autour de ces 4 enjeux stratégiques que reposent, pour une grande part, leur capacité à entraîner l'ensemble de l'arc régional languedocien.

C'est ainsi que cette stratégie peut s'inscrire durablement dans une dynamique régionale intégrée.

D'autre part, la nouvelle donne institutionnelle invite à renforcer les partenariats entre la Région et la Métropole : la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) et le projet de loi pour une Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), affirment clairement le rôle des Régions et des Métropoles.

Notamment, concernant les principales politiques publiques contractuelles sur la période 2014-2020 :

- les Régions gèrent désormais une partie importante des fonds européens,

- les Régions et les Métropoles pour ce qui les concernent, négocient et sont signataires avec l'État des Contrats de Plan État / Région (CPER), ainsi les métropoles sont associées de plein droit à leur élaboration,

- les Métropoles pilotent les Contrats de Ville passés avec l'État, dont les Régions sont désormais signataires.

La nouvelle architecture territoriale dans laquelle devra s'inscrire l'action publique, repose ainsi sur l'émergence de couples structurants Région / Intercommunalités, au premier rang desquels doit figurer le couple Région / Métropole de Montpellier, moteur d'un pôle métropolitain en réseau d'intérêt régional.

Aujourd'hui, une étape majeure s'engage avec :

- le processus de transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, dans le cadre d'une gouvernance renouvelée avec les trente et une communes qui composent son territoire et la constitution d'un pôle de coopérations métropolitaines supra départemental ;

- la structuration de la stratégie métropolitaine autour de 6 axes, d'intérêts à la fois métropolitains et régionaux :

- o Montpellier Capitale Santé,
- o Montpellier métropole numérique, bénéficiant du label national « French Tech »,
- o Montpellier territoire innovant pour la valorisation de ses atouts agro-écologiques et alimentaires,
- o Montpellier pôle touristique majeur combinant les attraits culturels et d'affaires, de loisirs, environnementaux et patrimoniaux,
- o Montpellier métropole connectée à toutes les échelles de mobilité ;
- o Montpellier métropole patrimoniale, culturelle et des sciences humaines ;
- l'élaboration du projet « Montpellier Territoire », pour valoriser ses atouts environnementaux, réinvestir ses espaces urbains et périurbains et mieux intégrer le territoire dans son espace naturel et dans son aire métropolitaine ;
- la révision du SCOT qui en résulte.

Dans ce contexte, la Région Languedoc-Roussillon et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, future Métropole, entendent se saisir pleinement de leurs nouvelles responsabilités, dans le cadre d'un protocole de partenariat, avec la volonté commune de définir des axes de coopération concertés structurant à la fois le territoire du Languedoc-Roussillon et celui de la métropole montpellieraine en réseau.

Ce protocole, passé entre la Région et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, doit constituer un outil de contractualisation efficient permettant la mise en œuvre de projets opérationnels qui n'auraient pu voir le jour, ou qui auraient été retardés, en l'absence de ce partenariat financier, autour des grands axes de partenariat suivants :

- Structurer les fonctions métropolitaines de Montpellier en réseau et assurer leur rayonnement pour conforter le potentiel économique régional ;
- Développer les mobilités multimodales, pour mieux connecter le territoire métropolitain à toutes les échelles ;
- Promouvoir une métropole d'intérêts culturels et de loisir, à fort rayonnement régional et européen, notamment touristique ;
- Aménager une métropole vertueuse et durable, par la réduction de son empreinte environnementale et climatique et par la maîtrise de ses externalités ;
- Promouvoir une métropole pour tous, solidaire et soutenable socialement.

Ses axes de partenariat s'inscrivent en parfaite cohérence avec la dynamique territoriale du SRADDT "Construire une Métropole en réseau", dont le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier constitue le pilier essentiel.

Ce partenariat s'inscrit enfin dans un processus de coopération plus large à mettre en place dans le cadre des Programmes Opérationnels (PO) des fonds européens, du Contrat de Plan Etat Région, à l'élaboration duquel la métropole sera pleinement associée de droit, et du Contrat de Ville sur la période 2014-2020.

Dans cette perspective, la Région entend promouvoir une approche globale Programmes Européens / Contrat de Plan Etat Région, qui passe notamment par la mise en place d'une gestion multi-fonds sur les 3 programmes européens FEADER, FEDER et FEAMP. Il s'agit ainsi, plutôt que de raisonner dispositif par dispositif, de favoriser l'émergence de projets de territoire pertinents, dépassant les oppositions urbain/rural et dotés de vraies stratégies transversales. Cette logique territoriale intégratrice et transversale doit notamment permettre un accompagnement plus ciblé et mieux adapté que dans les dispositifs précédents.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Région Languedoc-Roussillon ;
- dire que la Communauté d'agglomération de Montpellier engage, en accord avec le Conseil Régional, une modification statutaire du syndicat du PRAE Via Domitia, pour tenir compte de l'évolution des dispositifs fiscaux auxquels sont soumises les entreprises implantées et à implanter dans les ZAC aménagées sur les communes de Castries et de Vendargues au nord du L.I.E.N., sur la base d'un retour de 80% de CET, afin de permettre un financement équilibré du déficit de l'opération d'aménagement estimé par son aménageur dans le dernier Compte rendu annuel de la collectivité locale (CRACL), entre les deux collectivités.
- autoriser Monsieur la Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le protocole ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°6 : HORS COMMISSION – CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Une étape majeure s'engage avec la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole. Le développement stratégique de *Montpellier Méditerranée Métropole* est axé sur 5 piliers d'intérêt économique et métropolitain :

* **La Santé**, au sens de l'OMS : (bien-être physique, mental et social), mais aussi la faculté de médecine, l'université et les laboratoires de recherche, le CHRU, les nombreux établissements publics et privés, les

entreprises...

* **Le Numérique** : dans le cadre de la stratégie nationale *French Tech*, la métropole intelligente, la lutte contre la fracture numérique...

* **Le Tourisme** : en valorisant l'attractivité du territoire dans sa diversité...

* **Les Mobilités** : par la connexion du territoire à toutes les échelles ...

* **L'Agro écologie et l'Alimentation** : par une valorisation exemplaire et de référence des ressources environnementales du territoire.

Ces piliers doivent irriguer l'identité de Montpellier et l'ensemble de son écosystème, pour les valoriser, dans une triple optique de différenciation par rapport aux autres métropoles, d'innovation/expérimentation et de diffusion à tout le territoire.

Ils doivent aussi permettre de cultiver l'attractivité de notre territoire, tant pour le bien-être, la qualité de vie et la satisfaction des besoins des habitants et usagers qui le vivent déjà, que pour les nouvelles populations à accueillir, dans leur diversité.

Ainsi, le projet de territoire doit trouver ses équilibres vitaux dans la conciliation d'une attractivité démographique à préserver, d'un rayonnement culturel à conforter, d'un développement durable et équilibré et de liens sociaux et de solidarité, à la hauteur des ambitions de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet doit se décliner, chaque fois que possible, à toutes les échelles, pour garantir la cohésion du territoire, **c'est-à-dire pour :**

* **participer au réinvestissement de chaque ville et de chaque village, dans le respect et la valorisation des projets municipaux ;**

* **conforter et structurer la métropole**, en déclinant les 5 piliers qui fondent à la fois son excellence, ses cohérences et son potentiel d'attractivité ;

* **tisser l'armature du pôle métropolitain de demain**, en réseau avec les autres pôles urbains du territoire et en étroite coopération avec les intercommunalités et communes limitrophes.

Afin de mener à bien ce projet métropolitain, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'entoure de tous les appuis et partenaires du développement.

A cet égard, la Caisse des Dépôts, partenaire des collectivités territoriales, accompagne leur développement dans le cadre de ses missions d'intérêt général. Elle contribue à l'émergence et à la réalisation de projets d'équipement de dimension locale dans lesquels elle intervient en tant qu'investisseur avisé et via des prêts sur fonds d'épargne.

En fonction des domaines de partenariat développés, la Caisse des Dépôts pourra mobiliser :

- une assistance en ingénierie amont sur les axes prioritaires
- un cofinancement des études à mener pour préciser leur faisabilité opérationnelle
- un investissement en fonds propres ou un appui à l'économie mixte
- des prêts de long terme, pour financer les investissements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Caisse des Dépôts, déjà partenaires dans de nombreux projets, ont souhaité formaliser les principaux axes et principes de leur partenariat, afin d'en favoriser la cohérence et la durabilité dans une convention cadre de partenariat.

Ce partenariat est conclu pour une durée de 3 ans à compter de la date de signature de la présente convention et pourra se prolonger jusqu'à l'expiration des conventions d'application.

Afin de piloter ce partenariat il sera constitué un comité de pilotage composé du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou de son représentant et du Directeur Régional de la Caisse des Dépôts ou de son représentant qui se réunira autant que de besoin et au moins une fois par an afin :

- de fixer les actions et opérations à mettre en œuvre et faisant l'objet de signature de conventions d'application spécifiques,
- d'assurer le pilotage et le suivi des résultats des actions engagées et de l'exécution du présent accord.

Des comités techniques (CT) dédiés aux conventions d'application thématiques seront également mis en place pour assurer la réalisation des actions décidées.

Il sera procédé par conventions et contrats d'application de la présente convention à l'identification d'actions affinées de coopération. Ces conventions et contrats définiront les objectifs de chaque action et, préciseront les engagements et modalités d'intervention techniques et financières de chacun des signataires. Elles feront l'objet d'un accord préalable de l'assemblée délibérante.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Caisse des Dépôts et Consignations,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le présent protocole ainsi que tout document s'y rapportant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°7 : HORS COMMISSION – MANDAT SPÉCIAL (MISSION ET REPRÉSENTATION) DES ÉLUS - PRISE EN CHARGE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Président et les élus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont amenés à effectuer en complément de l'exécution des missions dont ils sont habituellement investis, des déplacements indispensables pour le développement et la représentation de la Communauté d'Agglomération, future Métropole, hors du territoire intercommunal et des limites du département de l'Hérault.

Ces déplacements ont essentiellement pour objet la promotion et le développement des intérêts de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la future Métropole auprès du gouvernement et des institutions européennes voire internationales ou auprès d'autres collectivités locales et groupements au niveau national appartenant à l'Union Européenne ou à des pays situés en dehors de celle-ci, la participation à des congrès, colloques ou autres manifestations organisées par des structures nationales ou internationales d'intérêt général développant de véritables expertises dans des domaines relevant des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ils peuvent aussi concerner la représentation de notre groupement au sein des personnes publiques ou organismes précités notamment lors de la remise de prix ou de récompenses consacrant les actions menées par l'Etablissement Public de Coopération intercommunale.

Dans ce cadre, au titre du mandat spécial, tel que défini ci-dessus, les élus sont amenés à engager des frais de mission (transport, hébergement, repas) et des frais de représentation.

Les frais réels seront pris en charge par le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément aux dispositions des articles L. 5211-14, L.2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales et à la circulaire du 15 avril 1992 relatives aux conditions d'exercice des mandats locaux., dans le cadre du présent mandat spécial et sur justificatifs.

Il convient par ailleurs d'autoriser, dans le cadre de cette délibération, des frais de représentation pour le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à l'article L. 2123-19 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces frais ont pour objet de couvrir les dépenses qu'il engage à l'occasion de ses fonctions et dans l'intérêt de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Au titre de l'année 2015, les frais de représentation et ceux relevant du mandat spécial tel que défini ci-dessus, seront remboursés pour l'ensemble des élus sur la base de frais réels et justifiés dans la limite de 40 000 € pour l'année 2015. En cas d'événement exceptionnel, nécessitant le déplacement de plusieurs élus et acteurs économiques et sociaux à l'étranger une délibération dédiée interviendra.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- arrêter le principe de remboursement à Monsieur le Président et aux élus, des frais de transport, hébergement et restauration engendrés au titre des frais de représentation du Président et du mandat spécial tel que défini ci-dessus, sur la base de frais réels et sur justificatifs,
- dire que les crédits seront imputés sur le budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°8 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – RÉSEAU TRÈS HAUT DÉBIT DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - TARIFICATION DE L'ACCÈS AUX INFRASTRUCTURES - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

En complément de l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique et dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence « Très Haut Débit », l'Agglomération a délibéré (délibération n° 10655 du 29 février 2012) afin de définir les tarifs destinés à l'exploitation de l'infrastructure numérique Très Haut Débit de Montpellier Agglomération.

Dans le cadre du passage en métropole, il convient de rendre homogène les tarifs appliqués sur les infrastructures de télécommunications afin d'avoir une offre cohérente vis-à-vis des opérateurs sur l'ensemble du territoire de la collectivité.

Le réseau de fibre optique sera mis à disposition par convention auprès des demandeurs sur la base d'équipements passifs (fourreaux, fibres noires, locaux techniques) et tout opérateur déclaré auprès de l'ARCEP ou de tout Groupement Fermé d'Utilisateurs dans des conditions strictes et non discriminatoires.

Les tarifs d'exploitation de l'infrastructure Très Haut Débit, aujourd'hui à l'approbation du conseil, se déclinent comme tel :

I. Location de l'infrastructure, frais d'accès au service, frais de raccordement

1. Location du lien

- Location d'une paire de fibre optique noire par site, par mois en parc d'activité économique communautaire équipé par la CAM en fonction du débit proposé par l'opérateur (hébergement technique inclus) au tarif de :
 - 75 € par mois par site pour un débit supérieur ou égal à 10 Mbit/s symétriques.
 - 30 € par mois, par site, pour des débits inférieurs.

- 2€ / mètre linéaire / fourreau / an pour la location de fourreaux aux opérateurs dans les Zones d'Activités Economiques sous compétence CAM.
- 5 €/ mètre linéaire / fourreau / an pour la location de fourreaux aux opérateurs situés en dehors des Zones d'Activités Economiques sous compétence CAM.
- 0.30€ / mètre linéaire / an pour la location d'une paire de fibre noire aux communes dans le cadre d'un groupe fermé d'utilisateurs.
- 2,44 € / mètre linéaire / an pour la location d'une paire de fibre noire aux opérateurs.
- Forfait de 1104,32 € pour la collecte fibre entre les Zones d'Activités Economiques et le Nœud de Raccordement Optique par an.

2. Frais d'accès au service

- 100€/prise pour le raccordement d'une entreprise ou parc d'activité économique dans les Zones d'Activités Economiques sous la compétence de la CAM.
- 150€/prise pour le raccordement à partir du réseau communautaire d'une entreprise située en dehors des Zones d'Activités Economiques sous la compétence de la CAM.
- 150€/ extrémité pour une location de fourreaux.

3. Frais d'hébergement

- 100 € / mois pour l'hébergement d'une demi-baie dans un Nœud de Raccordement Optique.
- 200 € / mois pour l'hébergement d'une baie dans un Nœud de Raccordement Optique.

II. Frais de maintenance

Chaque souscription d'un service de location d'infrastructure sera obligatoirement liée à une prestation de maintenance.

La maintenance sera assurée 24h/24 et 7j/7 par un prestataire désigné par la CAM. La prestation comprendra également le rétablissement du lien en fonction du délai souscrit par le demandeur. Deux types de prestations sont proposés :

- 15 % pour une garantie de temps de rétablissement de 8 heures
- 30 % pour une garantie de temps de rétablissement de 24 heures

III. Principe de la tarification

Les règles suivantes seront applicables :

- L'ensemble des tarifs sont exprimés en euro hors taxe ;
- La durée minimale d'engagement pour l'ensemble des services est fixée à un an, quel que soit le service ;
- Les frais d'accès au service comprennent la mise en place du lien optique, son test et son raccordement dans le local technique choisi par le demandeur.

IV. Synthèse

Cf. Tableau récapitulatif des tarifs (H.T)

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs appliqués à l'exploitation de l'infrastructure numérique Très Haut Débit de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits correspondant sont prévus au budget communautaire, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°9 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ECOCITÉ / CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (PRD4) PORTANT SUR LA TÉLÉRELÈVE - AVENANT N°1 AU CONTRAT D'APPLICATION R&D PRD4 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente, dans sa phase de développement, d'expérimentations et de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature, fait l'objet d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012.

Il comprend notamment un projet sur l'eau/l'hydraulique : le réseau et ses flux, comprenant le suivi des consommations, la simulation du réseau d'eau.

Le Projet de Recherche et Développement n°4 « PRD sur l'eau/l'hydraulique » dit PRD4 constitue un contrat d'application de R&D complémentaire au contrat de consortium autorisé par délibération n°11615 du Conseil

Communautaire du 26 juin 2013.

Ce projet de recherche et développement intitulé « PRD4-Télérelevé EcoCité » en cours de déroulement vise à mettre en place un pilote développé par les partenaires (exploitant des services publics d'eau potable et d'assainissement, M2OCity, IBM et la Communauté d'Agglomération de Montpellier) déployé sur deux zones : l'Écusson et Antigone à Montpellier et Port Ariane à Lattes. Il prévoit plus particulièrement :

- pour le réseau eau potable : le suivi renforcé de l'ensemble des paramètres permettant de détecter l'apparition des fuites sur le réseau public et sur les réseaux privés,
- pour le réseau d'assainissement : le suivi permanent des niveaux permettant, par temps sec, de détecter les écoulements anormaux de nuit et, par temps de pluie, les déversements au milieu naturel,
- pour les écoulements naturels : le suivi permanent des niveaux permettant en période de crue de détecter les différents niveaux d'alerte.

Le pilote « télérelevé EcoCité » contribue à démontrer comment le déploiement d'instruments, notamment en temps réel, devrait permettre de développer de nouveaux services urbains autour de l'eau et de l'hydraulique et a pour objectifs de diminuer les prélèvements sur la ressource par une recherche permanente et optimisée des fuites, et une sensibilisation des usagers à leur consommation en eau.

Le projet prévoit une phase d'expérimentation à partir d'un outil développé spécifiquement qui ne sera disponible qu'à compter de début décembre 2014. Les premiers tests fonctionnels pourront donc avoir lieu, et cette phase permettra d'étudier l'impact de la télérelève sur le comportement de consommation en eau des ménages.

Le contrat d'application approuvé le 26 juin 2013 fixait la durée du programme sur une période de 18 mois. Il convient de prolonger d'une année le contrat d'application pour permettre la tenue de l'expérimentation.

Le présent avenant n°1 au Contrat d'application R&D PRD4 a été finalisé et prendra effet au 1^{er} janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 au Contrat d'application du projet de recherche et développement (PRD4) concernant le pilote de télérelève EcoCité,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer avec IBM France, M2OCity et Veolia l'avenant n°1 au contrat d'application ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°10 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – BUSINESS INNOVATION CENTRE DE MONTPELLIER - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - MONTPELLIER INTERNATIONAL INCUBATOR (MIBI) - AGRÉMENT DES TARIFS 2015 - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le Business Innovation Centre (BIC) de Montpellier Agglomération qui réunit les deux pépinières d'entreprises Cap Oméga et Cap Alpha permet aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de deux ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et d'un appui intellectuel dans l'attente que soient réunies les conditions de leur implantation définitive.

L'objectif est donc de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants ou à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesse et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire des communes membres de la Communauté d'Agglomération.

Depuis le 1^{er} juin 2011, le patrimoine immobilier du BIC de Montpellier Agglomération dévolu au développement des entreprises s'est enrichi d'un autre outil immobilier : Le MIBI. (Montpellier International Business Incubator). Il s'agit d'un immobilier locatif dédié à l'accueil d'entreprises internationales, implanté sur le parc Eurêka à proximité de la pépinière Cap Oméga. Ce bâtiment de 3 326 m² est affecté à l'accueil des entreprises étrangères désirant se développer sur le territoire de la Communauté d'Agglomération ainsi que les entreprises françaises réalisant au moins 80% de leur chiffre d'affaires à l'international.

Le premier volet de l'accompagnement est l'offre immobilière dans ces trois bâtiments qui se traduit par la location de bureaux à Cap Oméga et au MIBI, de plateaux tertiaires, d'ateliers et d'espaces aménagés en laboratoire à Cap Alpha.

Le deuxième volet de l'appui apporté par le BIC de Montpellier Agglomération en pépinières consiste en un accompagnement du porteur de projet ou de la jeune entreprise dans ses démarches en vue de trouver les financements nécessaires à son développement, dans sa formation en vue d'acquérir les connaissances et les outils nécessaires au pilotage de l'entreprise, à lui apporter des conseils d'expert ou bien encore à la mettre en relation avec les bons interlocuteurs de son environnement.

Cet accompagnement est considéré comme un investissement de la Communauté d'Agglomération en faveur de la création d'entreprises et d'emplois à forte valeur ajoutée. Au-delà d'une participation financière symbolique, la

contrepartie essentielle demandée aux entreprises est l'implantation de leur siège ou de leur principal établissement sur le territoire de l'Agglomération.

Le BIC de Montpellier Agglomération met également à la disposition des entreprises hébergées une gamme de services communs de qualité tels que photocopie, fax, téléphone, accès Internet, etc. L'ensemble de ces prestations logistiques sont facturées immédiatement aux utilisateurs à leur prix de revient ou en référence aux prix du marché. Pour assurer la continuité du service rendu au sein des pépinières d'entreprises Cap Alpha et Cap Oméga ainsi qu'au MIBI à partir du 1^{er} janvier 2015, le Conseil de Communauté d'Agglomération doit se prononcer sur les tarifs des différentes prestations applicables à compter de cette dernière date.

En 2015 les redevances augmenteront sur la base de l'indice de référence des loyers soit 0,57%. Les prestations hors énergie augmentent sur la base de l'indice des prix à la consommation sur les 12 derniers mois soit 0,20%. Les prestations liées au coût de l'énergie augmentent de 2,70% pour suivre l'évolution du coût de l'énergie constatée sur les 12 derniers mois. (Sources INSEE septembre 2014).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les tarifs joints en annexe,
- dire que ces tarifs seront appliqués dans le BIC de Montpellier Agglomération à Cap Oméga, Cap Alpha et MIBI à compter du 1er janvier 2015,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°11 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – BUSINESS INNOVATION CENTER (BIC) DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - PÉPINIÈRES D'ENTREPRISES (CAP OMÉGA - CAP ALPHA) - DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR L'ANNÉE 2015 - APPROBATION

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Agglomération, Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans, de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises.

Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région Languedoc-Roussillon, autres collectivités).

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les plus larges subventions possibles auprès des institutions compétentes pour soutenir les actions menées par le BIC Cap Oméga - Cap Alpha,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°12 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ QUALIMÉDITERRANÉE - CONTRAT DE PERFORMANCE 2013-2018 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la lisibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des

entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier apporte son soutien financier à l'association QUALIMEDITERRANEE, pôle de compétitivité agro-technologique de référence sur l'Euro-méditerranée, basé en Languedoc-Roussillon, depuis sa création en 2005.

Le pôle de compétitivité QUALIMEDITERRANEE fédère un réseau d'entreprises et d'organismes de recherche autour d'ambitions communes et de projets collaboratifs innovants. Son ambition est d'apporter des réponses aux enjeux de l'alimentation de demain par une offre innovante issue des productions agricoles méditerranéennes : vigne et vin, fruits et légumes, grandes cultures.

Les objectifs du pôle sont de développer une agriculture compétitive et durable, et de développer de nouveaux produits alimentaires et non-alimentaires issus de cette agriculture et leurs procédés associés, dans le respect de l'environnement.

Ses marchés cibles sont les agrofournitures, les agroéquipements intelligents, les produits alimentaires issus des trois filières Vigne, Fruits & Légumes et Céréales, les ingrédients et aliments santé. Ses défis technologiques sont l'amélioration variétale, la nutrition et protection des plantes, les agro TIC, les procédés propres, la qualification de l'intérêt santé des produits alimentaires.

Dans le cadre de la politique des pôles de compétitivité, un contrat de performance doit être signé entre l'état et les financeurs des pôles.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a ainsi été sollicitée par le pôle de compétitivité Qualiméditerranée pour la signature de son contrat de performance 2013-2018. Ce contrat résume les objectifs visés par le pôle et son modèle économique sur cette période.

Afin de procéder à la signature de ce contrat dans les meilleurs délais un calendrier de signature sera défini en fonction des dates de réunion de différentes assemblées. Le Préfet de région signera en dernier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le contrat de performance 2013-2018,
- autoriser le Président à signer le contrat de performance 2013- 2018 du pôle de compétitivité Qualiméditerranée.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°13 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ORGANISMES ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURS - AUTORISATION D'ADHÉRER

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Depuis 30 ans, la Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie de promotion du territoire au niveau local, national et international en s'appuyant sur des réseaux économiques. Elle a renforcé son positionnement afin de faciliter, au travers de ses réseaux, l'implantation et le développement d'entreprises sur le territoire de l'agglomération.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite favoriser la création d'emplois durables sur son territoire. Pour ce faire, le soutien à la création et à l'implantation d'entreprises, aux filières d'excellences et aux pôles de compétitivité est l'un des axes forts de sa politique de développement économique.

Afin d'amplifier sa stratégie de développement économique, la Communauté d'Agglomération de Montpellier adhère à des organismes économiques de référence en lien direct avec son positionnement et ses filières d'excellence dont il convient de renouveler la participation tous les ans :

- NBIA (National Business Incubation Association),
- EBN (Européen Bic Network),
- PFCA (Plate-forme interdépartementale de la Création d'Activités),
- TRANSFERT LR (Transfert de technologie en Languedoc-Roussillon),
- SYNERSUD (Association fédérant en Languedoc-Roussillon les 19 structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises innovantes).

Le montant maximum de ces cotisations est estimé à 5 000 €.

- RETIS (Réseau français de l'innovation), pour un montant de 2 000 €,
- FRANCE BIOTECH (Association Française des Biotechnologies), pour un montant de 6 600 €,
- IASP (International Association Sciences and Areas of Innovation), pour un montant de 1 700 €,
- ATOUT FRANCE (Agence pour le développement touristique), pour un montant de 10 000 €,
- TERRES EN VILLE (Association favorisant les échanges entre territoires urbains et périurbains) pour un montant de 2 250 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le renouvellement annuel des adhésions aux organismes cités,
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif

à cette affaire.

Madame C.MARION ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°14 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – Z.A.C. CHARLES MARTEL EXTENSION - VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - BILAN DE LA CONCERTATION - BILAN DE LA MISE À DISPOSITION DU PUBLIC DE L'ÉTUDE D'IMPACT - APPROBATION DU DOSSIER DE CRÉATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Depuis 2009, la Communauté d'Agglomération de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone sur la définition du projet d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension.

Par délibération du 27 octobre 2011, le Conseil d'Agglomération de Montpellier a défini les objectifs poursuivis pour la création de la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone. Les objectifs suivants furent retenus :

- répondre à la demande d'implantation d'entreprises sur ce secteur, et de fait, permettre la création d'emplois,
- conforter les secteurs d'activités économiques existants (Larzat et Charles Martel), par l'accueil d'activités artisanales et de services,
- limiter le mitage de l'espace et tisser une urbanisation continue depuis le Pont de Villeneuve jusqu'à la zone d'activités du Larzat redonnant une structure et une cohérence urbaine au secteur,
- participer à la constitution d'une unité urbaine de dimension suffisante permettant l'implantation d'équipements,
- assurer une transition paysagère entre le secteur de projet et la plaine agricole,
- prévoir des aménagements intégrant les principes du développement durable (par le choix des matériaux, du mobilier et des essences végétales, par la gestion de l'éclairage public, par la performance énergétique des bâtiments, la production d'énergies renouvelables, la distribution et la gestion des ressources...) et faire de la contrainte hydrique une valeur forte.

Depuis, des investigations écologiques menées par le Cabinet Barbanson Environnement, ont permis de préciser la grande richesse écologique d'un large secteur situé entre les routes départementales RD612, RD 185 et RD 185E. Ainsi, un important travail d'adaptation du périmètre du projet de Z.A.C. a été effectué en lien avec les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Languedoc Roussillon (DREAL LR) afin de préserver au mieux les habitats et espèces en présence. Le nouveau périmètre préserve ainsi l'ensemble des secteurs à enjeu très fort et se limitera à 10.6 hectares au lieu des 13 ha. envisagés initialement. Durant 30 ans, des mesures compensatoires seront également mise en œuvre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur des terrains attenants à la Z.A.C. afin de compenser les impacts résiduels du projet d'urbanisation. Toutes les dispositions écologiques intégrant la « séquence ERC » (Eviter Réduire Compenser) font l'objet d'un dossier de demande d'autorisation auprès du Conseil National pour la Protection de la Nature (CNP).

La future voie de circulation prolongera la voie existante sur le parc d'activités du Larzat (impasse actuelle sur près d'un kilomètre). Une connexion de la Z.A.C. sera réalisée sur la RD 612 et la réalisation d'un raccordement avec le secteur d'habitat existant « Pont de Villeneuve » est rendu possible par le schéma d'aménagement projeté.

La Z.A.C. sera raccordée aux réseaux extérieurs situés à proximité immédiate. S'agissant du pluvial, une fois collectées, les eaux seront acheminées dans un bassin de rétention positionné judicieusement en aval sur des terrains plats. Après rétention, les eaux seront restituées vers un fossé existant puis rejoindront un canal qui les acheminera vers la Mosson.

La qualité paysagère du projet sera recherchée. La contrainte liée à la présence d'une canalisation de transport d'eau brute (Aqua Domitia) deviendra une valeur forte du projet, puisqu'un mail paysager marquera l'entrée de Z.A.C (effet vitrine au Nord, depuis la RD 612) et l'emprise de cette buse constituera une trame verte permettant de rejoindre les espaces de garrigues attenants.

Enfin, la création de la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension permettra de répondre à la demande d'implantation d'entreprises artisanales, de BTP, de petites industries et de services aux entreprises. Une vingtaine d'entreprises est attendue, représentant près de 200 emplois supplémentaires.

Deux procédures distinctes se sont déroulées pour lesquelles, il est proposé de tirer le bilan : la concertation (article L 300-2 du Code de l'urbanisme) et la mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale (article R 122-9 du Code de l'environnement)

- La concertation du public

Outre la définition des objectifs retenus évoqués ci-avant, le Conseil d'Agglomération de Montpellier du 27 octobre 2011 a décidé des modalités de la concertation visant à créer la Zone d'Aménagement Concerté Charles

Martel Extension.

Le dossier d'étude de la création de la Z.A.C. a été mis à disposition du public du 26 septembre au 26 octobre 2014 inclus, à l'Hôtel de Ville et à l'Hôtel d'Agglomération. Durant la même période, deux panneaux 90 X 120cm présentaient l'opération et une réunion publique s'est tenue à l'Hôtel de Ville de Villeneuve-lès-Maguelone le 14 octobre 2014. Le détail des modalités ainsi que le bilan de la concertation sont exposés dans le rapport annexé à la présente délibération.

Deux personnes ont fait part de leurs remarques dans les registres : le propriétaire d'une maison secondaire située dans la Z.A.C. ainsi que le Président de l'association Maguelone Gardiole :

- Le propriétaire de l'habitation (parcelles AS 8 et AS 9) s'interrogeait sur les procédures en matière d'acquisition foncière. Près de la moitié du foncier étant déjà maîtrisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la procédure de Déclaration d'Utilité Publique permettra la maîtrise du foncier restant à acquérir et les propriétaires pourront bénéficier d'indemnités de réemplois.

- L'association Maguelone Gardiole considère que l'impact environnemental est « bien appréhendé par la Communauté d'Agglomération » mais s'interroge sur la préservation de la ZNIEFF au regard des effets cumulés avec d'autres projets (Aqua Domitia, doublement A9, LNMP, urbanisation secteur habitat). Elle s'interroge sur la pertinence d'un raccordement sur la RD 612 et fait part de son souhait que la fréquence des lignes du bus n°32 soit « adaptée aux futurs enjeux urbains du secteur ». Elle attire l'attention sur l'inondabilité des jardins partagés situés près de la Mosson et sur l'absence de débit Internet satisfaisant sur le secteur.

Lors de la réunion du 14 octobre, le projet a été présenté au public avec la projection d'un diaporama : localisation du projet, stratégie économique globale sur le territoire de l'agglomération, contexte environnemental et adaptation du projet vis-à-vis de la richesse écologique du site, présentation du parti d'aménagement et du planning indicatif. Cette réunion publique a permis d'apporter des éléments de réponses aux questions relatives à l'absence d'urbanisations ultérieures, aux déplacements et notamment le raccordement de la Z.A.C. sur la RD 612, à la gestion hydraulique, à l'accès au très haut débit,... Les questions et réponses apportées sont détaillées en annexe de la présente délibération.

Concernant la définition du type de connexion de la Z.A.C. sur la RD 612 (compétence Conseil Général de l'Hérault), la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont fait savoir au Conseil Général leur souhait que l'ensemble des mouvements soit possible, depuis et vers la Z.A.C. Une réflexion est en cours par le Conseil Général sur un large tronçon de la RD 612 allant de la Maison d'Arrêt de Villeneuve jusqu'au secteur de la Lauze à Saint Jean de Védas. Néanmoins, au regard du coût prévisionnel de cet équipement et des charges déjà supportées par la Z.A.C., l'opération d'aménagement Charles Martel Extension ne pourra pas prendre à sa charge l'intégralité de la réalisation d'un aménagement à compétence du Conseil Général. Des phases transitoires devront être mises en œuvre.

Concernant la gestion hydraulique, un dossier loi sur l'eau fera l'analyse de l'état initial et précisera les éléments techniques des ouvrages à réaliser (collecte des eaux pluviales et acheminement vers espace de rétention, dispositif anti-pollution, avant rejet vers milieu naturel,...). La présence de périmètre de captage des eaux potables est également prise en compte.

L'étude d'impact identifie les projets environnants (liaison vers parcs d'activités existants, permis d'aménager d'habitat à l'Est, maillage Aqua Domitia, projet LGV, doublement A9, projet d'extension de la carrière de la Madeleine) et fait l'analyse des effets cumulés sur l'environnement (page 173 et 174).

Au regard des observations consignées dans les registres et des questions posées durant la réunion publique, il ne paraît pas nécessaire d'amender le fond du dossier. Les études à venir permettront d'affiner la définition technique du projet : études VRD, élaboration du dossier de réalisation de Z.A.C et du complément à l'étude d'impact, étude du tronçon concerné de la RD 612 par le Conseil Général de l'Hérault, dossier loi sur l'eau,....

- La mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale

Prenant en compte les aspects environnementaux, l'étude d'impact a été transmise pour avis à l'Autorité Environnementale le 13 mars 2014. Par son avis du 13 mai 2014, celle-ci soulignait la bonne qualité de l'étude d'impact et précisait que la prise en compte par le projet des différents enjeux environnementaux avait été satisfaisante. Plusieurs observations furent émises concernant les questions environnementales, de la connexion sur la RD 612 et de la capacité des réseaux extérieurs. Par son courrier du 1^{er} août 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a apporté certains éléments de réponses à l'Autorité Environnementale et a rappelé que les études à venir dans le cadre du dossier de réalisation de Z.A.C (complément à l'étude d'impact notamment) et du dossier loi sur l'eau, permettront d'affiner la définition technique du projet. De plus, compte tenu de la richesse écologique du secteur, une demande d'autorisation auprès du Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN) était nécessaire, préalablement à un arrêté préfectoral à intervenir.

Le décret du 29 décembre 2011, article R 122-9 du Code de l'environnement, dispose que le maître d'ouvrage doit mettre à disposition du public, avant toute approbation :

- l'étude d'impact relative au projet,
- la demande d'autorisation,
- l'indication des autorités compétentes pour prendre la décision et celle des personnes auprès desquelles peuvent être obtenus les renseignements sur le projet,
- les avis émis par une autorité administrative sur le projet lorsqu'ils seront rendus obligatoires (notamment

l'avis de l'Autorité Environnementale).

Par délibération du 25 juillet 2013, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier décidait des modalités de la mise à disposition du public de l'étude d'impact. Ainsi, l'étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale ont été mis à disposition du public du 26 septembre au 10 octobre 2014. Les mesures d'affichage et de publicité de cette seconde procédure, ainsi que le bilan de la mise à disposition du public, sont exposés dans le rapport annexé à la présente délibération.

Au terme de la période de mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis de l'Autorité Environnementale, aucune remarque ne fut formulée dans les registres prévus à cet effet. Il n'apparaît donc pas nécessaire de modifier le contenu de l'étude d'impact.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan de la mise à disposition du public de l'étude d'impact et de l'avis de l'Autorité Environnementale tel que présenté dans le document annexé à la présente délibération,
- arrêter le bilan de la concertation tel que présenté dans le document annexé à la présente délibération,
- approuver le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone,
- créer la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension,
- dire que les constructions édifiées à l'intérieur de la Z.A.C. seront exclues du champ d'application de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement,
- mettre ces bilans à disposition du public ainsi que la présente délibération sur le site Internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pendant une durée minimum d'un mois,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°15 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – Z.A.C. CHARLES MARTEL EXTENSION - COMMUNE DE VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - DOSSIER D'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE ET DOSSIER D'ENQUÊTE PARCELLAIRE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération du 27 octobre 2011, compte tenu de la bonne commercialisation des parcs d'activités existants du « Larzat » et de « Charles Martel », la Communauté d'Agglomération de Montpellier a défini les objectifs et les modalités de la concertation d'un projet d'extension, intitulée « Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension » à Villeneuve-lès-Maguelone.

Le territoire de l'agglomération montpelliéraine présente un important besoin de foncier à destination d'activités économiques productives, indispensables au bon fonctionnement économique du territoire. Par le prolongement des parcs d'activités existants, la Z.A.C. Charles Martel Extension contribuera à répondre aux besoins d'implantation de ces entreprises (artisanat, BTP, petite industrie,...). Une vingtaine d'entreprises supplémentaires y est attendue, correspondant à la création de près de 200 emplois.

Depuis 2009, des études visant à préciser la faisabilité de cette extension ont été menées. Le périmètre de l'opération a notamment été réduit afin de prendre en compte la richesse écologique du milieu. En compensation des impacts résiduels, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assurera la gestion écologique, sur 30 ans, de 14 hectares de terrain situé à proximité du projet.

Depuis 2008, des négociations amiables ont été engagées sur le périmètre de l'opération par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou par son prestataire foncier avec les propriétaires fonciers. Alors que près de la moitié du foncier est déjà maîtrisée, à l'amiable, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (8 parcelles représentant environ 38 857 m²) ou par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (parcelle AS 461 de 9 920 m² correspondant à un délaissé du parc d'activités Charles Martel), le dossier d'enquête parcellaire identifie 21 parcelles restant à acquérir pour un total d'environ 39 312 m². Au cours des négociations intervenues avec les propriétaires, plusieurs ont indiqué ne pas être opposés au projet d'aménagement. Certaines parcelles ne sont pas à acquérir puisqu'elles correspondent à des unités foncières bâties ou bien accueillent des ouvrages hydrauliques à maintenir (ouvrage Aqua Domitia pour puits de fonçage sous la route départementale).

Tel que prévu à l'article R.11-3.1 du code de l'expropriation, l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, objet du premier dossier, vise à déclarer d'utilité publique la réalisation des aménagements, ouvrages et travaux de la Z.A.C. Charles Martel Extension.

Le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, constitué conformément à l'article R 11-3.1 du Code de l'expropriation, comprend une notice explicative, le plan de situation, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire des dépenses, et enfin, l'étude d'impact. En outre, la notice explicative précise l'objet de l'opération et les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'insertion dans l'environnement, parmi les partis envisagés, le projet soumis à l'enquête a été retenu. L'étude d'impact, élaboré dans le cadre du dossier de création, est accompagnée de ses annexes. Une étude de potentiel de développement en énergie renouvelable est jointe (article L. 128-4 du Code de

l'urbanisme).

Sur la base de ce dossier, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier demande au Préfet de Région, Préfet de l'Hérault, d'ouvrir une enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet de "Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension" sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone.

Dans la mesure où les immeubles à acquérir sont identifiés conformément à l'article R.11-19 du Code de l'expropriation en vue d'obtenir l'arrêté de cessibilité, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a élaboré un dossier d'enquête parcellaire comprenant un état parcellaire et le plan identifiant les parcelles à acquérir. Ainsi, conjointement à l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier demande au Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, d'ouvrir une enquête parcellaire. Cette procédure permettra d'identifier précisément les propriétaires et les titulaires de droits réels.

Au vu des résultats de ces enquêtes publiques, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se prononcera par délibération, sur l'intérêt général de l'opération dans le cadre de la procédure de déclaration de projet prévue à l'article L. 126-1 du Code de l'Environnement.

Les négociations amiables avec les propriétaires des terrains concernés se poursuivront. En cas de désaccords, les acquisitions seront réalisées par voie d'expropriation afin de permettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou à son concessionnaire d'assurer de la maîtrise foncière des parcelles nécessaires à la réalisation du projet d'aménagement de la "Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension".

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone sur l'ensemble des terrains délimité par le périmètre joint en annexe et représentant une superficie d'environ 10.6 hectares,
- approuver le dossier d'enquête parcellaire relatif à la Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension identifiant les immeubles à acquérir au sein de ce même périmètre,
- demander à Monsieur le Préfet de Région, Préfet de l'Hérault, d'ouvrir conjointement l'enquête publique parcellaire et l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique pour la Z.A.C. Charles Martel Extension,
- demander à ce que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ou son concessionnaire, soit autorisé pour l'acquisition, soit à l'amiable, soit par expropriation, les terrains identifiés à l'enquête parcellaire comme étant à acquérir,
- requérir à l'issue de l'enquête publique le prononcé des arrêtés correspondants, au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou de son concessionnaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°16 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE POUR LE DÉPLACEMENT DU RÉSEAU DE COMMUNICATION TÉLÉPHONIQUE RUE TERRE MÉGÈRE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le parc d'activités du Salaison s'intègre dans le « pôle industriel et logistique est » et constitue, avec « La Lauze », les plus anciens parcs d'activités du territoire de la Communauté d'Agglomération. Créé en 1965 par le district de Montpellier, le parc d'activités recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui plus de 200 entreprises et 2 500 emplois. Depuis septembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en concertation avec la Commune de Vendargues, a mandaté la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) pour engager la première phase (pour un montant de 9 millions d'€) du projet de requalification du parc d'activités du Salaison qui vise divers objectifs d'intérêt communautaire et public :

- Réhabilitation de l'ensemble des réseaux vétustes et protection de la ressource hydraulique ;
- Aménagement des circulations douces et sécurisation de la circulation des véhicules motorisés ;
- Amélioration de la qualité paysagère des espaces publics ;
- Aménagement d'une couverture très haut débit sur le site (fibre optique) ;
- Densification de l'activité économique sur les parcelles privatives ;
- Définition des attentes des entreprises en terme de services pouvant être mutualisés.

Dans le cadre de la réhabilitation des réseaux vétustes ainsi que des voiries du parc d'activités, les travaux menés sur la rue Terre Mégère impactent l'infrastructure du réseau téléphonique propriété de la société Orange. En conséquence ce réseau doit être dévoyé sur la même rue.

A cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Orange se sont rapprochées afin de définir les modalités d'exécution des travaux ainsi que les conditions de financement entre les parties, dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage.

Il a été convenu les principes suivants :

*La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre des travaux concernant la mise en place d'une infrastructure permettant la couverture très haut débit de l'ensemble des parcelles du parc d'activités, des travaux suivants :

- ouverture de tranchées (démolition des revêtements, terrassements, déblayage éventuel, aménagements du fond de fouilles),
- pose des équipements de génie civil fournis par Orange,
- fermeture de tranchées (remblayage, dispositifs avertisseurs y compris ceux des réseaux de l'opérateur, compactage),
- réfection des revêtements (provisoires et/ou définitifs).

*La société Orange fournit à ses frais le matériel nécessaire au déplacement de l'infrastructure du réseau téléphonique et finance toutes les opérations de câblage du réseau téléphonique ainsi que les reprises des branchements sur ce même réseau. Elle assurera aussi l'étude du projet et l'assistance technique des travaux.

En ce qui concerne la propriété des ouvrages de communication téléphonique, ceux-ci restent la propriété de la société Orange qui en assurera l'exploitation et la maintenance.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre la société Orange et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le déplacement du réseau de communication téléphonique rue Terre Mégère à Vendargues,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°17 : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ VIA DOMITIA NORD LIEN SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE VENDARGUES - DOSSIER DE RÉALISATION - AVIS DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT DE L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION INTERCOMMUNALE COMPÉTENT

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par courrier en date du 19 novembre 2014, le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a notifié à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Via Domitia Nord LIEN sur le territoire de la Commune de Vendargues, en application de l'article R. 311-8 du Code de l'urbanisme.

La ZAC Via Domitia nord LIEN sur le territoire de la Commune de Vendargues se situe, comme son nom l'indique, au nord de la Liaison Intercantonale d'Evitement Nord de Montpellier (LIEN). Cette voie structurante irrigue le secteur Est de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et doit être à terme reliée au nord-ouest à l'A750 et au sud-est au futur boulevard urbain sud de Montpellier (A9 actuelle).

La présente ZAC prolonge à l'Ouest la ZAC Via Domitia en cours d'aménagement sur le territoire de la Commune de Castries et s'inscrit dans les orientations portées par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Celui-ci identifie ce secteur d'extension comme site stratégique à vocation industrielle et logistique à l'Est de la Communauté d'Agglomération. Selon une démarche respectueuse du développement durable, l'aménagement de la ZAC « Via Domitia Nord LIEN » va permettre d'accueillir, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, des activités économiques, d'encourager l'économie locale.

Cette opération d'aménagement prévoit la réalisation sur 13 hectares d'une surface indicative de plancher égale à 37 500 m². Celle-ci est dédiée à l'accueil d'activités économiques à dominante artisanale mais aussi industrielles. La taille des lots variera en moyenne entre 1 600 m² et 5 000 m² afin de s'adapter aux besoins des entreprises et 2 macro-lots de 50 000 m² et de 15 000 m² complèteront l'offre foncière.

Conformément à l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme le dossier de réalisation comprend :

- le projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone ;
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone ;
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps ;
- un complément à l'étude d'impact incluant notamment une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables.

En outre, le dossier de création contient un avant projet des infrastructures de la ZAC qui illustre parfaitement le parti d'aménagement de la ZAC.

Par délibération n°12 434 en date du 31 juillet 2014 le conseil de communauté a délibéré favorablement sur le

projet de Programme des Equipements Publics de la ZAC Via Domitia nord LIEN sur le territoire de la Commune de Vendargues, en application de l'article R. 311-7 du Code de l'urbanisme.

Ainsi, il convient, conformément à l'article R. 311-8 du Code de l'urbanisme, que le Conseil de Communauté délibère pour donner son avis sur le dossier de réalisation de la ZAC Via Domitia nord LIEN sur le territoire de la Commune de Vendargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable sur le dossier de réalisation de la ZAC Via Domitia nord LIEN sur le territoire de la Commune de Vendargues ;
- transmettre cet avis au Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°18 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – CHANTIER D'INSERTION ET D'UTILITÉ SOCIALE "REMISE EN ÉTAT DE BERGES FLUVIALES DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER" - ATTRIBUTION DE SUBVENTION

M. Y. PELLET, Conseiller Communautaire, Président Suppléant de la commission Emploi - TPE&PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « insertion par l'économie » en lieu et place des communes membres. A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise notamment l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion par l'économie permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emplois.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite soutenir l'action du chantier d'insertion et d'utilité sociale "remise en état de berges fluviales du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la suite des intempéries violentes qui ont frappé le territoire en 2014" - sur le territoire de la Communauté d'Agglomération. Ce chantier s'inscrit en concomitance avec des travaux spécialisés commandités par les communes et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Ce chantier a pour support l'entretien des berges du fleuve le Lez et de son affluent la Mosson.

La structure retenue pour mener à bien ce chantier sera financée par l'Etat et les collectivités territoriales et aura pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier d'insertion ou formation de pré-qualification.

L'action "remise en état de berges fluviales du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la suite des intempéries violentes qui ont frappé le territoire en 2014", consiste à effectuer des missions de travaux d'entretien des berges du fleuve le Lez et de son affluent la Mosson, notamment sur les secteurs touchés par les dernières inondations. Il s'agit de réaliser des opérations d'abattage d'arbres, de levées d'embâcles et de nettoyage des berges.

La nature précise des travaux ainsi que les zones qui seront concernées par ces travaux, seront définies en fonction de priorités fixées entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Syndicat du Bassin du Lez (SYBLE), en concertation avec les communes traversées par le Lez et la Mosson.

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les métiers de technicien de rivière, de technicien de protection du patrimoine naturel, des jeunes et adultes en insertion habitant la Communauté d'Agglomération de Montpellier, recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 8 mois.

La structure retenue assurera le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 30 000 euros sur un budget prévisionnel total de 316 156 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget. La Communauté d'Agglomération allouera alors 15 000 euros au titre de l'exercice 2014 et 15 000 euros au titre de l'exercice 2015.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

- DIRECCTE : 171 156 euros (rémunérations bénéficiaires) ;
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre du BP 2014 : 15 000 euros ;
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre du BP 2015 : 15 000 euros ;
- Une enveloppe maximale de 70 000€ sera affectée à ce chantier par les communes traversées par le Lez et la Mosson et leurs groupements ;
- Le Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire (FNADT) obtenu dans le cadre de la signature du Programme Local de Redynamisation : 45 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à la structure retenue une subvention de 30 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion "remise

en état de berges fluviales du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la suite des intempéries violentes qui ont frappé le territoire en 2014", sous réserve de l'engagement des co-financeurs et de la signature d'une convention,

- dire que 15 000 € de crédits sont inscrits au Budget Primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 et 15 000 € au Budget Primitif 2015 sous réserve du vote des crédits correspondants,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°19 : EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – ASSOCIATION FOR.C.E - CHANTIER D'INSERTION "TRAVAUX PUBLICS - RÉNOVATION DES VOIES URBAINES" À GRABELS - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - FONDS DE CONCOURS AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Y. PELLET, Conseiller Communautaire, Président Suppléant de la commission Emploi - TPE&PME - Artisanat et Agriculture, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « insertion par l'économie » en lieu et place des communes membres. A ce titre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise notamment l'accompagnement, le soutien, le développement et le renforcement des actions d'insertion par l'économie permettant la rencontre locale entre l'offre et la demande d'emplois.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite soutenir l'action du chantier d'insertion « Travaux publics – Rénovation des voies urbaines » menée par l'Association FOR.C.E. sur le territoire de la commune de Grabels.

L'Association FOR.C.E., a pour mission d'accueillir un public jeune et adulte en difficulté d'insertion professionnelle et sociale et de lui proposer des actions de type chantier d'insertion ou formation pré-qualification.

L'action « Travaux publics – Rénovation des voies urbaines », qui se déroule sur la commune de Grabels, consiste à effectuer des missions de travaux publics sur les voies urbaines de la commune, notamment sur les secteurs touchés par les dernières inondations. Il s'agit de réaliser des opérations de requalification de voiries urbaines, murs de soutènement, et de petits travaux de VRD (Voiries Réseaux Divers).

Cette opération a pour mission de pré-qualifier, dans les différents métiers du secteur des Travaux Publics, des jeunes et adultes en insertion habitant l'agglomération de Montpellier, recrutés en Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) pour une durée de 8 mois.

L'Association FOR.C.E. assure le développement de cette action, l'encadrement technique et pédagogique ainsi que la coordination administrative.

Pour mener à bien cette action, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de participer à hauteur de 15 000 euros sur un budget prévisionnel total de 178 846 euros, sous réserve de l'accord de la Commission Départementale de l'Insertion par l'Activité Economique, de la signature de la Convention, de l'engagement des co-financeurs et de l'équilibre du budget.

Par ailleurs, il est demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'accorder un fond de concours à hauteur de 14 848 € au bénéfice de la commune de Grabels au titre de la réalisation, pour la seconde fois, de travaux de remise en état d'une voirie sur tranchée d'assainissement, les précédents travaux ayant été endommagés par les intempéries qui ont frappé la commune en octobre 2014. Cette dépense sera supportée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement qui aurait eu à refaire ces travaux.

Le plan de financement prévisionnel de l'action est le suivant :

- la Direccte Languedoc-Roussillon (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) : 102 298 €

- Le FNADT (Fonds National d'Aménagement et de Développement du Territoire), obtenu dans le cadre de la signature du Programme Local de Redynamisation : 15 000 €

- la Commune de Grabels : 33 848 € (dont 14 848 € de fonds de concours attribués par la Communauté d'Agglomération de Montpellier)

- l'OPCA Uniformation : 12 700 €

- la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 15 000 €

Une convention à signer avec l'Association FOR.C.E. précise le déroulement de l'action ainsi que les modalités du financement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Une convention à signer avec la Commune de Grabels précise les modalités de versement du fonds de concours par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Association FOR.C.E. une subvention de 15 000 euros pour mener à bien le chantier d'insertion « Travaux publics – Rénovation des voies urbaines » sur la commune de Grabels, sous réserve de l'engagement des

co-financeurs et de la signature d'une convention ;

- approuver l'attribution à la Commune de Grabels d'un fonds de concours de 14 848 €, sous réserve de la signature d'une convention ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget Primitif 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 929 et 23 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°20 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ZAC CANTAUSEL À SAINT-BRÈS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIÉRAINE (SERM) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 24 décembre 2004, la ville de Saint-Brès a décidé de mettre en œuvre son projet urbain sur le secteur prioritaire de développement de la Commune conformément aux grandes orientations d'aménagement définies dans le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) de l'Agglomération de Montpellier.

Le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels de cette opération d'aménagement « dite Aménagement du secteur Est du Territoire » ont été définis et arrêtés par délibération en date du 21 juin 2006.

Par délibérations en date du 22 novembre 2006, le Conseil Municipal a confirmé son intention de conduire le projet d'aménagement du secteur Est du territoire de Saint-Brès.

Le projet communal s'inscrit dans une perspective de croissance de population estimée à environ 3600 habitants supplémentaires ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1400 logements à l'horizon 2025-2030, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de «Cantaussel », première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le SCOT.

Cette opération publique d'aménagement de 25 ha s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée, en 2006, par la Commune en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- 750 logements (560 logements collectifs et intermédiaires et 190 logements individuels) dont 25 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements en accession dite abordable,
- des équipements publics communaux (groupe scolaire) et communautaire (piscine Héraclès),
- des activités de services, de commerces et d'artisanat.

Le projet s'inscrit parfaitement dans les orientations générales portées par le SCOT en mettant en œuvre les objectifs d'intensité : 30 logements par hectare à l'échelle de l'opération dans le cadre de véritables éléments constitutifs de mixité urbaine et de liens sociaux.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition des actions ou opérations d'aménagement définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

La Commune de Saint-Brès a décidé de confier ces interventions à la SERM, dans le cadre d'une Concession d'aménagement, signé le 30 mai 2007.

Cette concession d'aménagement, prévoit, en son article 19, qu'une garantie financière peut être demandée à tout actionnaire de l'aménageur. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

En outre, au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi la SERM, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur un emprunt d'un montant de 2 000 000 €, à contracter auprès du Crédit Foncier, destiné au financement des acquisitions foncières et des travaux d'aménagement pour l'opération d'ensemble.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

Montant : 2 M € selon les conditions ci-après :

- Durée : 5 ans,
- Périodicité des échéances : semestrielles,
- Taux révisable : Euribor 6 mois +1.30%
- Différé d'amortissement d'un an,
- Frais de dossier : 2 000 €
- Commission de non utilisation : 0.15% sur la partie du prêt non utilisé

- Option de passage à taux fixe contractuelle sur la base de la cotation proposée par le prêteur et acceptée par l'emprunteur
- Remboursement anticipé : possible avec une indemnité de 3% du capital remboursé depuis index Euribor ou indemnité actuarielle avec un minimum de 6 mois d'intérêts depuis taux fixe + frais de gestion de 1% (minimum 800€, maximum 3 000 €) dans les deux cas.
- Garantie : caution personnelle et solidaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à 80%.

Cette offre a été présentée au Conseil d'Administration de la SERM en date du 26 septembre, lequel l'a approuvée.

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 2 000 000 € sollicité par la SERM auprès du Crédit Agricole, soit 1 600 000 €,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Isabelle GUIRAUD, Patricia MIRALLES et Messieurs Laurent JAOUL, Jean-Marc LUSSERT, Max LEVITA, Sauveur TORTORICI et Pascal KRZYZANSKI ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°21 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ZAC CANTAUSEL - SAINT-BRÈS - PARTICIPATION À LA CONCESSION D'AMÉNAGEMENT PORTÉE PAR LA SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT DE LA RÉGION MONTPELLIER (SERM) - CONCESSIONNAIRE - APPROBATION

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 24 décembre 2004, la ville de Saint-Brès a décidé de mettre en œuvre son projet urbain sur le secteur prioritaire de développement de la Commune conformément aux grandes orientations d'aménagement définies dans le SCOT de l'Agglomération de Montpellier.

Cette opération d'aménagement « dite Aménagement du secteur Est du Territoire » dont le principe, le programme, la délimitation et les éléments financiers prévisionnels ont été définis et arrêtés par délibération en date du 21 juin 2006.

Par délibérations en date du 22 novembre 2006, le Conseil Municipal a confirmé son intention de conduire le projet d'aménagement du secteur Est du territoire de Saint-Brès.

Le projet communal s'inscrit dans une perspective de croissance de population estimée à environ 3600 habitants supplémentaires ; dynamique démographique portée par un objectif de production d'environ 1 400 logements à l'horizon 2025-2030, conformément au Programme Local de l'Habitat (PLH).

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de «Cantaussel», première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT).

Cette opération publique d'aménagement (25 ha) s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée, en 2006, par la Commune en partenariat avec la Communauté d'Agglomération.

Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- 750 logements (560 logements collectifs et intermédiaires et 190 logements individuels) dont 25 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements en accession dite abordable,
- des équipements publics communaux (groupe scolaire) et communautaire (piscine Héraclès),
- des activités de services, de commerces et d'artisanat.

Le projet s'inscrit parfaitement dans les orientations générales portées par le SCOT en mettant en œuvre les objectifs d'intensité (30 logements par hectare à l'échelle de l'opération) et de mixité urbaine prévus.

Ces interventions s'inscrivent ainsi dans la définition d'une action ou opération d'aménagement telle que définies à l'article L 300-1 du Code de l'urbanisme permettant notamment et concomitamment la mise en œuvre d'un projet urbain et d'une politique locale de l'habitat, le renouvellement urbain et la sauvegarde ou mise en valeur du patrimoine bâti, non bâti ou naturel.

La Commune de Saint-Brès a décidé de confier ces interventions à la SERM, dans le cadre d'une Concession d'aménagement, signé le 30 Mai 2007.

Le projet comporte outre la réalisation des logements, le développement d'un espace économique.

Le programme économique de l'opération d'aménagement du secteur est de Saint-Brès prévoit la réalisation d'environ 11 000 m² SHON d'activités et services au sud au niveau de l'entrée de la commune le long de la RN 113.

L'implantation de ces activités et services sur l'opération d'aménagement répond à plusieurs enjeux :

- Une meilleure répartition des zones d'emploi sur le territoire de la communauté d'agglomération. Il est en effet nécessaire à l'échelle du SCOT de l'agglomération de Montpellier de favoriser le développement de pôles de création d'emploi répartis sur le territoire, et en particulier dans les secteurs les plus déficitaires en deuxième couronne de l'agglomération comme à Saint-Brès
- Une mixité des fonctions au sein de l'opération d'aménagement : les objectifs de réduction des déplacements fixés dans le PDU de l'agglomération de Montpellier plaident pour un rapprochement des activités et services des lieux d'habitations. Ainsi l'opération d'aménagement du secteur Est de Saint-Brès, à dominante logement, propose l'implantation d'activités et de service en lien avec les secteurs d'habitat.

Toutefois, les recettes attendues des cessions de charges foncières au titre de ces activités et services dans le bilan de l'aménagement de l'opération d'aménagement ne permettent pas d'équilibrer les investissements nécessaires à la viabilisation de ces terrains.

Aussi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a prévu de mettre en place une participation d'équilibre au bilan d'aménagement d'un montant de 1.000.000 d'€. Cette disposition est prévue depuis l'origine de l'opération approuvée en 2006 et a été intégrée dans les conditions de la mise en concurrence des aménageurs qui a vu la désignation de la SERM.

La commune de Saint Brès délibèrera sur les modalités de versement lors de son conseil municipal du 22 décembre 2014.

En vertu de l'article 16 du contrat de concession qui régit cette opération d'aménagement, et sous réserve de l'accord de la Collectivité concédante, l'aménageur peut notamment bénéficier dans les conditions fixées au dernier alinéa de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme et de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 1523-2 du code général des collectivités territoriales de subventions versées par d'autres collectivités territoriales ou groupement de collectivités territoriales en vue de financer des actions qu'elle aura à mener en application de la présente concession d'aménagement. Il est dans ce cadre prévu au bilan prévisionnel de l'opération, une subvention de la Communauté d'Agglomération au développement économique de 1 million d'euros.

Il est à noter que les financeurs peuvent exercer un contrôle financier, notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité, au profit de la collectivité concédante.

Après échanges avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la SERM propose une convention de participation à l'équilibre de l'opération pour un montant de 1.000.000 €

Elle sera versée à l'aménageur aux échéances suivantes :

2015 : 250.000 euros

2016 : 250.000 euros

2017 : 250 000 euros

2018 : 250 000 euros

Cette somme est inscrite au budget prévisionnel de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et au programme pluriannuel d'investissement de la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de participation à l'équilibre de l'opération d'un montant de 1 000 000 d'euros avec un premier versement de 250 000 d'euros en 2015 ;
- dire que ces sommes seront inscrites au Budget Primitif de la collectivité chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention de participation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Isabelle GUIRAUD, Patricia MIRALLES et Messieurs Laurent JAOUL, Jean-Marc LUSSERT, Max LEVITA, Sauveur TORTORICI et Pascal KRZYZANSKI ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°22 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ENFOUISSEMENT DES LIGNES À HAUTE TENSION À L'EST DE MONTPELLIER - VILLES DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - AVENANT À LA CONVENTION D'ÉTUDES PRÉALABLES AVEC RÉSEAU DE TRANSPORT D'ÉLECTRICITÉ (RTE) - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des quartiers d'activités tertiaires Eurêka et Mermoz, et du projet de quartier mixte Extension Eurêka, sur les communes de Montpellier et de Castelnau-le-lez, aménagements confiés à la SERM, il est apparu nécessaire d'étudier la mise en souterrain et la dépose des lignes à haute tension et très haute

tension qui surplombent actuellement ces secteurs.

Les lignes électriques aériennes concernées sont les suivantes :

- la ligne à deux circuits 225 kV Tamareau – Saumade et Montpellier – Saint Christol ;
- la ligne 63 kV Fréjorgues – Montpellier – Saumade (dépose partielle d'un tronçon hors d'exploitation);
- la ligne 63 kV Castelnau – Vendargues ;
- la ligne 63 kV Castelnau – Montpellier – Z Fréjorgues – Z Pastourel (IBM) ;
- la ligne 63 kV Castelnau – Pastourel (IBM).

Ces enfouissements, qui visent à améliorer le cadre de vie des quartiers Est de Montpellier et sud de Castelnau-le-Lez, ont pour conséquence de permettre la commercialisation de lots gelés du fait de la présence de ces lignes et de permettre une meilleure valorisation de terrains qui restaient urbanisables tout en étant contraints en terme de densité et de typologie d'activité. L'enfouissement des lignes permet donc d'aboutir à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement et à une meilleure qualité urbaine.

A cet effet une convention d'études avec Réseau de Transport d'Electricité (RTE) a été approuvée par le Conseil de Communauté par délibération n°10025 du 18 mars 2011, et signée le 30 juin 2011, dont l'objet est d'étudier la mise en souterrain ou la dépose des lignes électriques aériennes faisant partie du Réseau Public de Transport situées à l'Est de Montpellier, entre l'autoroute A9 (sud) et les postes d'IBM et de Castelnau, d'une part, et du domaine de Verchant, d'autre part.

Les études, objet de la convention du 30 juin 2011, ont été effectuées par RTE et remises à la Communauté d'Agglomération de Montpellier fin 2012. Ces études ont été réalisées sur la base des plans d'aménagements des futures ZAC remis en mars 2011 par l'Agglomération à RTE. Il a ensuite fallu confronter ces résultats d'études d'enfouissement aux projets d'aménagement menés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Commune de Montpellier et leurs aménageurs sur la totalité du vaste périmètre concerné incluant le lotissement Mermoz, la ZAC Eureka, la ZAC Extension Eureka, le secteur Millénaire 1, la ZAC Hippocrate, la ZAC Parc Marianne et la ZAC République. Des études ont été nécessaires sur chacune de ces ZAC pour déterminer le schéma d'aménagement pertinent permettant de tenir compte de l'enfouissement des lignes haute tension et d'aboutir à une meilleure qualité urbaine. Ces études ont montrées qu'il était nécessaire afin d'optimiser le coût des travaux d'enfouissement et de tenir compte des évolutions des programmes d'aménagement des ZAC, d'étudier avec RTE des variantes de tracés ou modifications de consistance technique :

Variante 1 : Modification de l'implantation du nouveau pylône aéro-souterrain de la ligne 225 kV Montpellier-Saint Christol.

Variantes 2 & 3 : Maintien de tronçons aériens intermédiaires sur les lignes 2x225 kV Montpellier-Saint Christol et Saumade-Tamareau et 63 kV Castelnau-Montpellier Z Fréjorgues Z Pastourel (lignes 2x225 kV Montpellier-Saint Christol et Saumade-Tamareau conservées entre les supports 29/3 et 25/7, avec implantation de 2 nouveaux supports aéro-souterrains n°29/3N et 25/7N, ligne 63 kV Castelnau-Montpellier Z Fréjorgues Z Pastourel conservée entre les supports 9 et 12 avec implantation de 2 nouveaux supports aéro-souterrains n°9N et 12N.

Variante 4 : Phasage des travaux d'enfouissement en plusieurs étapes avec report de l'enfouissement de la ligne 63 kV Castelnau-Vendargues.

Variante Nord : Réduction du périmètre de mise en souterrain à la seule partie Nord de la zone d'études. La ligne 63 kV Castelnau-Montpellier Z Fréjorgues Z Pastourel serait mise en souterrain jusqu'au support n°9. La ligne 225 kV Montpellier-Saint Christol serait mise en souterrain du support n°32 au 29/3. La ligne 225 kV Saumade-Tamareau serait mise en souterrain jusqu'au support 29/3. La ligne 63 kV Fréjorgues-Montpellier-Saumade serait déposée jusqu'au support 225.

Franchissement de l'Autoroute A9 : Modification de l'implantation des nouveaux pylônes aéro-souterrains, repositionnés côté Sud de l'autoroute A9, afin de libérer une emprise foncière plus importante (implantation de 3 ou 4 pylônes aéro-souterrains ou d'arrêt au sud de l'A9 et franchissement de l'A9 en sous-œuvre).

Variante Perdigayères : Recherche et étude d'un tracé évitant le domaine public au niveau du secteur du Chemin de Perdigayères.

Variantes Sud : Recherche et étude d'un tracé alternatif évitant les secteurs de la Cavallade et de l'avenue du Mondial 98 (études de possibilités de passage au niveau du Boulevard Penelope, de la clinique du Millénaire, de l'avenue Nina Simone avec modification associée des passages en sous-œuvre).

La réalisation de ces études de variantes nécessite un avenant à la convention d'études. Le coût de ces études de variantes est de 110 000 €H.T, et l'échéance de réalisation est de 4 mois.

Par ailleurs, depuis la signature de la convention d'études entre les parties, un arrêté ministériel est intervenu le 31 mars 2013 (publié au JORF le 20 avril 2013) en application de l'article L. 321-8 du code de l'énergie, qui reprend les dispositions de l'article 8 de la loi «Nouvelle Organisation du Marché de l'Electricité » du 7 décembre 2010 . Cet arrêté précise le barème applicable pour fixer l'éventuelle contribution financière de RTE aux demandes de mise en souterrain des collectivités territoriales. Ce barème comporte cinq taux qui varient en fonction de l'âge de l'ouvrage aérien à remplacer par une liaison souterraine. Ainsi, RTE a désormais la faculté de contribuer financièrement aux opérations de mise en souterrain à la demande des collectivités territoriales.

Si la Communauté d'Agglomération de Montpellier décide de procéder à l'enfouissement des lignes précitées et si une Convention de Réalisation et de Financement, puis une convention de travaux sont signées, l'assiette de la

contribution financière de RTE fixée selon le barème prévu par l'arrêté du 31 mars 2013 pris en application de l'article L. 321-8 du code de l'énergie, portera sur le coût des travaux mais également sur le coût des études précitées. Ce point est aussi précisé par le présent projet d'avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant n°1 à la convention d'études relative à la mise en souterrain des lignes à haute tension et très haute tension avec Réseau de Transport et d'Electricité (RTE),
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget primitif de la Communauté d' Agglomération de Montpellier au chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°23 : AMÉNAGEMENT ET URBANISME – APPEL À CANDIDATURE ECOCITÉ VOLET RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DES COPROPRIÉTÉS - CANDIDATURE - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Le projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte définit notamment une politique ambitieuse de rénovation thermique du parc immobilier. En matière de parc résidentiel privé, la France se fixe comme objectif de rénover énergétiquement 500 000 logements par an à compter de 2017, dont au moins la moitié occupée par des ménages modestes.

Sans attendre la promulgation de la loi, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit pleinement dans le plan de rénovation énergétique de l'habitat, lancé par le gouvernement dès septembre 2013, au travers des missions qu'elle mène dans le cadre de la délégation des aides à la pierre d'une part, complétées, sur le plan de la rénovation énergétique, par l'adoption en février 2014, de son Plan Climat-Energie Territorial (PCET) 2013-2018. La Communauté d'Agglomération de Montpellier se propose ainsi d'engager une stratégie d'accompagnement de la rénovation thermique des logements, et de sa massification.

Les orientations prises par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur la rénovation thermique des logements, dans le cadre de son PCET, ont pour ambition de relever le défi de la triple nécessité d'intervention :

- climatique, par la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques ;
- sociale de résorption de la précarité énergétique en mobilisant pleinement le programme de l'ANAH (Agence Nationale de Rénovation de l'Habitat) « Habiter Mieux » ;
- économique par l'émergence de nouveaux emplois et de nouveaux champs d'innovation pour les professionnels du territoire, anticipant la future réglementation.

La rénovation thermique des copropriétés privées des « 30 glorieuses » (1945-1975), construits avant la première réglementation thermique, est au cœur de ce triple enjeu, car celles-ci représentent une part significative du parc de logements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Sur les 223 000 logements que compte la Communauté d'Agglomération de Montpellier, un peu plus de la moitié sont en copropriété, et 60% d'entre elles ont été construites avant 1975. Or c'est en copropriété que la prise de décision d'une rénovation thermique est la plus difficile à emporter compte tenu de son coût et de sa complexité.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a initié fin 2013 une démarche exploratoire sur les modalités de soutien à la rénovation thermique des copropriétés. Dans ce cadre, a été lancé un appel à candidature auprès des copropriétés du territoire qui visait à retenir des copropriétés à la fois :

- construites entre 1945 et 1975, cette époque représentant une part importante de notre parc de logements collectifs et un potentiel d'amélioration thermique important,
- de types variés mais non atypiques, dans une logique de reproductibilité,
- avec si possible des travaux de ravalement à réaliser prochainement ou à court terme,
- et motivés pour engager une démarche de rénovation thermique, pour optimiser les chances d'engager de premières opérations démonstratrices.

Une trentaine de copropriétés se sont portées candidates. Sur cette base, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a retenu, avec l'aide de son bureau d'études thermiques, un panel de 4 copropriétés représentatives sur lesquelles ont été lancés des audits approfondis, co-financés par l'ADEME. La finalité de ces études est de définir un référentiel de travaux et de bonnes pratiques de rénovation thermiques en copropriétés et les modalités d'aides financières complémentaires nécessaires.

Parallèlement la SERM a présélectionné, toujours parmi ces copropriétés candidates, 8 autres copropriétés, ainsi que deux résidences en logements intermédiaires, qui présentent un potentiel important de réduction des consommations d'énergie, afin de leur proposer des audits approfondis et ensuite de tester une offre de Contrat de Performance Énergétique.

Par ailleurs l'Etat, dans le cadre des Programmes d'Investissement d'Avenir (« grand emprunt »), a lancé un nouvel appel à candidature ouvert uniquement aux territoires labélisés Ecocité pour financer, sur les fonds Ville de Demain, des projets de rénovation thermique de logements innovants et ambitieux, notamment en copropriétés. A

la clé, peuvent être sollicitées pour les copropriétés identifiées des subventions de travaux du Fonds Ville de Demain jusqu'à 35%, une prise de participation pour la création d'une structure de tiers investissement, ainsi que des subventions pour des études d'ingénierie sur des dispositifs innovants en faveur de la rénovation thermique et de sa reproductibilité. Il n'est pas requis de co-financement de la collectivité. Le dossier de candidature, incluant un programme d'actions détaillé, doit être déposé par la collectivité avant le 31 décembre 2014.

Compte tenu des audits engagés, ce sont plus de 1000 logements sur une dizaine de copropriétés qui peuvent être inclus à notre candidature. Elle peut permettre aussi, via une demande de prise de participation, de faciliter la création d'une structure de tiers investissement envisagée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM pour faciliter, pour les copropriétés, la réalisation de leurs projets, en prenant en charge pour leur compte la conception de l'opération, son ingénierie financière ainsi que sa conduite en phase opérationnelle.

Cette candidature s'avère complémentaire à notre réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « déploiement d'une plateforme locale de rénovation énergétique de l'habitat », approuvé par délibération du Conseil communautaire du 27 novembre 2014, dans le cadre duquel sera mis au point un dispositif d'accompagnement des copropriétés en phase amont (de la première information à la prise de décision) et en phase aval (suivi post travaux et retour d'expériences).

Ces financements exceptionnels sont une opportunité d'enclencher sur notre territoire une première vague de projets de rénovations thermiques ambitieuses en copropriétés, d'organiser et de tester la chaîne d'acteurs nécessaires à leur accompagnement, et d'amener les entreprises à se positionner sur ce marché, à structurer et à optimiser leurs offres. L'objectif est que cette phase d'amorçage fasse progressivement baisser les coûts des opérations de rénovation thermique en élargissant l'offre. Ces premières réalisations, situées dans différents quartiers de la ville, auront aussi une valeur démonstratrice, contribuant à impulser une dynamique, par l'exemplarité, sur les copropriétés voisines, facilitant la massification recherchée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à la candidature de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'appel à candidature Ecocité lancé par l'Etat sur le Fonds Ville de Demain, relatif à la rénovation thermique des logements collectifs,
- autoriser Monsieur le Président à valider le programme d'actions,
- autoriser Monsieur le Président à solliciter l'Europe, l'Etat et la Région pour d'éventuels financements complémentaires,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°24 : LOGEMENT – ÉTAT DE RÉALISATION 2013 ET D'AVANCEMENT 2014 DU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT - APPROBATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Par délibération n°11972 en date du 27 novembre 2013, le Conseil d'Agglomération a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2013-2018. Conformément à l'article L.302-3 du Code de la Construction et de l'Habitation, le présent rapport dresse le bilan de la mise en œuvre du PLH de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour l'année 2013 et rend compte des éléments de réalisation déjà connus pour l'année 2014.

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue. Ainsi avec un taux annuel de croissance démographique de + 1,03 % (contre + 0,54% à l'échelle nationale), l'Agglomération compte chaque année près de 4 300 habitants supplémentaires ; cette pression démographique contribue à la tension qui s'exerce sur le marché local du logement.

- La construction neuve

Le PLH fixe un objectif de production annuelle moyen de 5 000 logements neufs dont 2 500 logements à Montpellier et 2 500 dans les 30 autres communes.

Avec 4 090 logements mis en chantier dans l'Agglomération de Montpellier, l'année 2013 est marquée localement par un recul de la construction neuve (-22% contre -5% par rapport à 2012).. Il convient toutefois de nuancer cette baisse observée entre 2012 et 2013 dans l'Agglomération puisque 2012 avait constitué un pic de forte activité en matière de construction neuve avec 5 222 logements mis en chantier.

Avec 2 762 logements mis en chantier au cours des 3 premiers trimestres 2014 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à comparer aux 2 745 logements créés durant les 3 premiers trimestres 2013, l'année 2014 semble augurer d'un maintien de l'activité de la construction neuve.

Les autorisations de construire traduisent une tendance plus favorable pour l'avenir puisque 4 700 logements autorisés sont recensés au cours des trois premiers trimestres 2014, soit une augmentation de 19 % par rapport à la même période l'année précédente.

Plus de la moitié des logements mis en chantier en 2013 sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (54 %) sont situés dans les 30 communes périphériques, confortant ainsi l'objectif de rééquilibrage

territorial du développement urbain entre la ville centre et sa périphérie. Les communes de Juvignac avec 449 logements mis en chantiers, de Castelnau-le-Lez avec 214 logements, de Baillargues et de Saint Jean de Védas avec un volume identique de 209 logements ont principalement contribué à cette dynamique.

La part des logements collectifs atteint 77% des logements mis en chantier sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2013. Cette proportion s'établit à 61% dans les communes périphériques témoignant, comme ces dernières années, d'un rééquilibrage du parc.

- La production soutenue de logements locatifs sociaux

Le PLH fixe un objectif annuel de développement du parc locatif social de 1 500 logements destinés aux familles et aux personnes défavorisées. En 2013, 1 634 logements locatifs sociaux ont été financés :

- 1 505 logements destinés aux familles et aux personnes défavorisées, soit un résultat conforme à l'objectif fixé par le PLH,

- 129 places créées dans le cadre de deux Etablissement d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes (EHPAD) à Grabels et à Montpellier,

Comme en 2010 et 2011, le nombre de logements financés en 2013 dans les 30 communes périphériques est supérieur à celui financé à Montpellier permettant une meilleure répartition de l'offre locative sociale sur le territoire communautaire.

En 2013, 49 % des logements locatifs sociaux financés relèvent d'un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 43 % d'un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) soit un total de 92 % de PLUS-PLAI pour un objectif fixé à 83 % par le PLH. Ce résultat très satisfaisant pour le développement des logements très sociaux est liée à la création de 6 résidences sociales pour 320 logements.

Les logements financés en Prêt Locatif Social (PLS) représentent 8 % des logements familiaux financés en 2013 pour un objectif plafond de 17 % prévu par le PLH.

Les 1 505 logements locatifs sociaux familiaux et d'insertion financés équivalent à 29 % de l'ensemble des logements autorisés sur le territoire communautaire en 2013 pour un objectif fixé par le PLH à 30 %. Ces logements se répartissent à hauteur de 49,3 % sur la commune de Montpellier et de 50,7 % sur les 30 autres communes de l'agglomération.

En 2014, ce sont près de 1 300 logements locatifs sociaux qui pourraient être agréés par Montpellier Agglomération dont 62 % de PLUS, 31 % de PLAI et 7 % de PLS familiaux.

Cette baisse prévisible par rapport à 2013 est étroitement liée à la conjoncture défavorable du marché résidentiel qui se traduit notamment par des reports voir des annulations d'opérations immobilières intégrant une part de logements sociaux.

Il convient de rappeler que les besoins en logements locatifs sociaux demeurent toujours importants sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier: 21 224 ménages ont fait une demande en 2013, soit une augmentation de 7 % par rapport à 2012. Au regard des dispositions de la loi du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public et au renforcement des obligations de production de logement social, les services de l'Etat dénombrèrent en 2013 14 096 logements locatifs sociaux manquants dans les 19 communes de la Communauté d'Agglomération concernées par l'obligation de disposer de 25 % de logements locatifs sociaux d'ici 2025. Le taux de logements sociaux au 1^{er} janvier 2013 atteint 17,4 % sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dont 22 % à Montpellier et 8 % dans les communes périphériques.

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier attribue, depuis 2006, les aides de l'Etat à la construction des logements sociaux qui se sont élevées à 4 681 502 € pour l'année 2013, complétés par une enveloppe de 1 430 250 € attribuée par Action Logement, auxquels l'Agglomération a ajouté sur ses fonds propres 2 442 134 €.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a également garanti les emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour un montant global de près de 174 millions d'euros, correspondant à 3 092 logements sociaux, de manière à en sécuriser le financement.

- L'accession « abordable »

Afin de fidéliser notamment les jeunes ménages primo-accédants sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le PLH fixe des objectifs ambitieux en matière de production de logements en accession « abordable » à hauteur de 1 000 logements par an.

En 2013, ce sont 334 logements issus de dispositifs encadrés par les pouvoirs publics qui ont fait l'objet d'une vente à un prix plafonné en faveur de propriétaires occupants.

Parmi ces logements, on recense :

- 234 ventes opérées dans le cadre de dispositif en faveur de l'accession aidée dans les opérations d'aménagement de la Ville et Montpellier et des 30 autres communes ;

- 54 logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA) ;

- 46 logements situés dans le périmètre de renouvellement urbain et bénéficiant à ce titre d'une TVA réduite et d'un prix plafonné.

En 2013 et 2014, respectivement 71 et 66 logements relevant du PSLA ont été agréés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un objectif fixé par le PLH à 400 logements par an. Les dispositions récentes prises par les communes relevant de l'action réglementaire (PLU) et de l'aménagement opérationnel devraient

conforter, à terme, le développement de logements en accession abordable.

A titre d'exemple, citons l'établissement de servitude mixité sociale en faveur de l'accès abordable dans le cadre des PLU des communes de Grabels et de Castelnau-le-Lez et la programmation de logements à prix maîtrisés dans certaines opérations d'aménagement comme à Cournonterral (les Jardins d'Hélios) et à Pignan (Zac St Estève).

- La réhabilitation du parc de logements privés

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe fort du PLH.

En 2013, les aides déléguées de l'Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH) et de la Communauté d'Agglomération sur ses propres crédits ont permis d'aider à la rénovation de 225 logements, dont la majorité (201) sont occupés par des propriétaires aux revenus modestes et très modestes. En 2014, ce nombre devrait atteindre 270, au bénéfice d'une proportion toujours importante de propriétaires occupants (238).

S'agissant des logements locatifs, 24 ont été réhabilités en 2013, en contrepartie d'un engagement des propriétaires à louer leur bien à des ménages modestes, selon un loyer maîtrisé, et ce pour une durée 9 ans. Ce nombre devrait être porté à 30 en 2014.

Au regard des priorités d'intervention de l'ANAH, la ventilation des logements rénovés est la suivante :

- lutte contre l'habitat indigne et dégradé : 34 logements en 2013 et 26 en 2014,
- lutte contre la précarité énergétique (gain énergétique supérieur à 25 %) : 125 logements en 2013 et 180 en 2014, dont respectivement 38 et 12 relevant également d'une autre priorité,
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 54 logements en 2013 et 73 en 2014.

Les autres projets financés relèvent de simples travaux de mise aux normes.

La rénovation de l'habitat privé a aussi concerné le traitement des parties communes de 11 ensembles immobiliers regroupant 440 logements, dans le cadre d'opérations spécifiques visant à requalifier les copropriétés dégradées qui demeurent une priorité de l'Agence.

L'action publique en faveur de la rénovation des logements anciens a été confortée fin 2013 par la relance de l'opération communautaire revisitée « Rénover pour un habitat durable et solidaire » avec l'objectif volontariste de traiter 900 logements en 5 ans. Cette opération complète les actions engagées à travers 4 autres dispositifs en cours à Montpellier : le Plan de Sauvegarde du Petit Bard qui a été prolongé en 2014 pour 2 années supplémentaires, l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH RU) Gambetta - Figuerolles - Nord Ecusson, l'OPAH copropriétés dégradées Cévennes 1 et l'OPAH Saint Guilhem, Laissac, Sud Comédie.

La réhabilitation du parc ancien a ainsi mobilisé, en 2013, une enveloppe de 4 234 962 €, dont 3 936 398 € de crédits délégués par l'ANAH et l'Etat au titre du programme « habiter mieux » ainsi que 307 564 € attribués par la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur ses fonds propres.

Enfin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat dans le but de suivre les évolutions des marchés de l'habitat et les effets du PLH. Elle a ainsi contribué à la mise en place d'un observatoire des loyers sur le territoire communautaire, dans le cadre d'une expérimentation conduite par le Ministère du Logement. Les résultats de l'observation des loyers au 1^{er} janvier 2013 ont fait l'objet d'une restitution en comité de pilotage réuni en Préfecture au mois de juillet 2014.

En outre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est vue confier en 2013 la maîtrise d'ouvrage de l'observatoire des copropriétés privées qui constitue un outil de veille permettant de recenser les difficultés sociales, financières et techniques rencontrées par les copropriétés de plus de 50 lots.

Enfin, par délibération en date du 30 octobre 2014, le partenariat d'études a été renouvelé avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE). Au moyen d'une exploitation fine des données du recensement 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier disposera d'un diagnostic du territoire et d'une analyse sociodémographique de la population réactualisée ; l'objectif étant de disposer d'outils d'observation et de veille territoriale afin d'anticiper, de mettre en œuvre et d'évaluer les politiques publiques conduites par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et notamment celle en faveur de l'habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

S'est abstenu : M. Jean-Noël FOURCADE.

AFFAIRE N°25 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 21 LOGEMENTS SOCIAUX - RÉSIDENCE « KAORA » - ZAC OVALIE LOT 18A2, RUE ANDRÉ PUIG AUBERT À MONTPELLIER - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH-ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer la création de 21 logements sociaux, résidence « Kaora », ZAC Ovalie lot 18A2, rue André Puig Aubert à Montpellier. L'opération comprend 16 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture « Olivier ESTEBE ».

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100% les quatre emprunts d'un montant total de 2 374 597 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 1 583 321 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 318 736 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 393 298 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 79 242 €.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	1 583 321 €	318 736 €	393 298 €	79 242 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 pdb		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 pdb	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			
Profil d'amortissement	Amortissement déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	Double Révisabilité Limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAII construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAII foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM), dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 2 374 597 €, représentant 100% des quatre prêts sollicités par

l'OPH ACM auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 21 logements sociaux, résidence « Kaora », ZAC Ovalie lot 18A2, rue André Puig Aubert à Montpellier ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'OPH ACM, et à signer tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Régine ILLAIRE, Chantal LEVY-RAMEAU, Patricia MIRALLES, Messieurs Robert COTTE, Abdi EL KANDOUSSI, Gérard CASTRE, Jean-Luc. SAVY et Bernard TRAVIER ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°26 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION - RÉSIDENCE « LES JARDINS DE SAINT-JEAN » - ZAC DE ROQUE FRAISSE À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNTS À LA SA D'HLM SFHE GROUPE ARCADE - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe Arcade a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer la réalisation de 6 logements en location-accession, résidence « Les Jardins de Saint-Jean », ZAC de Roque Fraisse à Saint Jean de Vedas.

Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture Galligani / Trauchessec.

SFHE Groupe Arcade demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant de 1 069 787,15 € qu'il sollicite auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L2252-2, L.5111-4, L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt	1 069 787,15 €
Phase de mobilisation	
Durée	Possible de 3 à 24 mois
Périodicité	Annuelle
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 100 pdb
Commission d'engagement	0.20% du montant emprunté
Phase d'amortissement	
Durée	30 ans maximum
Périodicité	Annuelle
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 100 pdb
Amortissement	Progressif
Remboursement anticipé	Possible à chaque date d'échéance (indemnité gratuite en cas de levée d'option)

Au cas où SFHE Groupe Arcade, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification de ARKEA Banque Entreprise et Institutionnels par lettre missive, en

renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements. La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 069 787,15 €, représentant 100 % du prêt sollicité par SFHE Groupe Arcade auprès de ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels, pour financer la réalisation de 6 logements en location-accession, résidence « Les Jardins de Saint-Jean », ZAC de Roque Fraisse à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre ARKEA Banque Entreprises et Institutionnels et SFHE Groupe Arcade, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

M. Noël SEGURA ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°27 : LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 41 LOGEMENTS SOCIAUX - ZAC ROQUE FRAISSE, LOT N°8 À SAINT JEAN DE VÉDAS - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM UN TOIT POUR TOUS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'elle va contracter pour financer la création de 41 logements sociaux, ZAC Roque Fraisse, lot n°8 à Saint-Jean-de-Védas. L'opération comprend 29 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 12 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Le projet a été conçu par le cabinet « Architecture Environnement PM ».

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75 % les quatre emprunts d'un montant total de 5 060 667 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 2 745 087 € ;
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 867 135 € ;
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 1 091 698 €.
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 356 747 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L. 5111-4 et les articles L. 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques financières des prêts consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Désignation	PLUS construction	PLUS foncier	PLAI construction	PLAI foncier
Montant du prêt	2 745 087 €	867 135 €	1 091 698 €	356 747 €
Taux d'intérêt actuariel annuel	taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + 60 %		taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - 20 %	
Révisabilité des taux d'intérêt	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %			

Profil d'amortissement	Amortissements déduit (intérêts différés)			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité forfaitaire 6 mois			
Taux annuel de progressivité	0 à 0,50 % maximum			
Révisabilité des taux de progressivité	à chaque échéance en fonction de la variation du taux du livret A sans que le taux de progressivité puisse être inférieur à 0 %			
Modalité de révision	Double Révisabilité Limitée			
Périodicité des échéances	annuelle			
Durée	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à Un Toit Pour Tous pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 3 795 500,25 € représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 5 060 667 €, sollicités par la SA d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer la réalisation de 41 logements locatifs sociaux, ZAC Roque Fraisse, lot n°8 à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°28 : LOGEMENT – OPÉRATION PROGRAMMÉE D'AMÉLIORATION DE L'HABITAT DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE MONTPELLIER 2012-2017 - QUARTIERS SAINT-GUILHEM / LAISSAC / SUD COMÉDIE - DÉLIBÉRATION N°12592 DU 30 OCTOBRE 2014 - MODIFICATION

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Par délibération n°12592 du 30 octobre 2014, le Conseil de Communauté a décidé l'attribution d'une aide à Madame Douja FREDJ, pour la rénovation thermique de son logement de type 2 (57 m²), situé 14 rue des Multipliants à Montpellier. Les travaux concernent l'isolation des plafonds et des murs, conduisant à un gain énergétique de 40% (étiquette E à D) et s'élèvent à 15 411 €.

Une erreur matérielle a porté le montant de la subvention à 2 041 € alors que l'application des règles d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans le cadre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de renouvellement urbain Saint-Guilhem / Laissac / Sud Comédie, dont relève ce logement, conduit à l'attribution d'une aide de 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier la délibération n°12592 du 30 octobre 2014 et son annexe, et attribuer une subvention d'un montant maximum de 700 € à Mme Douja FREDJ demeurant 14 rue des Multipliants à Montpellier, en lieu et place des 2 041 € accordés antérieurement ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907
- dire que le paiement de la subvention complémentaire s'effectuera après versement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'aide de l'ANAH sur la base de la dépense réellement subventionnée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°29 : POLITIQUE DE LA VILLE – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ET AU CONSEIL D'ADMINISTRATION - APPROBATION

Mme C. DARDE, Première Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à la Politique de la Ville, rapporte :

La loi de programmation pour la ville et la cohésion sociale du 21 février 2014 dite loi « Lamy » réforme en profondeur la politique de cohésion sociale urbaine et de solidarité nationale en faveur des quartiers défavorisés et leurs habitants. Elle vise notamment à élaborer un contrat de ville unique et global piloté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, articulant le développement économique, la cohésion sociale et la rénovation urbaine. La mobilisation du « droit commun » et la participation des habitants sont des axes forts de la loi.

Le Groupement d'Intérêt Public pour le Développement Social et Urbain de l'Agglomération de Montpellier (GIP-DSUA), créé en juin 2001, a pour objet l'élaboration et la mise en cohérence d'une politique concertée de développement économique, social et urbain, notamment au travers des dispositifs d'intervention en faveur des quartiers prioritaires.

Par délibération n°12493, le Conseil d'Agglomération du 1^{er} octobre 2014 a approuvé la modification de la convention constitutive du Groupement pour :

- proroger sa durée de deux années supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2016, l'Assemblée Générale du GIP pouvant à tout moment engager une dissolution anticipée.
- modifier la répartition des droits statutaires entre la Ville de Montpellier et l'Agglomération de Montpellier, au regard des évolutions législatives, l'Agglomération devenant ainsi, avec 37% des droits statutaires, le membre le plus représenté à l'Assemblée générale du GIP avec 4 représentants.

Cette modification de la convention constitutive a été approuvée par l'ensemble des membres du GIP DSUA. La suite de la procédure prévoit la prise d'un arrêté préfectoral d'approbation pour entériner les modifications.

En application de la Convention constitutive du GIP DSUA et des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1, il convient de procéder à la désignation des représentants (quatre titulaires et quatre suppléants) au sein de l'Assemblée Générale et des représentants (deux titulaires et deux suppléants) au sein du Conseil d'Administration, parmi les représentants désignés au sein de l'Assemblée Générale.

En vertu de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au GIP DSUA au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation des représentants suivants :

Assemblée générale du GIP :

- M. SAUREL titulaire - Mme JANNIN suppléante
- Mme DARDE titulaire - Mme YAGUE suppléante
- Mme LEVY RAMEAU titulaire - M. KRZYZANSKI suppléant
- M. COTTE titulaire - Mme BOUALLAGA suppléante

Conseil d'administration du GIP :

- M. SAUREL titulaire - Mme JANNIN suppléante
- Mme DARDE titulaire - Mme YAGUE suppléante

Aucune autre candidature n'est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner les représentants suivants : M. SAUREL titulaire, Mme JANNIN suppléante, Mme DARDE titulaire, Mme YAGUE suppléante, Mme LEVY RAMEAU titulaire, M. KRZYZANSKI suppléant, M. COTTE titulaire, Mme BOUALLAGA suppléante au sein de l'Assemblée Générale ;
- désigner les représentants suivants : M. SAUREL titulaire, Mme JANNIN suppléante, Mme DARDE titulaire, Mme YAGUE suppléante au sein du Conseil d'Administration parmi les représentants désignés au sein de l'Assemblée Générale ;
- autoriser les représentants ainsi désigner à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°30 : ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MADAME BERTHOMIEU - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Administration générale, Contentieux et Affaires juridiques, rapporte :

Le 8 janvier 2014, Madame Emilie BERTHOMIEU circulait sur la rue de CHOLET à Montpellier. A la suite d'un croisement dangereux avec une voiture circulant en sens inverse, Madame BERTHOMIEU s'est déportée sur la ligne blanche continue de la chaussée.

A la suite de cette manœuvre, Madame Emilie BERTHOMIEU a constaté une déformation de ses essieux et de l'éclatement de ses deux pneus du côté latéral droit de la voiture, dommage qui serait consécutif à la présence d'un trou sur la chaussée empruntée.

Madame Emilie BERTHOMIEU a saisi le Tribunal Administratif de Montpellier par requête du 4 avril 2014, communiquée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 19 septembre 2014 afin d'obtenir indemnisation de son préjudice..

Au regard de ce recours, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par l'intermédiaire de son assureur la SMACL, a décidé de proposer une résolution amiable de ce litige.

Ce protocole est conclu pour un montant global, forfaitaire, définitif et satisfactoire de 347,62 euros.

Sans reconnaître sa responsabilité dans les préjudices allégués par Madame Emilie BERTHOMIEU, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par l'intermédiaire de son assureur la SMACL, accepte de verser à titre forfaitaire, transactionnel et définitif et pour solde de tout compte à Madame Emilie BERTHOMIEU, qui l'accepte, sans aucune exception ni réserve, la somme de 347,62 euros au titre de l'ensemble des préjudices, directs comme indirects, allégués par cette dernière en relation directe ou indirecte avec l'accident du 8 janvier 2014.

Les parties s'engagent également dans ce protocole à se désister de toute action pendant devant le Tribunal Administratif, et à renoncer à toute nouvelle action ou instance relative à cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le protocole d'accord transactionnel avec Madame BERTHOMIEU,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire notamment le protocole transactionnel.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°31 : RESSOURCES HUMAINES – COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - VILLE DE MONTPELLIER - DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES - CRÉATION D'UN SERVICE COMMUN - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Le Conseil Communautaire du 24 octobre dernier a autorisé à une large majorité, par la délibération n°13040, son Président à saisir le représentant de l'Etat pour obtenir par décret le statut de métropole, conformément à l'article L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette démarche se fonde sur une ambition, une démarche et un projet communs, consignés dans le pacte de confiance métropolitain.

Le pacte de confiance métropolitain poursuit notamment l'objectif de renforcer l'échelon intercommunal dans le respect des souverainetés communales et de poser les bases d'une Métropole consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique. Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération négociée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier souhaitent s'engager sur la voie d'une gouvernance mutualisée de leurs administrations.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Sur ce fondement, il est proposé de mutualiser la Direction générale des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la Ville de Montpellier dans le cadre d'une convention de service commun. Cette mutualisation concerne le seul poste de Directeur général des services.

Le service commun sera géré par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Le Comité technique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été saisi, le 17 décembre 2014, pour

avis sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis des agents concernés.

La Commission administrative paritaire de la catégorie A a également été saisie, le 18 décembre 2014, sur la position administrative de l'agent.

La Ville de Montpellier a également saisi son Comité technique le 16 décembre 2014 et son assemblée délibérante le 17 décembre 2014, aux fins d'approuver et de signer ladite convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création d'un service commun de direction générale des services,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°32 : RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION CADRE RELATIVE À L'ORGANISATION DE CONCOURS ET D'EXAMENS PROFESSIONNELS ENTRE LE CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE L'HÉRAULT ET LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET LES ÉTABLISSEMENTS NON AFFILIÉS - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Aux termes de l'article 26 de la loi n°2007-209 du 26 janvier 1984 **portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale**, « les centres de gestion peuvent, par convention, organiser des concours et examens propres aux collectivités ou établissements non affiliés et ouvrir à ces derniers les concours et examens organisés pour les collectivités et établissements affiliés. Les collectivités et établissements non affiliés remboursent aux centres départementaux de gestion la part des dépenses correspondantes effectuées à leur profit. »

A ce titre, le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) a mis en place une convention avec les collectivités et les établissements non affiliés afin d'organiser les opérations de recrutement de fonctionnaires territoriaux qui lui seront confiées par ces mêmes établissements.

Ces opérations concernent aussi bien les concours que les examens professionnels que la Communauté d'Agglomération de Montpellier aura confiés au CDG34. Le CDG34 effectuera toutes les opérations et assurera tous les actes relatifs à l'organisation des concours et des examens professionnels.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier sera destinataire d'un recensement annuel et complémentaire (selon les besoins) des postes à pourvoir par les deux voies – concours ou examens professionnels - et retournera ce document au CDG34 pour prise en compte de ses besoins prévisionnels.

Il est précisé que les conditions principales de ce partenariat sont les suivantes :

- Aucune facturation ne sera faite sur les concours et examens professionnels de catégorie A et B, hors filière médico-sociale, et pour lesquels le CDG34 perçoit une compensation financière du CNFPT,
- Facturation des concours et examens professionnels de catégorie C et la filière médico-sociale sur la base du coût lauréat.

La convention est conclue pour une durée de trois ans et prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2015, soit pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2017. Elle peut être dénoncée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec avis de réception adressée à chacune des parties avant le 31 octobre de l'année en cours. La décision prendra effet au 1^{er} janvier de l'année qui suit.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, de l'offre de concours et d'examens proposée par le CDG34, de l'expertise de ce dernier en la matière, de la localisation des épreuves et d'une volonté de rationalisation du calendrier des opérations,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention relative à l'organisation de concours et d'examens professionnels,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°33 : RESSOURCES HUMAINES – RENOUVELLEMENT DE L'ADHÉSION DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU GROUPEMENT DES ENTREPRISES

FRANÇAISES DE LUTTE CONTRE LE CANCER (GEFLUC) - APPROBATION

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Dans le cadre des actions de prévention menées pour la santé des agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, l'association GEFLUC (Groupement des Entreprises Françaises dans la Lutte contre le Cancer) est un partenaire prépondérant depuis 7 ans.

La mission principale du GEFLUC est d'intensifier la prévention et l'information sur les dépistages des cancers. Ainsi, le groupement organise au sein des entreprises et des collectivités des séances d'information et de sensibilisation à la prévention des cancers par des réunions et des conférences sur différents thèmes : le tabagisme passif et actif au travail, l'alcoolisme, l'alimentation, les addictions,...

Après la mise en place d'une conférence sur le tabac en février 2005, l'association continue d'accompagner les agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et des communes dans leur sevrage tabagique.

Cet accompagnement, appelé « plan anti-tabac », a concerné plus d'une centaine d'agents. Il est aujourd'hui individuel et constitué de quatre rendez-vous individuels de 30 minutes avec le tabacologue.

Afin de poursuivre ce partenariat, notamment par des conférences sur des thèmes d'hygiène de vie, des formations d'agents, il est nécessaire d'adhérer à cette association. En effet, des actions de sensibilisation dans la démarche de prévention alcool, aux dépistages des cancers sont programmées.

Cette demande d'adhésion s'inscrit dans une démarche de soutien à la recherche scientifique et de lutte contre le cancer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le renouvellement d'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association GEFLUC ;
- autoriser le versement d'une cotisation à l'association GEFLUC d'un montant de 3 000 € au titre de l'année 2015
- dire que les crédits seront inscrits au budget primitif 2015, Chapitre 920 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°34 : RESSOURCES HUMAINES – CONVENTION ANNUELLE 2015 DE MOYENS AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC) - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier permet de répondre aux attentes des agents, en matière de loisirs, de pratiques sportives et culturelles, d'aides sociales, et de services collectifs.

Il est aujourd'hui, un acteur à part entière de la vie des agents. Il a pour objectifs de créer du lien social entre les agents, de faciliter l'accès des agents à la culture, aux sports et aux loisirs, et d'améliorer les conditions de vie des agents.

Pour atteindre ces objectifs et faire du CASSC un véritable outil d'attractivité et de service dédié aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le CASSC a besoin d'un solide partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de son soutien, notamment par la mise à disposition de moyens par la Communauté d'Agglomération pour atteindre ces objectifs et la mise en place d'une évaluation des actions réalisées dans ce cadre au travers d'une convention annuelle de moyens.

Au titre de ces moyens, figurent :

- le versement d'une subvention annuelle qui sera fixée par le Conseil d'Agglomération après examen du budget prévisionnel N + 1 du CASSC. Le montant et les modalités de versement de cette subvention seront définis par une convention financière annexée à la convention de moyens.
- le remboursement des aides financières d'urgences versées aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans la limite de 10 000 euros.
- la mise à disposition contre remboursement, et selon une convention individuelle, de deux agents à temps complet et un agent à mi-temps.
- la mise à disposition de moyens matériels (bureaux, matériel informatique et téléphonique) ainsi que la prise en charge des dépenses courantes (affranchissement, frais de téléphone et d'abonnement Internet, petites fournitures et fluides).

En contrepartie, l'association CASSC devra transmettre à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le budget prévisionnel élaboré pour l'année N+1, au cours du mois de septembre de l'année N., ainsi que l'échéancier du versement de la subvention en fonction des besoins budgétaires annuels du CASSC.

Elle devra en outre, prévoir une réunion annuelle avec la direction de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin de réaliser un point d'étape sur la consommation budgétaire, les actions réalisées, et transmettre à

la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu des Conseils d'Administration du CASSC. Ces dispositions ont été approuvées à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire réunis le 18 novembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de moyens 2015 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle ;
- dire que les crédits sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920 et budgets annexes, chapitre 012 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Mesdames Isabelle Touzard, Eliane Lloret, Véronique Perez, Patricia Mirallès, Isabelle Gianiel, Rosy Buono, Jackie Galabrun-Boulbes, Catherine Dardé, Isabelle Guiraud et Messieurs Gérard Castre, Pierre Bonnal, Yvon Pellet, Jean-Luc.Meissonnier, Thierry Breysse, Joel Raymond, Jean-Luc.Savy, Genies Balazun, René Revol, Jean-Luc Cousquer et Arnaud Moynier ne participent pas au débat et ne prennent pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°35 : RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

I- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en annexe 1 ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 17 décembre 2014.

II- Confirmation de postes :

a) Par délibération n°9902 du 15 décembre 2010, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour exercer les fonctions de directeur de la communication (n° du poste : 2005-001) a été confirmé au tableau des effectifs. Celui-ci est affecté à la direction de la communication.

- nature des fonctions : assurer l'élaboration et la coordination, en accord avec les communes membres, de la stratégie de communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la conception et la mise en oeuvre d'outils de communication externe visant à faire connaître les missions et les réalisations de la structure dans ses domaines de compétences auprès du public, et la promotion de l'image de l'agglomération notamment en matière touristique et économique,

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle confirmée dans le domaine de la presse et de la communication,

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication interne et externe sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant,

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

b) Par délibération n°7988 du 19 décembre 2007, le poste relevant du cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux pour exercer les fonctions de directeur adjoint exploitation transport et adjoint au directeur de la DTV (n° du poste : 2007-072) a été créé au tableau des effectifs. Celui-ci est affecté à la direction du transport et de la voirie.

- nature des fonctions : superviser l'exploitation du réseau de transport en commun et de son délégataire, évaluer et faire évoluer l'offre, préparer le prochain contrat de gestion des transports de l'Agglomération, piloter l'élaboration et la mise en oeuvre du schéma directeur de la mobilité de l'Agglomération en partenariat avec les autres Autorités Organisatrices.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une formation supérieur d'un niveau bac + 5 et d'une expérience professionnelle confirmée dans le domaine de l'exploitation des transports.

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°90-127 du 09 février 1990 portant échelonnement indiciaire des ingénieurs territoriaux,

- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le pilotage et la mise en oeuvre du Schéma directeur de la mobilité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce poste ne peut rester vacant,

- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

c) Par délibération n°6233 du 21 décembre 2004, le poste relevant du cadre d'emplois des attachés territoriaux pour

exercer les fonctions de responsable du conseil interne à la Direction du contrôle de gestion (n° du poste : 2004-711) a été créé au tableau des effectifs. Celui-ci est affecté à la direction du contrôle de gestion.

- nature des fonctions : Animer et garantir la fiabilité des outils de pilotage de la CAM pour la direction générale, en instaurant un dialogue, en créant des outils de gestion et mettant en place un système d'information et de reporting. Exploiter, alerter et proposer des études et analyses pour la mise en œuvre d'actions correctives sur les résultats.

- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle confirmée dans le domaine du contrôle de gestion

- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1099 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,

- motif : compte tenu de la nécessité de contrôler l'utilisation des fonds publics, ce poste ne peut rester vacant, fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité et confirmations de postes;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;

- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (1 vote contre et 1 abstention).

S'est abstenu : M. D. BOUMAAZ,

A voté contre : Mme F. JAMET.

AFFAIRE N°36 : FINANCES – CHANGEMENT DE NOMENCLATURE BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE APPLICABLE AUX MÉTROPOLIS (M57) - AUTORISATION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de la transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en Métropole, il est proposé d'adopter, dès le 1^{er} janvier 2015, le référentiel budgétaire et comptable applicable aux métropoles (M57).

Cette nomenclature retrace les nouvelles compétences exercées. Ses règles sont issues de la M14 (communes et EPCI), de la M52 (départements) et de la M71 (régions) et reprennent les mécanismes budgétaires et comptables les plus modernes.

Par ailleurs, conformément à l'article du L.2312-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, déterminant les modalités de vote du budget par nature ou par fonction et afin de préserver le niveau d'information, il est proposé de conserver un vote de l'assemblée par chapitre budgétaire.

Le détail des correspondances des chapitres M14-M57 est le suivant :

Fonction et libellé M14		Fonction et libellé M57	
900 / 920	Services généraux	900 / 930	Services généraux
901 / 921	Sécurité et salubrité publique	901 / 931	Sécurité et salubrité publique
902 / 922	Enseignement et formation	902 / 932	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage
903 / 923	Culture	903 / 933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs
904 / 924	Sport et jeunesse		
907 / 927	Logement	905 / 935	Aménagement des territoires et habitat
908 / 928	Aménagement et services urbains, environnement	907 / 937	Environnement
		908 / 938	Transports (hors budget transports)
909 / 929	Action économique	906 / 936	Action économique

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le changement de nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57,
- autoriser un vote par chapitre budgétaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°37 : FINANCES – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES - SECTION D'INVESTISSEMENT - ENGAGEMENT, LIQUIDATION ET MANDATEMENT DES CRÉDITS - AUTORISATION AVANT L'ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2015

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel, le cadre budgétaire dont relèvent les métropoles est celui applicable aux régions. De ce fait, l'article L.4312-6 du Code Général des Collectivités Territoriales permet à l'exécutif de liquider et de mandater les dépenses pluriannuelles incluses dans une autorisation de programme votée sur des exercices antérieurs dans la limite du tiers des crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice précédent.

Dans le cadre du passage en métropole et de l'adoption de la nouvelle nomenclature comptable M57, une correspondance est proposée entre les anciennes imputations en M14 et leurs transpositions en M57.

Ainsi, compte tenu du budget primitif 2014 et de ces décisions modificatives, il convient d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissements selon la répartition ci-dessous.

Budget principal :

Fonction et libellé M14		Montant budget 2014	25 % M14	Fonction et libellé M57		Montant budget 2014	25 % M57
900	Services généraux	6 091 338	1 522 835	900	Services généraux	6 091 338	1 522 835
901	Sécurité et salubrité publique	138 621	34 655	901	Sécurité et salubrité publique	138 621	34 655
903	Culture	14 224 442	3 556 111	903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	28 230 993	7 057 748
904	Sport et jeunesse	14 006 551	3 501 638				
907	Logement	10 374 839	2 593 710	905	Aménagement des territoires et habitat	65 876 177	16 469 044
908	Aménagement et services urbains, environnement	77 714 296	19 428 574	907	Environnement	18 083 635	4 520 909
				908	Transports (hors budget transports)	4 129 323	1 032 331
909	Action économique	23 714 517	5 928 629	906	Action économique	23 714 517	5 928 629
TOTAL		146 264 604	36 566 151			146 264 604	36 566 151

Budget annexe du service funéraire

CHAPITRE	TOTAL 2014	25%
20	1 144 224	286 056
21	1 732 281	433 070
23	1 751 039	437 760
TOTAL	4 627 544	1 156 886

Budget annexe assainissement

CHAPITRE	TOTAL 2014	25%
20	34 841 380	8 710 345
21	3 101 566	775 392
23	21 546 712	5 386 678
TOTAL	59 489 658	14 872 415

Budget annexe SPANC

CHAPITRE	TOTAL 2014	25%
21	21 181	5 295
TOTAL	21 181	5 295

Budget annexe eau brute

CHAPITRE	TOTAL 2014	25%
20	7 000	1 750
21	21 900	5 475
23	10 369	2 592
TOTAL	39 269	9 817

Budget annexe eau potable

CHAPITRE	TOTAL 2014	25%
13	1 903 700	475 925
20	137 748	34 437
21	30 400	7 600
23	5 644 897	1 411 224
TOTAL	7 716 745	1 929 186

Budget annexe transports :

Dans le cadre de la création du budget annexe transports il est proposé d'autoriser la création des chapitres appropriés en fonctionnement et en investissement, et de leur affecter les crédits nécessaires à due concurrence des chapitres budgétaires 2014 identifiés sur le budget principal.

CHAPITRE	TOTAL 2014	25%
13	49 000	12 250
20	1 805 688	451 422
21	698 812	174 703
23	29 695 605	7 423 901
TOTAL	32 249 105	8 062 276

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les crédits d'investissements énoncés ci-dessus, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°38 : FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2015 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le premier janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Toutefois, les subventions ne peuvent faire l'objet d'une dépense effective qu'à raison d'une décision individuelle d'attribution

Aussi afin de permettre de pouvoir fonctionner au début de l'année à venir et dans l'attente du vote du Budget Primitif 2015, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant de la Subvention
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE)	12 500
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	80 000
920	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SERVICES GENERAUX	92 500
6574	MONTPELLIER DANSE	642 250
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	3 500 000
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LR (ENSAD)	100 000
6574	STAND'ART - SALLE VICTOIRE 2	34 500

6574	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	330 000
923	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT CULTURE	4 606 750
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL (MAHB)	371 940
6574	ASSOCIATION MONTPELLIER HANDBALL (MHB)	252 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (MRC)	340 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	629 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION CANOE KAYAK - UC	30 000
6574	MONTPELLIER GRS	25 000
6574	MONTPELLIER WATER-POLO	175 000
6574	MONTPELLIER AGGLO NATATION UC (MANUC)	67 500
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION PATINAGE	27 500
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION TRIATHLON	15 000
6574	MONTPELLIER ASPTT TENNIS	10 000
924	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT SPORT	1 942 940
65738	SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN DE L'HERAULT (SMTCH)	2 375 000
6574	GROUPEMENT POUR L'INSERTION DES PERSONNES HANDICAPEES PHYSIQUES (GIHP)	300 000
928	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AMENAGEMENT - URBANISME - ENVIRONNEMENT	2 675 000
6574	MLJAM	108 375
6574	KYOMED	16 625
929	TOTAL SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ACTION ECONOMIQUE	125 000

Par ailleurs, il est également proposé au Conseil d'Agglomération de modifier l'affectation des subventions de fonctionnement pour l'année 2014 et des crédits attribués dans le cadre des Projets d'Intérêt Commun suivants :

Modification d'affectations de subventions 2014

- Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier LR (ENSAD) : 36 440 € (Montant total 2014 : 277 440 €)
- Les Majorettes de Montpellier: 3 000 € (Montant total 2014 : 3 000 €)
- Chambre des Métiers et de l'Artisanat: 10 000 € (Montant total 2014 : 10 000 €)
- Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB): 10 000 € (Montant total 2014 : 10 000 €)

Modification d'affectations de Projets d'Intérêt Commun

- 25 000 euros accordés à la Commune de Jacou par délibération n°12373 du 31 juillet 2014 sur le projet visant à réaliser des « travaux de voirie rue des Iris » sont affectés aux « travaux de rénovation du plateau sportif » ;

- 50 000 euros accordés à la Commune de Juvignac par délibération n°12373 du 31 juillet 2014 sur le projet « d'aménagement de la rue des Hauts de Foncaude » sont affectés à « l'aménagement paysager du jardin du Belvédère ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi et de la modification des subventions de fonctionnement, telles que décrites ci-dessus,
- dire que ces subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la structure bénéficiaire,
- approuver les modifications d'affectations de subventions de fonctionnement 2014,
- approuver les modifications d'affectations relatives aux Projets d'Intérêt Commun sus mentionnés (Communes de Jacou et Juvignac),
- dire que les projets retenus relèvent de la compétence de la Commune et dépassent manifestement l'intérêt communal,
- approuver le versement des fonds de concours relatifs aux Projets d'Intérêt Commun présentés ci-dessus,
- dire que le versement des fonds de concours au titre des Projets d'Intérêt Commun sus indiqués est conditionné à la signature d'un avenant à la convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses Communes membres, cet avenant reprenant les principes du règlement de participation aux Projets d'Intérêt Commun,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions d'attribution de subvention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°39 : FINANCES – CRÉATION BUDGET ANNEXE TRANSPORTS - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Le principe d'unité budgétaire implique que toutes les opérations d'un organisme public soient retracées dans un document unique. Par exception à ce principe, divers textes rendent possible l'établissement de budgets annexes. Ces budgets annexes ont pour objet de regrouper les opérations de services ayant une organisation dotée d'une autonomie relative et dont l'activité tend à produire ou à rendre des services.

Les services gérés en budgets annexes n'ont pas d'organisation administrative propre, ni d'autonomie financière. Cependant, ils font l'objet d'un budget et d'une comptabilité distincts.

Dans ce cadre, il est proposé de créer un budget annexe transports à compter du 1^{er} janvier 2015, conformément à circulaire n°COT/B/12/04162/C, et à l'article L.2333-68 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La comptabilité de ce budget, qui reprendra les crédits liés aux transports urbains (hors transports scolaires et voirie), permettra de fournir des indications détaillées sur le fonctionnement de ce service, financé par le versement transports, et de suivre l'évolution de sa situation financière.

Ce budget annexe transports ne sera pas assujéti à la T.V.A, le droit de déduction ayant été transféré pour les investissements auprès du délégataire de service public. Ce budget basé sur la nomenclature comptable M 43 devra être équilibré en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du budget annexe transports, selon la nomenclature M43 à compter du 1er janvier 2015,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°40 : FINANCES – RÉGIE - DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Un déficit de recettes a été constaté sur l'année 2014 pour un montant de 125,50 €. Il est lié à un vd commis sur la régie de la piscine Suzanne BERLIOUX à Montpellier.

Une plainte a été déposée auprès du commissariat de police sans que les coupables aient pu être identifiés.

Conformément au décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs et à l'ensemble des textes qui régissent son statut, le régisseur de recettes est personnellement et pécuniairement responsable lorsqu'un déficit en deniers ou en valeurs est constaté. Le régisseur concerné a donc vu sa responsabilité engagée et un ordre de versement a été émis à son encontre.

Dans le respect des textes en vigueur, le régisseur a sollicité un sursis de versement, une décharge de réponse ainsi qu'une remise gracieuse.

La demande de sursis a reçu un avis favorable de l'ordonnateur.

La décharge de responsabilité ne peut être accordée qu'en cas de force majeure.

Les vérifications menées parallèlement par les services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Trésor Public ont confirmé l'écart constaté entre les écritures comptables et les espèces déposées ou en dépôt. Elles ont constaté la rigueur, la qualité de gestion et la probité du régisseur, sans pour autant éclaircir les circonstances de la disparition des fonds.

Au vu de ces éléments, il est proposé de régulariser comptablement cette situation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la remise gracieuse de 125,50 € correspondant à la somme apparue manquante lors du versement des fonds perçus par la régie de recettes de la « piscine Suzanne BERLIOUX », au mois mars 2014,
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 924 du budget 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°41 : CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA - CONVENTION AVEC LA BNF PORTANT SUR LA BIBLIOGRAPHIE RÉGIONALE EN LIEN AVEC GALICA, POUR L'ANNÉE 2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11061 du 19 juillet 2012, le Conseil de communauté a approuvé la signature d'une convention cadre de Pôle associé régional Languedoc Roussillon n°2012 290/123, avec la Bibliothèque Nationale de France (BNF) et les partenaires du Pôle associé régional Languedoc Roussillon, pour la période 2012-2014. La médiathèque centrale Emile Zola réalisait dans ce cadre la partie rétrospective d'une bibliographie régionale en langue française concernant le Languedoc, qui a été commencée par la bibliothèque dès 1923. Ce projet innovant a été présenté à Montpellier pendant les journées nationales des pôles associés de la BNF (2-3 octobre 2014), qui ont accueilli 240 professionnels et ont été suivies en streaming par 300 personnes.

Une nouvelle convention est en cours d'élaboration, mais elle ne sera consolidée que dans le courant de l'année 2015. Afin de d'assurer la continuité du projet, la BNF propose de signer directement une convention avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Cette convention, d'une durée d'un an, définit les engagements réciproques des parties. La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage ainsi à poursuivre sa bibliographie courante et à traiter de façon rétrospective la bibliographie régionale en l'enrichissant de liens vers les publications numérisées des sociétés savantes. De son côté, la BNF apporte son soutien financier à hauteur de 17 870,00 € T.T.C. pour la prise en charge de vacations.

Une assistante du patrimoine non titulaire relève méthodiquement les articles non sélectionnés précédemment, dans les anciens numéros des revues : elle a pu déjà signaler 8 530 articles supplémentaires. Les notices sont enrichies de liens menant vers les documents numérisés de Gallica (banque numérique de la BNF). A ce jour, 2 243 articles issus de revues sont disponibles en texte intégral. Par conséquent, le chercheur, l'amateur ou le curieux accèdent directement à l'article original.

Aujourd'hui, la base de données comprend 30 000 articles et 40 000 livres concernant l'histoire du Languedoc, qui constituent une vaste documentation pour une future métropole d'Art et d'Histoire. Les usagers consultent non seulement des références bibliographiques, mais peuvent lire en ligne des articles et visualiser sous forme numérique une importante iconographie régionale. A partir d'un nom de lieu, grâce à une recherche fédérée géolocalisée, le citoyen accède à une référence bibliographique, au contenu d'un article et à une gravure. Il peut même comparer le passé et le présent d'un monument ou d'un espace dans la même requête. Ainsi la bibliographie régionale se métamorphose-t-elle en banques de données et d'images au service du savoir, de la culture et du tourisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de la convention avec la BNF portant sur la bibliographie régionale en lien avec Gallica pour une durée d'un an,
- dire que les recettes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°42 : CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS CULTURELLES AU CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre place l'ouverture à tous les publics au cœur de ses préoccupations, en particulier pour ceux dont les problématiques de vie éloignent ou privent de toute pratique culturelle. Dans ce cadre, le service des Publics a développé des outils ou dispositifs de médiation favorisant la rencontre entre un public et des œuvres, et rendant de fait, possible leur compréhension. Plusieurs projets spécifiques ont abordé ce rapport entre un lieu extérieur spécialisé dit « fermé » et un lieu « ouvert » comme le musée Fabre.

Par délibération n°12069 du 19 décembre 2013, le conseil de communauté a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier (CHRU) pour la mise en œuvre d'actions dans le cadre du programme « Culture à l'Hôpital ». Cette collaboration en 2013-2014 s'est révélée fructueuse tant pour les usagers que pour les professionnels associés. Elle prouve qu'il est possible pour des publics dits « empêchés », de s'affranchir de l'enfermement physique pour mieux réinvestir l'Hôpital comme un lieu de partage et de témoignage « aux autres » de leur vécu.

En 2015, le musée Fabre souhaite poursuivre et développer ces perspectives par la co-construction avec le CHRU de 5 livrets d'œuvres rédigés selon la méthode d'éducation adaptée « Montessori ». Au terme de cette expérience, le musée Fabre bénéficiera d'un nouvel outil pérenne, qui permettra aux professionnels de la santé de tisser à distance un lien avec ses collections pour mieux inciter à leur découverte *in-situ*. En associant les familles et les proches à toutes les étapes du projet, cette dynamique sera aussi vectrice de lien social, participant à l'ouverture culturelle du CHRU ainsi qu'au rayonnement des collections du musée Fabre.

Le partenariat 2015 concerne le Service de Gériatrie (site Antonin Balmès et Bellevue ; moyen et long séjour, Unité Cognitive et Comportementale). La population concernée est constituée de patients atteints de la maladie d'Alzheimer et d'autres syndromes démentiels, soit 10 à 12 personnes. Les enjeux du programme Culture à l'Hôpital semblent particulièrement pertinents pour répondre aux attentes de chacune des parties.

La convention à venir règle l'ensemble des modalités techniques et administratives nécessaires à la mise en œuvre de ces objectifs, et précise notamment les obligations de chacune des parties.

Le service des publics du musée Fabre s'engage à mettre à disposition ses collections et le savoir faire de ses médiateurs comme le point de départ d'une action culturelle et artistique pratiquée en milieu hospitalier par des patients et leur personnel soignant. Le musée Fabre de Montpellier Agglomération prendra en charge les frais de fonctionnement liés aux activités du service organisées dans les murs (billets d'entrée, matériel arts plastiques, mise à disposition de l'atelier, frais de déplacements et de missions pour ses personnels) pour un montant prévisionnel de 3000 €.

Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier mettra à disposition des locaux affectés à l'animation culturelle du service de Gériatrie sous la responsabilité de l'encadrement du site. Ponctuellement, les moyens de l'Espace Culturel du CHRU pourront être sollicités et utilisés pour la réalisation du projet. Le service concerné s'engage à mobiliser une équipe de thérapeutes référents, participants aux actions.

La présente convention prend effet à la date de signature par les parties, jusqu'au 31 décembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention pour la mise en œuvre des activités culturelles du CHU de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Monsieur Philippe Saurel ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°43 : CULTURE – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3819DC14 DE TRANSPORT ALLER ET RETOUR DES ŒUVRES DE L'EXPOSITION "LE SIÈCLE D'OR DE LA PEINTURE À NAPLES" - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRES EUROPÉEN - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

L'exposition Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen qui s'est tenue en 2012 au musée Fabre de Montpellier et au musée des Augustins de Toulouse puis aux États-Unis avait suscité à la fois un large succès auprès du grand public et un intérêt scientifique reconnu de la part des spécialistes et des historiens d'art. Ce sont plus de 200 000 visiteurs qui ont pu découvrir cette exposition au musée Fabre. Fort de cette expérience, le musée Fabre souhaite continuer son exploration de l'art italien, à travers l'école napolitaine, l'une des plus fertiles et originales du Seicento.

Ce projet est le fruit d'une collaboration inédite entre le musée Fabre, l'Institut National d'Histoire de l'Art et l'Institut National du Patrimoine. Cette exposition se présentera comme l'approfondissement de l'héritage de Caravage chez les peintres de Naples jusqu'à l'épanouissement du génie baroque.

La peinture à Naples a fait l'objet il y a environ trente ans de plusieurs expositions importantes en France. L'exposition de Montpellier se propose aujourd'hui de faire le point sur les avancées de la recherche sur ce sujet passionnant en présentant une centaine de peintures exceptionnelles des plus grands maîtres de cette école, accompagnées en contrepoint de plusieurs sculptures et objets d'art.

L'exposition qui se tiendra au musée Fabre du 20 juin au 11 octobre 2015 visera en outre à révéler au public la richesse des collections françaises, publiques ou privées, par le choix délibéré de privilégier les demandes de prêts sur le territoire national, sans exclure bien entendu la collaboration d'institutions italiennes ou étrangères.

Il convient donc de lancer une procédure d'appel d'offres, en application des articles 33, 57 à 59 du Code des marchés publics pour la conclusion de marchés à prix forfaitaires concernant l'emballage, le transport aller et retour, l'installation de l'ensemble des œuvres prêtées dans le cadre de l'exposition

La procédure relative au transport aller/retour des œuvres sera décomposée en deux lots ainsi qu'il suit :

LOT	DESIGNATION	MONTANT PREVISIONNEL H.T.
1	Transport aller et retour des œuvres provenant d'Europe et de France	350 000 euros
2	Transport aller et retour des œuvres provenant des Etats-Unis	50 000 euros

Le montant total estimatif du transport aller et retour est de 400 000 Euros H.T.

Le marchés à intervenir seront conclus pour la période du 20 mai au 11 novembre 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres ouvert relatif au marché de transport aller et retour des œuvres de l'exposition 2015 intitulée "Le Siècle d'Or de la peinture à Naples",
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des présents marchés, y compris, le cas échéant, leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°44 : CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES - CONTRAT DE COORGANISATION DE L'EXPOSITION TEMPORAIRE "L'ÉCRITURE ÉTRUSQUE" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération, le Musée de l'Académie Étrusque de Cortone (MAEC, Italie) et le musée du Louvre projettent d'organiser une exposition temporaire intitulée « *L'écriture étrusque* » (titre provisoire). Cette exposition sera présentée au musée Henri Prades de Lattes d'octobre 2015 à mars 2016, puis au musée de Cortone d'avril à septembre 2016.

Le musée Henri Prades, le musée de Cortone et Le Louvre assument conjointement la conception scientifique et l'élaboration du catalogue de l'exposition. Le musée Henri Prades et le Musée de Cortone prennent en charge l'organisation et le financement de l'exposition ainsi que le financement de son catalogue. Le Louvre s'engage pour sa part à donner son concours au projet en termes de recherche de mécénat et de communication. Les demandes de prêts officielles sont envoyées aux prêteurs avec un courrier commun signé des trois tutelles précisant les dates de l'exposition de Lattes et de Cortone et le partenariat exceptionnel du Louvre.

Dans le cadre de cette coopération, les prestations réalisées par les personnels du musée Henri Prades, du musée de Cortone et du Louvre ne seront pas facturées aux autres partenaires. Les coûts liés à la conception de l'exposition qui peuvent être mutualisés entre Lattes et Cortone font en revanche l'objet d'une répartition précisée dans le présent contrat.

Afin de définir les modalités de collaboration entre les parties, il est nécessaire d'établir un contrat précisant l'ensemble des obligations de chacun des coorganisateurs de l'exposition « *L'écriture étrusque* » et leurs engagements respectifs.

Cette convention fait office de contrat de prêt entre le Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades, le musée du Louvre et le MAEC et constitue un comité d'honneur de l'exposition dans lequel Philippe Saurel, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Maire de Montpellier, Bernard Travier, Vice-Président délégué à la Culture et Cyril Meunier, Vice-président délégué à l'Environnement, Maire de Lattes siégeront.

En outre, elle détermine les engagements des trois partenaires :

- Le **Site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades** assume la responsabilité de la mise sur pieds et de l'adjudication des marchés de transport au nom des musées Henri Prades et de Cortone (incluant les deux étapes de l'exposition). Cette disposition fera l'objet d'une convention de groupement de commandes qui sera établie début 2015. Le musée Henri Prades assumera en outre le financement de l'édition du catalogue bilingue français-italien, la conception et la scénographie de l'exposition à Lattes, les recherches sur les objets du Sud de la France, l'organisation de l'exposition, la rédaction des textes de cartels et textes muraux de l'étape de Lattes, les procès-verbaux de l'état de l'ensemble des prêts, l'organisation de l'emballage et du transport des prêts à destination de Lattes et de Lattes à Cortone, le prêt gratuit (sans condition financière, notamment sans frais de restauration) des objets archéologiques de la collection du musée Henri Prades et des éléments de scénographie nécessaires à l'exposition à Cortone, la mise à disposition gracieuse des photographies des objets prêtés au musée de Cortone (pour le catalogue et les besoins de l'exposition).

Le musée Henri Prades s'engage à faire figurer sur sa communication la participation du Louvre et du musée de Cortone au projet.

- Le **musée de l'Académie Étrusque de Cortone** (MAEC) s'engage à assumer la conception et scénographie de l'exposition à Cortone, recherches sur les objets d'Italie, organisation de l'exposition, concours au catalogue de l'exposition, l'achat à des conditions préférentielles (50 % de remise) du catalogue bilingue à l'éditeur retenu, la rédaction des textes de cartels et textes muraux de l'étape de Cortone, l'élaboration des procès-verbaux de l'état de l'ensemble des prêts, le déballage des prêts arrivant de Lattes, organisation de l'emballage et du transport pour le retour dans les musées prêteurs, le prêt gratuit (sans conditions financières, notamment sans frais de restauration) des objets archéologiques de la collection du musée de Cortone pour leur exposition à Lattes, la mise à disposition gracieuse des photographies des objets prêtés au musée de Cortone (pour le catalogue et les besoins de l'exposition) ;

Le musée de Cortone s'engage à faire figurer sur sa communication la participation du Louvre et du musée Henri Prades au projet.

- Le **musée du Louvre** s'engage à prêter gracieusement (sans conditions financières, notamment sans frais de restauration) les objets pour leur exposition à Lattes et à Cortone, la mise à disposition gracieuse des photographies des objets prêtés aux musées Henri Prades et de Cortone (pour le catalogue et les besoins de l'exposition), apporte son concours gracieux à la rédaction du sommaire et des articles du catalogue d'exposition ainsi qu'au lien avec les auteurs choisis pour leur demander leurs textes et les relire, apporte son soutien scientifique aux équipes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de la ville de Cortone dans la recherche de mécénat au profit de l'exposition en leur autorisant à présenter le projet avec le concours exceptionnel du Louvre.

Le musée du Louvre s'engage également à mentionner l'exposition dans différents documents de communication du musée du Louvre dans le respect de sa stratégie de communication institutionnelle.

L'organisation de cette exposition induira un coût prévisionnel de 150 000 € T.T.C. à la charge du musée Henri Prades.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes du contrat de coorganisation de l'exposition 2015-2016 « L'écriture étrusque » entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le musée du Louvre et le musée de l'Académie Étrusque de la ville de Cortone,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat de coorganisation susvisé, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°45 : CULTURE – MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS 2015 - PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET AUTRES FRAIS ANNEXES DANS LE CADRE D'ORGANISATION DES MANIFESTATIONS ET ÉVÈNEMENTS DES ÉTABLISSEMENTS CULTURELS DE MONTPELLIER AGGLOMÉRATION - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

I - Le musée Fabre poursuit en 2015 sa programmation, riche d'expositions et évènements au fil des collections :

I.1 – Expositions

Le Siècle d'Or de la peinture à Naples

Du 20 juin au 11 octobre 2015

L'exposition *Corps et Ombres, Caravage et le caravagisme européen* qui s'est tenue en 2012 au musée Fabre puis aux États-Unis avait suscité à la fois un large succès auprès du grand public et un intérêt scientifique reconnu de la part des spécialistes. Dans son sillage, le musée Fabre continue son exploration de l'art italien, à travers l'école napolitaine, l'une des plus fertiles et originales du XVII^e siècle. Depuis le séjour de Caravage vers 1606-10 jusqu'au triomphe de Solimena peu avant 1700, la peinture napolitaine évolue entre un naturalisme expressionniste et tragique et un goût baroque et sensuel pour la couleur et le mouvement. Sujets religieux, mythologiques, batailles, natures mortes, paysages témoignent de la fertilité et de l'imagination des peintres napolitains dont les plus importants seront exposés à Montpellier (Ribera, Stanzione, Recco, Cavallino, Giordano, Solimena...).

Cette exposition est le fruit d'une collaboration inédite entre l'Institut National d'Histoire de l'Art, l'Institut National du Patrimoine et le Musée Fabre. Elle a déjà reçu le soutien du musée du Louvre, ainsi que des plus importantes collections napolitaines dont le prestigieux musée de Capodimonte.

Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest

Du 28 novembre 2015 au 6 mars 2016

Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest est un projet mené par le Cleveland Museum of Art. Au sein de l'organisme de coopération franco-américain FRAME, le musée Fabre accueillera cette exposition, en partenariat avec le Cleveland Museum of Art et le Saint Louis Museum. Consacrée à l'art Senufo, il s'agira de la première exposition d'art africain au musée. De belles et caractéristiques formes de sculptures, plus tard identifiées comme Senufo, surent attirer l'attention de marchands, de collectionneurs et d'artistes en Europe et en Amérique du Nord au début du XX^e siècle, moment où on commença de part et d'autre de l'Atlantique à juger les objets africains comme des objets d'art plutôt que des artefacts ethnographiques. L'exposition retrace l'émergence et la définition d'un style Senufo et montre comment la créativité des artistes et le rôle des mécènes ont donné naissance à une production riche, dynamique et diversifiée autour du centre artistique de Korhogo et dans les communautés Senufo voisines, mais aussi dans les villes et les cités périphériques. Nourrie des recherches menées ces deux dernières décennies par les chercheurs d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord, l'exposition propose une large perspective explorant les multiples possibilités de se référer aux arts dits « Senufo », au-delà de la traditionnelle vision d'un style singulier et apparemment immuable.

I.2 – Evènements

Hommage à Albert Ayme

Du 25 novembre 2014 au 22 février 2015

Suite à l'exposition-événement de l'été 2014 consacrée à Claude Viallat, le musée Fabre met en lumière l'œuvre d'un autre précurseur de la toile libre, Albert Ayme.

Natif de Saint-Geniès-des-Mourgues dans l'Hérault, où il passe toute son enfance, Albert Ayme est toujours resté très attaché à Montpellier, ville qui représente pour lui un vivier abondant d'évènements, de souvenirs, et de rencontres intellectuelles et humaines très anciennes. En 1943, il est nommé aux Ponts et Chaussées de Montpellier où il vit, à proximité du Peyrou. D'abord attiré par la musique, la poésie, il choisit la peinture (lauréat du prix international franco-américain Hallmark dès 1949) et démissionne de son poste d'ingénieur du Génie Rural en 1960 pour se consacrer à son art.

En 1996, il est nommé chevalier des Arts et des Lettres par le Ministère de la Culture.

5 ans de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran

Février 2015

Inauguré le 6 février 2010, l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran fête ses 5 ans en février prochain. Depuis son ouverture, plus de 108 000 visiteurs ont poussé les portes du département des Arts décoratifs du musée Fabre. Entièrement restaurée, cette demeure historique a demandé deux ans de travaux de réhabilitation et six ans de restauration exemplaire des collections. Le visiteur est invité à découvrir les cadres de vie des sociétés bourgeoises et aristocratiques montpelliéraines du XVIII^e et XIX^e siècle.

Pour accompagner la visite, un support mobile multimédia (Ipod touch) est proposé gratuitement aux visiteurs, pour visiter librement l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran.

Une nouvelle version, novatrice et ambitieuse, permet de se connecter à la base de données des œuvres du musée Fabre afin d'avoir accès aux notices et photographies des quelque 800 œuvres exposées. A travers cette application mobile, le musée Fabre souhaite établir une nouvelle approche de la visite en proposant à son public une indépendance, tout en lui offrant les contenus nécessaires à la compréhension du lieu. Dans le cadre de cette nouvelle application, les contenus seront traduits en Français, en Anglais et en Langue des Signes.

Afin d'accompagner le public familial comme le public scolaire dans la découverte de cette demeure d'autrefois et de ses collections d'arts décoratifs, un livret découverte est désormais disponible sur simple demande. Il permet de s'initier à l'histoire de la famille et de mieux comprendre le somptueux hôtel, particulier qui porte encore son nom.

Hommage à Henri de Maistre

Du 1^{er} mars au 03 mai 2015

Le musée Fabre rendra hommage à Henri de Maistre, suite au don en 2005 par sa famille de quatorze œuvres

peintes effectuées lors du séjour du peintre à Montpellier entre 1939 et 1943 et de trente-deux œuvres graphiques, préparatoires ou en lien avec les tableaux.

Cette donation est présentée, ce printemps, au sein du parcours consacré au XX^{ème} siècle et montre les réalisations profanes de ce grand artiste religieux.

Art numérique et jeux-vidéos

Automne-Hiver 2015-2016

Impulsée à l'hiver 2013, une saison autour du jeu vidéo et de ses représentations fait entrer une nouvelle forme d'art au musée. A l'occasion du Montpellier In Game (MIG), salon international annuel du jeu vidéo dédié aux professionnels, le musée Fabre poursuit, cet hiver, son exploration du travail artistique des game designers avec un accrochage inédit.

Etudes préparatoires, concept art, character and stage design (étude du personnage), recherches artistiques... sont exposées pour faire découvrir au public les étapes de la conception d'un jeu vidéo et les liens forts entre les pratiques traditionnelles (dessins, peintures) et les nouvelles technologies. Ces réalisations ne sont-elles pas ainsi désignées comme des « peintures numériques » ?

Cette manifestation est conçue en partenariat avec l'Idate et la direction du développement économique de Montpellier Agglomération.

3^{ème} édition du Prix Felix Sabatier : Une récompense pour les nouveaux talents des Ecoles des Beaux-Arts

Automne – Hiver 2015-2016

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'est associé à la Fondation Typhaine et à cinq écoles supérieures des Beaux-Arts du Sud de la France pour créer le prix « Félix Sabatier ».

Destiné à soutenir la jeune création plastique se développant dans les écoles d'art, ce prix distingue les œuvres d'étudiants diplômés des écoles partenaires à la suite du vote d'un jury de professionnels du monde de l'art.

Créé en mars 2012, le prix « Félix Sabatier » a pour objectif de récompenser les jeunes étudiants ayant obtenu leur Diplôme National Supérieur d'Expression Plastique (DNSEP).

Pour cette nouvelle édition, trois œuvres par école seront pré-sélectionnées par les directeurs des écoles d'art concernées. Un jury composé de membres qualifiés, dont la Présidente de la Fondation Typhaine, le Directeur du musée Fabre, d'artistes et de professionnels de l'art, se réunira pour étudier les œuvres de chaque étudiant et désignera les lauréats.

Ce prix offre aux lauréats 3 bourses allant de 5 000 à 10 000 euros et l'opportunité d'exposer au sein des collections du musée Fabre.

Afin de présenter ces événements exceptionnels et d'en assurer une couverture médiatique à la hauteur, le musée Fabre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé d'organiser des voyages de presse et conférences de presse auxquels seront conviés des représentants de la presse nationale et spécialisée.

Il est également prévu que les co-commissaires d'expositions, conférenciers ou artistes soient invités aux vernissages de ces expositions ainsi qu'aux conférences organisées par le musée Fabre. Enfin, les co-commissaires d'exposition pourront, dans le cadre de la préparation, bénéficier de la prise en charge des frais liés à leur déplacement à Montpellier.

La logistique de ces déplacements (frais de transport, d'hébergement, de restauration) sera prise en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

De même, il est proposé d'autoriser et de prendre en charge les voyages à l'étranger des conservateurs et cadres du musée Fabre, dans le cadre de leurs missions ; visualisation et estimation de l'état des œuvres en projet d'acquisition, préparation d'expositions, présence à des vernissages d'expositions co-organisées avec des institutions étrangères (*L'âge d'or de la peinture à Naples, Senufo*), préparation de l'exposition de l'été 2016 (*Bazille, la jeunesse de l'impressionnisme*)...

Le coût prévisionnel se répartit comme suit :

- Exposition « Le siècle d'or de la peinture à Naples » : 6 000 €
- Exposition « Senufo : Art, histoire et style en Afrique de l'ouest » : 6 000 €
- Hommage à Albert Ayme : 1 000 €
- 5 ans de l'Hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran : 1 000 €
- Hommage à Henri de Maistre : 1 000 €
- Art numérique et jeux-vidéos : 1 000 €
- Prix Felix Sabatier : 1 000 €
- Déplacements à l'étranger des conservateurs et cadres du musée Fabre et toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets : 8 000 €

II - Le musée Henri Prades poursuit en 2015 sa programmation riche d'expositions et d'événements culturels.

Jean Arnal et le néolithique en Languedoc

Cette exposition de Préhistoire présente les éléments matériels les plus marquants de la collection Jean Arnal, déposée au musée Henri Prades depuis son décès en 1987. Le parcours chronologique du Néolithique ancien au début de l'âge du Bronze permet de mettre en lumière les recherches conduites par Jean Arnal sur le Néolithique du Languedoc et des Grands Causses dans leur contexte européen depuis ses premiers travaux publiés en 1935. Les

points forts de son œuvre de préhistorien sont ainsi abordés (comme les sépultures mégalithiques) et permettent d'appréhender l'importance tant nationale qu'internationale de ses recherches.

L'écriture étrusque (titre provisoire)

Cette exposition entend rendre compte des recherches les plus récentes sur l'écriture étrusque. Les documents et objets présentés illustreront la diversité des supports et des pratiques de l'écriture dans la Méditerranée antique, mais aussi les acquis de la recherche sur une langue encore largement incompréhensible.

Afin d'organiser les prêts et la scénographie de cette exposition, une équipe du musée de Lattes se rendra en Italie au cours du premier semestre 2015 dans le cadre du comité scientifique de cette exposition.

Table de Cortone, bronze, MAEC

Exposition d'art contemporain

Depuis 2007, le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri-Prades soutient et expose la création contemporaine dans une volonté d'ouverture et de transversalité culturelle. A l'occasion de cette exposition, intitulée *Lucien Pelen* (titre provisoire) et programmée du 23 mai au 26 octobre 2015, l'artiste invité, Lucien Pelen, investira l'espace muséal afin de susciter une approche sensible et inédite de *Lattara*.

A ce programme s'ajoutent la préparation et le suivi des expositions à venir (programmation 2016) et des partenariats en cours :

Exposition Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zagreb

Cette exposition est le fruit d'un partenariat entre le Site archéologique *Lattara*-Musée Henri Prades, le Musée d'Archéologie de Catalogne (Espagne) et le musée archéologique de Zagreb (Croatie) et s'inscrit dans le cadre du programme « Culture 2007-2013, 536542-CU-1-2013-FR-CULTURE-VOL121 » de l'Union européenne qui associe la Croatie, membre de l'Union Européenne depuis l'été 2013. Après sa présentation au public à Lattes du 15 mars au 8 septembre 2014, l'exposition se déroule du 3 octobre 2014 au 1^{er} mars 2015 à Gérone.

Cette collaboration a fait l'objet d'une convention tripartite. Dans ce cadre, le Musée Henri Prades devra se rendre entre le 1^{er} mars et le 30 avril 2015 à Gérone afin de superviser le retour de mobilier à Lattes. De la même manière, mi-mars 2015, les représentants du musée Henri Prades sont conviés au vernissage de l'exposition *Les Ibères* qui se déroulera au musée archéologique de Zagreb.

Exposition sur L'écriture égyptienne (titre provisoire)

Depuis la dernière grande exposition d'égyptologie en 1982, de nouvelles découvertes égyptologiques et les avancées de la recherche sur les systèmes d'écriture ont fait évoluer notre compréhension de la naissance et du développement de l'écriture égyptienne. Grâce à cette exposition, il s'agira donc d'aborder l'écriture égyptienne en présentant les objets sélectionnés – en majorité issus des collections du Musée du Louvre – à l'aune des dernières avancées.

Afin de présenter cette programmation riche et diversifiée et d'en assurer le dynamisme, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prenne en charge les frais logistiques (frais de déplacements, d'hébergement et de restauration) des intervenants extérieurs concernés (artistes, conférenciers) lors de ces manifestations.

A ce titre il est notamment prévu que les conférenciers ou artistes soient invités aux vernissages des expositions temporaires ainsi qu'aux conférences organisées par le musée de Lattes.

En outre, il est prévu de convier la presse au vernissage des expositions temporaires.

Enfin, il est proposé d'autoriser et de prendre en charge les voyages à l'étranger des conservateurs et cadres du musée Henri Prades, dans le cadre de leurs missions de préparation des expositions.

Les coûts prévisionnels se répartissent donc comme suit :

- Exposition « Jean Arnal et le Néolithique en Languedoc » : conférenciers : 700 €
- Exposition « L'écriture étrusque » : intervenants extérieurs : 2 800 €, déplacement d'une équipe du musée de Lattes à Cortone : 2 000 €, conférenciers : 1 400 €
- Exposition « Les Iapodes, peuple méconnu. Collections du musée archéologique de Zagreb » : déplacement d'une équipe de Lattes à Gérone (supervision démontage et convoiement matériel), et déplacement pour le vernissage de l'exposition : 2 100 €
- Exposition « L'écriture égyptienne » : frais de déplacements préparatoires : 2 000 €
- Animation dans le cadre des manifestations de *l'Année de la lumière*, organisées sur l'ensemble du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole : conférenciers : 700 €, et frais relatifs à la visite de presse : 1 000 €

III - Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, en sa qualité d'établissement public d'enseignement artistique, est tenu lors des examens de fin d'année et des concours d'entrée, d'organiser des jurys dont les membres sont des personnalités qualifiées.

Conformément aux dispositions établies par le Ministère de la Culture et de la Communication, les jurys, composés chacun de 3 à 5 membres, se réunissent par discipline, trente-quatre au total, parmi lesquelles la pratique des instruments, de la danse, de la direction d'orchestre, de la formation musicale, etc...

Le Conservatoire à Rayonnement Régional programme également, dans le cadre de ses missions, près de 200 manifestations par an (classes de maîtres, conférences, concerts, spectacles de danse, échanges pédagogiques, etc...), pour lesquelles des intervenants extérieurs sont sollicités.

Par délibération n°12161 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a approuvé les conditions de prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration des membres de jurys et examens, et des intervenants extérieurs susmentionnés, sur la base des frais réels engagés.

Il est proposé de prolonger ce dispositif et que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prenne à sa charge, aux frais réels, les frais de restauration d'hébergement et de déplacement des personnalités qualifiées et intervenants susmentionnés, dont le coût global prévisionnel maximum s'établit sur l'année 2015 à 11 000 € pour les frais de restauration et d'hébergement, et 17 000 € pour les frais de déplacement.

L'ensemble des frais susmentionnés aux paragraphes I, II, et III de la présente délibération, seront remboursés conformément aux décrets n°2001-654 du 19 juillet 2001 modifié et n°2006-781 du 3 juillet 2006 modifié. En application de l'article 5 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, ces frais pourront, le cas échéant, être pris en charge dans le cadre du marché conclu par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à la délibération n°12087 du 19 décembre 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, pour les journalistes, commissaires et co-commissaires d'exposition, conférenciers et artistes, invités par le musée Fabre dans le cadre de sa programmation 2015, à concurrence d'une dépense maximum de 17 000 €,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement, hébergement et restauration des conservateurs et cadres du musée Fabre et toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets dans le cadre de déplacements à l'étranger, à concurrence d'une dépense maximum de 8 000 €,
- autoriser la prise en charge des frais de déplacement, d'hébergement et de restauration, pour les journalistes, commissaires et co-commissaires d'exposition, conférenciers et artistes, invités par le musée Henri Prades - Site archéologique Lattara dans le cadre de sa programmation 2015, à concurrence d'une dépense maximum de 6 600 €,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de déplacement, hébergement et restauration des conservateurs et cadres du musée Henri Prades - Site archéologique Lattara et toute autre personne présentant un intérêt pour la bonne marche des projets dans le cadre de déplacements à l'étranger, à concurrence d'une dépense maximum de 6 100 €,
- autoriser la prise en charge aux frais réels des frais de transport, d'hébergement et de restauration des personnalités qualifiées membres des jurys d'examens et de concours, et des intervenants invités aux manifestations organisées par le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'une dépense annuelle maximum de 28 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 920,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°46 : CULTURE – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - RÉSILIATION DU MARCHÉ N°1886DC08 - MAÎTRISE D'ŒUVRE DES TRAVAUX DE MUSÉOGRAPHIE - SCÉNOGRAPHIE DES ESPACES D'EXPOSITION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12293 en date du 19 juin 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a prononcé l'arrêt de l'opération de construction du Musée de l'Histoire de France et de l'Algérie (MHFA) dans les locaux de l'Hôtel Montcalm, à Montpellier, et l'étude de sa réorientation vers un projet fondé sur l'art contemporain.

Compte tenu de cette nouvelle orientation, et en vertu de cette même délibération, le Conseil de communauté a pris acte de ces nouvelles orientations et a, en conséquence, procédé au vu de leur incompatibilité et de leur inadaptabilité avec le futur projet, et en application de l'article 46.4 du Cahier des Clauses Administratives Générales travaux (CCAG) et de l'article 33 du CCAG applicable aux marchés de prestations intellectuelles, à la résiliation pour motif d'intérêt général des marchés de travaux et productions muséographiques.

Les constats d'état contradictoires relatifs à ces travaux ont été effectués fin juillet 2014, et les soldes de résiliation des marchés concernés sont en cours de traitement.

Il convient à présent de procéder, en application de l'article 33 du CCAG applicable aux marchés de prestations intellectuelles, à la résiliation pour motif d'intérêt général du marché de maîtrise d'œuvre relatif aux travaux de muséographie susvisés :

N° marché	Objet	Attributaire
1886 DC 08	Maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie-scénographie des espaces d'exposition	Agence ARSCENES

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la résiliation du marché de maîtrise d'oeuvre n°1886DC08 - Maîtrise d'œuvre des travaux de muséographie-scénographie des espaces d'exposition du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

S'est abstenu : M. Jean-Pierre MOURE.

AFFAIRE N°47 : CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'UNIVERSITÉ MONTPELLIER 2 - "LES RENCONTRES DU PLANÉTIARIUM GALILÉE ET DE LA FACULTÉ DES SCIENCES" - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12525 du 1^{er} octobre 2014, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention de partenariat avec l'Université Montpellier 2 (UM2). Cette convention, signée le 22 octobre 2014, définit le cadre général des relations de partenariat entre le Planétarium Galilée, et l'UM2, notamment sa composante La Faculté des Sciences.

Ce partenariat se concrétise ainsi par des actions d'animation et de vulgarisation auprès du grand public et/ou des étudiants, une collaboration dans le cadre de la formation des étudiants et dans l'objectif plus général de développer la culture scientifique, une initiation à la démarche scientifique afin de redonner le goût des sciences aux jeunes et au grand public par l'expérimentation. Il prévoit que l'organisation d'actions spécifiques développées dans ce cadre puisse être complétée par des conventions d'application spécifiques.

Le premier volet de ce dispositif concerne l'organisation d'un cycle de conférences communes au Planétarium Galilée et à la Faculté des Sciences, sur le thème de la lumière. Ce thème apparaît opportun dans la mesure où l'année 2015 a été déclarée « Année mondiale de lumière » par l'organisation des Nations Unies pour l'éducation de la science et de la culture (UNESCO) pour commémorer une série de dates remarquables de l'histoire de la physique de la lumière, comme la présentation de la théorie ondulatoire de la lumière par Fresnel en 1815 et, en 1915, la mise au point de la théorie de la relativité générale par Einstein, montrant comment la lumière était au centre de l'espace et du temps.

Une série de sept conférences présentées par des personnalités du monde scientifique universitaire sera dans ce cadre organisée de janvier à juillet 2015 sous l'appellation « Les rencontres du Planétarium Galilée et de la faculté des Sciences ». Elles traiteront de certains aspects de la physique de la lumière, prise dans sa composante astrophysique, de la lumière des étoiles aux trous noirs.

Ces conférences se tiendront dans la salle du planétarium, et feront l'objet d'un format inédit avec l'intervention d'un animateur / médiateur chargé de susciter des questions et de modérer les échanges entre le public et le conférencier. La commission spécifique prévue par la convention de partenariat a élaboré un budget prévisionnel de 12 265 € TTC en dépenses incluant les frais de communication, la réalisation du décor de scène, les prestations de l'animateur, le remboursement des frais de déplacement et de vie et la rémunération des conférenciers. Ce budget fait l'objet d'une répartition entre la faculté des Sciences pour un montant de 1 100 € T.T.C., le Laboratoire Univers et Particules de l'Université Montpellier 2 pour un montant de 1 000 € T.T.C. et le Planétarium Galilée pour un montant de 10 165 € T.T.C. Les recettes, évaluées à près de 1 300 €, seront perçues par le Planétarium Galilée.

Enfin, la convention définit les modalités relatives à la communication de l'événement qui fera l'objet d'un plan de communication commun et prévoit celle relatives à l'utilisation de logotypes des partenaires. Sa durée est d'un an. Il sera fait un bilan de l'action qui sera menée de façon à permettre la constitution d'un projet de budget prévisionnel pour une autre série de conférences pour le deuxième semestre 2015 ou pour les années suivantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Université Montpellier 2,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°48 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER HÉRAULT SPORT CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3826DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU FOOTBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence sportive, la Communauté d'Agglomération de Montpellier favorise l'action des clubs sportifs et associations sportives de haut niveau qui sont le reflet et le vecteur du dynamisme de l'Agglomération.

A compter du 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et va poursuivre cette démarche de promotion et de soutien des équipes de haut niveau qui contribuent à l'image et au rayonnement du territoire métropolitain. A ce titre il est demandé au club prestataire de tout mettre en œuvre dans les meilleurs délais possibles pour intégrer le nom et la charte graphique de la Métropole sur tous les supports de communications concernés par le présent contrat.

Le club sportif « Montpellier Hérault Sport Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du football et il évolue actuellement en championnat de Ligue 1.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, qui a vocation à intervenir auprès des équipes évoluant au niveau national, souhaite être associée aux manifestations organisées par le « Montpellier Hérault Sport Club » dans le cadre de l'élite du football français.

Les travaux réalisés au Stade de la Mosson « Mondial 98 » afin de répondre aux normes nationales et internationales ainsi que les travaux de rénovation en cours, suite aux récentes inondations, s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les résultats de ce club qui évolue dans l'élite du football national, les valeurs de dynamisme, de solidarité, d'efficacité qu'il véhicule participent à la promotion de l'agglomération montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité qu'elle génère, ce club de haut niveau fédère les énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois aux niveaux local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirages au sort organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein du Stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations ;
- 80 abonnements en tribune présidentielle centrale ;
- 40 abonnements en tribune présidentielle latérale ;
- 76 abonnements en tribune Cévennes.

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs du Stade de la Mosson « Mondial 98 », mais surtout des téléspectateurs, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Hérault Sport Club », au regard de sa notoriété et de ses résultats, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier vis-à-vis des décideurs locaux, à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de football.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espace publicitaires avec cette société.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 2 décembre 2014, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Hérault Sport Club » pour un montant de 481 300 € H.T. pour le 1^{er} semestre 2015, correspondant à la saison sportive 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3826DS14 tel que défini ci-dessus avec la Société par Actions Simplifiées « Montpellier Hérault Sport Club » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015, chapitre 924 de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président ou à défaut Monsieur le Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué dans le domaine « Sports et Traditions » à signer le marché n°3826DS14 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°49 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER RUGBY CLUB - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3827DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU RUGBY - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Le club sportif « Montpellier Rugby Club » a pour objet de promouvoir la pratique et le développement du rugby et il évolue actuellement au plus haut niveau national : le Top 14.

A l'issue de la saison 2013-2014, le Montpellier Rugby Club est parvenu à atteindre les demi-finales du championnat de France et participe de ce fait cette saison à la Coupe d'Europe de rugby (Européen Rugby Challenge Cup).

La réalisation et la maintenance du complexe sportif « Yves-du-Manoir » et le soutien financier apporté au « Montpellier Rugby Club », dans le respect de la réglementation en vigueur s'inscrivent dans les compétences et l'intérêt communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment concernant la promotion et le soutien des équipes de haut niveau.

A compter du 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et va poursuivre cette démarche de promotion et de soutien des équipes de haut niveau qui contribuent à l'image et au rayonnement du territoire métropolitain.

A ce titre il est demandé au club prestataire de tout mettre en œuvre dans les meilleurs délais possibles pour intégrer le nom et la charte graphique de la Métropole sur tous les supports de communications concernés par le présent contrat.

Les résultats sportifs de ce club qui évolue désormais dans l'élite du rugby national et européen contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Les valeurs de dynamisme, de solidarité et d'efficacité valorisées par les récents succès participent à la promotion de l'agglomération montpelliéraine, à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique.

Outre l'activité économique qu'il génère, ce club de haut niveau fédère des énergies et contribue au développement d'un sentiment d'appartenance au sein de la population de nos communes membres.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local, national et international, mais aussi afin de remercier des personnes ayant joué un rôle actif dans la mise en œuvre de nos compétences, voire, de récompenser les gagnants de jeux concours ou de tirage au sort, organisés lors des actions de communication à destination du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité acquérir des places lors des matchs organisés au sein de l'Altrad Stadium.

Afin répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 30 places en loge avec prestations;
- 17 « places affaires » ;
- 10 places « Corbeille » ;
- 34 places « VIP » ;
- 48 places « Twickenham latérale;
- 44 places « Eden Park » ;
- 12 places « Ellis Park centrale ».

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs de l'Altrad Stadium mais surtout des téléspectateurs de plus en plus friands de rencontres de rugby de haut niveau, nécessite l'achat d'espaces publicitaires et du droit d'apposer le logo de notre agglomération de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

Le club résident représenté par la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) « Montpellier Rugby Club » au regard de sa notoriété, peut seul répondre aux besoins de la Communauté d'Agglomération vis-à-vis des décideurs locaux à la fois économiques, politiques, culturels, de la population et des amateurs de rugby.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires avec cette société.

A l'issue de cette procédure, la Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 2 décembre 2014, a attribué ce marché à la SASP « Montpellier Rugby Club » pour un montant de 393 183,71€ H.T pour le 1^{er} semestre 2015, correspondant à la saison sportive 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3827DS14 tel que défini ci-dessus avec la Société Anonyme Sportive

Professionnelle « Montpellier Hérault Sport Club » ;

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015, chapitre 924 de la Communauté d'Agglomération ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3827DS14 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°50 : SPORTS ET TRADITIONS – MONTPELLIER AGGLOMÉRATION HANDBALL - MARCHÉ NÉGOCIÉ N°3828DS14 - ACHAT D'ESPACES PUBLICITAIRES, D' ACTIONS DE COMMUNICATION, DE BILLETS ET D'ABONNEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU HANDBALL - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure la maintenance et l'entretien du Palais des Sports René Bougnol au sein duquel se déroule la grande majorité des rencontres disputées par ce club. Elle assure aussi les travaux de modernisation et d'extension de cette enceinte sportive.

Elle participe, dans le respect de la réglementation en vigueur, au financement de ce club qui a joué un rôle précurseur pour tous les clubs de l'élite de notre territoire puisqu'il a déjà remporté 14 fois le titre de champion de France dont 5 consécutifs.

A compter du 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole se substituera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier et va poursuivre cette démarche de promotion et de soutien des équipes de haut niveau qui contribuent à l'image et au rayonnement du territoire métropolitain.

A ce titre il est demandé au club prestataire de tout mettre en œuvre dans les meilleurs délais possibles pour intégrer le nom et la charte graphique de la Métropole sur tous les supports de communications concernés par le présent contrat.

Cette domination sur le championnat national, les résultats déjà obtenus lors des compétitions européennes, dans un sport de plus en plus médiatique, contribuent à l'image et au rayonnement du territoire communautaire. Ce palmarès concrétise la cohésion, la puissance et l'efficacité de cette équipe et participe à la promotion de l'agglomération montpelliéraine à la fois en termes d'aménagement du territoire et de développement économique. De tels résultats contribuent au développement d'un sentiment d'appartenance et de fierté au sein de la population de notre territoire.

Afin de renforcer encore son image auprès des principaux acteurs du développement économique et de l'aménagement du territoire à la fois au niveau local et international, mais aussi récompenser les personnes ayant joué un rôle actif quant à la mise en œuvre de nos compétences, voire les gagnants des jeux concours ou tirages au sort organisés lors des actions de communication à l'attention du grand public, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite acheter des places lors des matchs organisés par le Montpellier Agglomération Handball au sein du Palais des Sports René Bougnol ou de l'Aréna.

Afin de répondre à cet objectif, les besoins ont été évalués comme suit :

- 60 places VIP tribune institutionnelle ;
- 20 places VIP tribune présidentielle ;
- 80 places « matchs de championnat et Coupe joués à René Bougnol
- 100 places « matchs de championnat et Coupe joués à l'ARENA;

La promotion de notre image et de notre territoire à la fois au niveau des spectateurs présents à l'ARENA et au Palais des Sports René Bougnol, mais aussi des téléspectateurs qui peuvent suivre désormais les principaux matchs de championnats et de ligue des champions nécessite l'achat d'espaces publicitaires autour de l'aire de jeu, sur les écrans de grande dimension et du droit d'apposer notre logo de manière facilement identifiable sur le maillot des joueurs.

La mention de l'Agglomération dans le nom du club participe à notre notoriété et doit être financée.

La Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Agglomération Handball » est par nature la seule habilitée à gérer la vente d'espaces publicitaires, des billets et des abonnements du club dont elle porte le nom.

Conformément aux articles 35. II. 8 du Code des Marchés Publics, et aux dispositions de la loi n°84-610 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a donc mis en œuvre une procédure négociée sans mise en concurrence et sans publicité pour l'achat de places, d'abonnements et d'espaces publicitaires.

La Commission d'Appel d'Offres, lors de sa séance du 2 décembre 2014, à l'issue de cette procédure, a attribué ce marché à la Société par Actions Simplifiées (SAS) « Montpellier Agglomération Handball » pour un montant de 390 705,80€ H.T. pour le 1^{er} semestre 2015, correspondant à la saison sportive 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3828DS14 tel que défini ci-dessus avec la Société par Actions Simplifiées «Montpellier Hérault Sport Club»;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2015, chapitre 924;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le marché n°3828DS14 et à prendre toute décision relative à son exécution, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°51 : SPORTS ET TRADITIONS – STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" - AMÉNAGEMENTS - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE AVEC LA SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION - RÉSILIATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier, par convention de mandat, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation pour l'aménagement du Stade de la Mosson « Mondial 98 » conformément aux dispositions de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique, à l'article L 327-1 du Code de l'Urbanisme et à la délibération du Conseil Communautaire n°10689 du 29 février 2012.

Dans le cadre de ce mandat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a délégué au mandataire le soin de faire réaliser cet ouvrage en son nom et pour son compte.

Dans un contexte national de rigueur financière et de réduction programmée des dotations aux collectivités territoriales, la Communauté d'Agglomération s'est engagée, dans un souci d'économie, à mettre fin à ce programme d'aménagement du Stade de la Mosson.

Dans ce nouveau contexte, par délibération n°12428 du 31 juillet 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) à résilier pour motif d'intérêt général les marchés suivants :

- marché n°S1203 relatif au management des risques, avec la société SOCOTEC (délibération n°10955 du 28 juin 2012),

- marché n°S1305 relatif à la maîtrise d'œuvre confiée au groupement dont le mandataire est A+ Architecture (délibération n°11510 en date du 11 avril 2013),

- marché n°S1301 relatif à l'O P C, avec la société SCO,

- marchés n°S1302 relatif au contrôle technique avec la société SOCOTEC et n°S13.03 de CSPA avec le Bureau Veritas (délibération n°11511 du 11 avril 2013).

La SAAM ayant résilié les marchés susvisés, il convient de mettre fin au mandat d'études et de réalisation de l'aménagement du stade de la Mosson « Mondial 98 », conformément à l'article 21 de la convention de notifié le 28 mars 2012.

Les années 2012 et 2013 ont été consacrées aux études de conception relatives au mandat précité, lesquelles ont été remises au mandant.

Le décompte définitif de l'opération intègre les indemnités de résiliation et le paiement des dernières prestations effectuées par les entreprises en charges des études et par le mandataire.

Le bilan de clôture de l'opération présente l'ensemble des dépenses et des prestations assurées par la SAAM pour le compte de la Communauté d'Agglomération pour un montant 3 078 708, 09 € T.T.C.

Il est donc proposé au Conseil d'Agglomération d'accepter la reddition des comptes qui constate l'achèvement de la mission sur le plan financier, de donner quitus au mandataire concernant sa mission et d'autoriser la signature de l'avenant de résiliation du mandat d'études et de réalisation de l'aménagement du stade de la Mosson « Mondial 98 ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accepter la reddition définitive des comptes de l'opération ;

- donner quitus au mandataire concernant sa mission ;

- autoriser la signature de l'avenant de résiliation du mandat ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET, M. Jean-Pierre MOURE

AFFAIRE N°52 : ENVIRONNEMENT – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SERM ET E3D ENVIRONNEMENT SARL POUR LA RÉALISATION D'UNE EXPÉRIMENTATION SUR L'ADOPTION DE COMPORTEMENTS ÉCO RESPONSABLES DES USAGERS D'UNE ZONE URBAINE - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

L'opération Ecocité est l'occasion de mettre en place des approches innovantes en matière de gestion de la ville et d'appropriation par les habitants des espaces urbains et des services. L'habitant doit être acteur de son territoire et non plus seulement consommateur ou utilisateur. Dans le domaine de l'environnement en particulier, la question des évolutions de comportements est centrale. Les moyens traditionnels de communication sur ces sujets montrent leurs limites. Un accompagnement durable du citoyen est nécessaire pour permettre de donner du sens à l'action et valider les engagements à modifier son comportement en faveur de l'amélioration de l'environnement et du cadre de vie.

Dans ce domaine de la « communication engageante », les nouvelles technologies procurent une aide essentielle en cela qu'elles facilitent l'accès à l'information qui motive la modification du comportement, le « feedback » sur les effets de cette modification, la permanence du lien avec les structures d'accompagnement.

En 2011, la société E3D Environnement d'Aix-en-Provence a reçu du Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, pour une durée de 7 ans, le statut de « jeune entreprise innovante » pour son programme de recherche visant à créer une nouvelle génération de services destinés à accompagner chaque habitant ou salarié d'une zone urbaine dans ses choix d'adopter de nouveaux gestes éco responsables. Elle développe un nouveau service appelé GD6DTM qui utilise la puissance numérique pour accompagner chaque usager dans ses choix de gestes qui vont lui permettre au quotidien par exemple de réduire sa production de déchets, ses consommations d'eau ou d'électricité ou encore la fréquence d'utilisation de son véhicule personnel. Des gestes éco responsables sont proposés en fonction du profil socio psychologique de l'utilisateur et le passage à l'acte régulièrement validé avant que d'autres gestes soient proposés et ce sur une durée suffisamment importante de manière à modifier durablement les comportements, l'utilisateur devenant à terme un éco citoyen autonome. Une telle démarche n'est possible à grande échelle qu'en mettant en œuvre des outils numériques, objet de la recherche.

La SERM livre en 2015, dans le cadre d'une concession d'aménagement passée avec la Ville de Montpellier, un nouvel îlot urbain dénommé « La Mantilla » sur l'avenue Raymond Dugrand. Fort de 400 logements, d'une centaine de bureaux et d'une vingtaine de commerces, il est équipé d'un outil de gestion et de communication appelé « intelligence répartie » qui permettra de mesurer, contrôler et piloter de nombreux paramètres et services inhérents aux usages et consommations de ses résidents. L'ensemble de ces équipements en fait un lieu privilégié pour tester les méthodes mises au point par la société E3D Environnement en terme d'accompagnement à l'adoption de gestes éco responsables et pour analyser ainsi tout à la fois les impacts de ces nouvelles méthodes et l'accroissement de leur efficacité lorsqu'elles s'appuient sur des outils « d'intelligence répartie ».

Il est donc proposé de mettre en place une convention de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la SERM et la société E3D Environnement afin de réaliser une expérimentation visant à éprouver, améliorer et évaluer les méthodes de « communication engageante » :

- profitant des outils de « l'intelligence répartie » sur l'îlot urbain la Mantilla ;
- mettant en œuvre une approche moins technologique, mais susceptible de s'adapter à des zones bâties existantes, sur un îlot urbain comparable à la Mantilla mais non équipé des outils « d'intelligence répartie »

D'une durée de 46 mois, cette démarche associera les messagers de la prévention et du tri de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en les formant à de nouvelles méthodes et de nouveaux outils de communication. Les effets seront mesurés en termes de gains environnementaux et économiques liés à l'évolution des consommations d'eau, d'énergie, de l'usage des modes de déplacements doux, de production de déchets et de propreté urbaine, l'objectif étant de valider les conditions d'une extension progressive et sélective à l'échelle des zones bâties présentant des enjeux forts sur ces questions d'environnement.

Le financement de cette expérimentation est assuré par les trois parties, pour un montant total prévisionnel, variable selon le taux de participation des populations concernées sur les 2 îlots urbains (attendu autour de 80%), d'environ 245 000 € H.T., répartis comme suit :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier : 160 000 € H.T. ; avec en option l'achat d'un « objet communicant » pour les foyers faiblement « connectés » de l'îlot non équipé « intelligence répartie » ; à noter que l'ADEME soutient financièrement l'Agglomération dans cette expérimentation dans le cadre plus général du programme local de prévention des déchets auquel elle participe à hauteur de 61 % ;
- SERM : 45 209 € H.T. au titre de la part fixe des dépenses liées à l'expérimentation, incluant notamment la création et la mise à jour pendant les 46 mois de la démarche de l'interface entre la plate forme expérimentale du porteur de projet GD6DTM et le système « intelligence répartie » ;
- E3D Environnement : 38 750 € H.T. ; en sa qualité de porteur de projet, développeur du service GD6DTM, il met en outre à disposition de l'expérimentation des techniciens et scientifiques, ainsi que des animateurs téléphoniques à des coûts journaliers faibles.

Cette collaboration rentre dans le champ d'exclusion des dispositions arrêtées pour les marchés et accords cadres passés par le pouvoir adjudicateur, conformément à l'article 3, alinéa 6 du code des marchés publics.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention telle qu'exposée ci-dessus mettant en place un partenariat pour la réalisation d'une expérimentation bénéficiant d'un travail de recherche sur l'adoption de comportements éco responsables des usagers d'une zone urbaine déterminée ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2015 et suivant de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928 et 908 ;

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention, ainsi que tout autre document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Ont voté contre : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°53 : ENVIRONNEMENT – COLLECTE DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ N°3833GD14 DE COLLECTE DES PAPIERS BLANCS DE BUREAU - AUTORISATION DE LANCER ET SIGNER LE MARCHÉ

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Afin d'optimiser la valorisation matière des déchets ménagers et assimilés, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a souhaité que les professionnels ou établissements producteurs de déchets assimilés participent également au tri et à la valorisation de leurs déchets.

Depuis le 1^{er} août 2006, en accompagnement de l'instauration, la même année de la redevance spéciale pour la prise en charge par la collecte publique des déchets d'activité assimilables aux déchets ménagers, un service de collecte des papiers blancs de bureau a été mis en place à l'attention des producteurs non ménagers assujettis à la redevance spéciale. Ce service prévoit la fourniture de caissettes en carton (si besoin) pour le stockage des papiers dans chaque bureau, la fourniture et l'entretien de contenants de pré-collecte pour les locaux à conteneurs, la collecte des papiers blancs en vue de leur vente à l'industrie papetière.

L'intérêt d'une collecte séparative vis-à-vis des autres sortes de papiers (journaux, magazines) réside dans un coût de reprise nettement supérieur du fait de la qualité et de la pureté de la matière restituée au process de fabrication des papiers neufs.

En 2013, 200 tonnes de papiers blancs ont ainsi été collectées auprès de 300 producteurs.

Afin d'assurer la continuité de la collecte des papiers blancs pour les producteurs non ménagers, le marché n°2352GD10 conclu avec la SCIC Feuille d'Erable de l'Hérault, entreprise d'insertion par l'économie, arrivant à échéance le 3 mai 2015, un nouvel appel d'offres doit être lancé en application des articles 33 3 al, 57 à 59 du Code des Marchés Publics.

Les prestations à réaliser portent sur :

- la collecte des papiers de bureau des producteurs non ménagers sur le territoire communautaire,
- le déchargement des papiers au centre de conditionnement désigné par l'Agglomération,
- la fourniture de corbeilles,
- des actions de communication auprès des usagers.

Il s'agit d'un marché à bons de commande non alloti dont le montant maximum est de 450 000 € H.T pour la durée du marché, soit 3 ans à compter de la notification du contrat à l'entreprise. Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du bordereau des prix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la consultation d'entreprises concernant la collecte des papiers blancs de bureau tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, chapitre 928,
- autoriser, Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à souscrire et à signer le marché tel que défini ci-dessus, ainsi que l'ensemble des actes relatifs à son exécution, y compris le cas échéant, sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. D. BOUMAAZ, Mme F. JAMET

AFFAIRE N°54 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICE N°3837GD15 POUR LA RÉCEPTION, LE TRI ET LA VALORISATION DES ENCOMBRANTS ISSUS DES COLLECTES EN PORTE À PORTE ET DES BENNES BOIS ISSUES DES DÉCHÈTERIES - AUTORISATION DE LANCER L'APPEL D'OFFRES ET DE SIGNER LE MARCHÉ

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de valorisation de l'ensemble des déchets ménagers et assimilés collectés sur son territoire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu en 2012 un marché n°2142 de prestations de service décomposé en 2 lots pour assurer respectivement le tri et le transport vers les filières de valorisation des encombrants collectés en porte à porte et des déchets de bois déposés par les usagers dans les déchèteries, en vue d'en valoriser la fraction la plus importante possible.

Le lot n°1 concernant les encombrants a été attribué à la Société Méditerranéenne de Nettoyement (SMN) de Montpellier, tandis que la lot n°2 traitant des déchets de bois a été confié au groupement d'entreprises ONYX LR/Actisol.

Ces marchés arriveront à échéance au 31 mars 2015 après avoir été reconduits deux années consécutives.

Une nouvelle consultation d'entreprises doit donc être lancée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles 33, 57 à 59 du code des marchés publics, sur la base d'un cahier des charges prenant en compte le même allotissement des prestations.

Ces prestations seront identiques à celles réalisées dans le cadre des marchés actuels. Elles comprennent :

- **lot n°1** - La réception des collectes en porte à porte d'encombrants organisées sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la prise en charge, les contrôles réglementaires, le tri et le transport des matériaux triés vers les filières de valorisation ou d'élimination, avec un objectif de recyclage d'au moins 30%.

- **lot n°2** - La réception des bennes bois provenant des Points Propreté, la prise en charge, les contrôles réglementaires, le tri et les transports des diverses catégories de bois triées vers les filières de valorisation ou d'élimination. Pour ce lot, il convient de noter que les quantités à prendre en compte au titre du présent marché diminueront en cours d'exécution au fur et à mesure des travaux de modernisation des déchèteries qui permettront d'accueillir sur chaque installation une benne supplémentaire dédiée aux déchets d'équipement d'ameublement dont le traitement sera pris en charge par l'éco organisme Eco Mobilier.

A titre indicatif pour l'année 2013, le tonnage des encombrants collectés en porte à porte s'est élevé à 6312 tonnes et les bennes bois des déchèteries ont permis de récupérer 11 145 tonnes de déchets de bois.

Le montant prévisionnel annuel des marchés est évalué comme suit :

- Lot n°1: 750 000 € H.T.
- Lot n°2: 1 000 000 € H.T.

Les marchés seront conclus pour une durée d'une année à compter de leur notification avec reconduction expresse possible par période d'un an, dans la limite de deux reconductions.

Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires des Bordereaux des Prix, à la tonne réceptionnée et traitée pour les deux lots.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement de la consultation d'entreprises concernant la réception, le tri et la valorisation des encombrants issus des collectes en porte à porte et des bennes bois issues des déchèteries, tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits aux budgets 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, chapitre 928,
- autoriser, Monsieur le Président, avant l'engagement de la procédure de passation conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à souscrire et à signer le marché à intervenir ainsi que l'ensemble des actes relatifs à son exécution, y compris le cas échéant sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°55 : ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS - EXTENSION ET RÉNOVATION DU CENTRE DE TRI DES DÉCHETS MÉNAGERS RECYCLABLES SECS - CONVENTION DE MANDAT AVEC LA SAAM - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant 20 ans, il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres.

Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°12188 du 6 février 2014, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération de reconstruction et d'extension du centre DEMETER de tri des déchets recyclables secs, consistant en la réutilisation du bâtiment existant et l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en vue de la réalisation d'une ligne de tri de 32 000 tonnes.

Par la même délibération, le Conseil a autorisé le lancement d'une consultation d'entreprises pour désigner une équipe de maîtrise d'œuvre chargée des études de conception du projet, de la réalisation de missions complémentaires d'assistance au maître d'ouvrage et du suivi des marchés de travaux et d'exploitation.

Compte tenu de la complexité de l'opération (marché de travaux tous corps d'état pour l'extension bâtiment et marché de conception réalisation exploitation maintenance dit « CREM » pour le process), il apparaît opportun de désigner un mandataire qui sera chargé, dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 à 5 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi M.O.P.), du suivi administratif, financier et technique des études et de la réalisation du nouveau centre de tri (bâtiment, VRD et process) au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération.

En application de l'exclusion visée à l'article 3, alinéa 1 du Code des marchés publics et des statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine il est envisagé de lui confier ce mandat de maîtrise d'ouvrage délégué..

Le montant prévisionnel de l'assiette des dépenses du mandat est estimé à 14 037 000 € H.T., valeur novembre 2014, hors rémunération du mandataire. Cette évaluation intègre les montants estimatifs prévisionnels des travaux (bâtiment et process) estimés à 11 921 000 € H.T. les honoraires de maîtrise d'œuvre à hauteur de 998 000 € H.T., ainsi que les études complémentaires, assurances et frais divers pour un montant prévisionnel de 1 118 000 € H.T. A l'issue des négociations intervenues concernant l'établissement de la convention et ses modalités financières, la rémunération de la SAAM, tenant compte de la complexité de l'opération, est fixée à 4,9% hors taxes du coût total hors taxes de l'opération, soit un montant prévisionnel de 687 813 €.H.T. Le bilan global prévisionnel du mandat s'établit donc à 14 724 813 € H.T., valeur novembre 2014.

Le mandat sera conclu pour une durée courant de la notification du contrat jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement après mise en service industrielle du nouveau centre de tri, soit une durée prévisionnelle de 4 ans environ.

Le marché de maîtrise d'œuvre en cours d'attribution sera transféré à la SAAM dans le cadre du mandat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la passation d'un mandat avec la SAAM pour la réalisation du nouveau centre de tri Demeter,
- autoriser la signature de la convention de mandat à conclure avec la SAAM, telle qu'exposée ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2015 et suivants de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908,
- autoriser, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°56 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RESSOURCES EN EAU - PROJET DE RECHERCHE GESTION MULTI-USAGES DES AQUIFÈRES KARSTIQUES MÉDITERRANÉENS - LE LEZ, SON BASSIN VERSANT ET SON BASSIN D'ALIMENTATION - PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Le projet de recherche « Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéens – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation », piloté par Montpellier Agglomération et le BRGM, regroupe un partenariat scientifique et technique constitué par le BRGM, les UMR HydroSciences Montpellier (HSM), G-EAU, TETIS, le CERFACS et BIOTOPE.

Son objectif est d'améliorer les connaissances sur le fonctionnement de l'hydrosystème karstique du Lez et la qualité de la ressource dans un contexte de gestion active par pompage et de changements globaux, climatique et anthropique.

D'un montant global de 1,2 M€ financé à hauteur de 20% chacun par Montpellier Agglomération et le BRGM, le projet a fait l'objet de subventions de la part de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée et Corse (50%) et du Conseil Général de l'Hérault (10%).

Ce programme de recherche, démarré en 2009, a été riche en enseignements et a apporté beaucoup d'éléments de réponse aux questions posées initialement.

Il constitue désormais le socle de connaissance sur lequel il est possible de s'appuyer pour une gestion maîtrisée et raisonnée de l'aquifère qui constitue la principale ressource pour l'alimentation en eau potable de notre territoire.

L'Hydrogéologie

· L'élaboration de coupes géologiques et d'un modèle géologique tridimensionnel permettent de mieux comprendre les écoulements souterrains et les échanges possibles entre compartiments souterrains. Ce modèle pourra être encore affiné et servir de base à la constitution d'un modèle hydrogéologique maillé ;

· La critique synthétique des essais de traçage anciens et la réalisation de nouveaux essais ont apporté des éléments complémentaires sur les limites du bassin hydrogéologique de la source du Lez. Des pistes d'essais de traçages complémentaires sont suggérées notamment pour confirmer les relations éventuelles entre certaines pertes et la source du Lez ;

· La réalisation d'un forage profond d'exploration au Triadou avec la présence de venues d'eau importantes permet de mettre en évidence l'extension profonde de la karstification en lien avec le drain majeur de la source du Lez. Il est suggéré d'instrumenter cet ouvrage pour l'intégrer au réseau de suivi de l'aquifère et de poursuivre également la caractérisation du comportement hydrogéologique du compartiment Ouest par suivi en continu de certains paramètres physico-chimiques ;

La Qualité et la Vulnérabilité

· La ressource en eau de l'aquifère karstique du Lez est de bonne qualité chimique dans l'ensemble, mais de

qualité bactériologique pouvant être temporairement médiocre. Certains composés présents en quantités pouvant être importantes, notamment en période de crues, attestent d'une contamination par des eaux usées en provenance de systèmes d'assainissement collectif ou non collectif notamment situés en zones de vulnérabilité globale très élevée à proximité des pertes de surface. Il est recommandé de compléter le suivi actuel réalisé à la source du Lez par la pose d'un fluorimètre pour y mesurer en continu la fluorescence liée à la Matière Organique et ainsi être en mesure de surveiller la présence d'éventuelles contaminations ;

- L'aquifère du Lez ne semble pas présenter de contamination chronique en pesticides. Il est toutefois possible, en période de crue, que certaines molécules dépassent légèrement et ponctuellement la norme de potabilité. Les activités humaines ont donc un impact sur la qualité de la ressource mais dans des proportions qui n'apparaissent pas alarmantes. Il est proposé de caractériser la dynamique de transfert de produits phytosanitaires par l'implantation d'échantillonneurs passifs. Un diagnostic territorial des pratiques agricoles en partenariat avec la profession est également recommandé ainsi que la poursuite de la réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur les communes du bassin versant hydrogéologique ;

- D'un point de vue de la faune stygobie- faune des milieux aquatiques souterrains- le karst du Lez est un haut lieu de biodiversité souterraine dont l'enjeu de conservation est important, et qui semble, jusqu'à présent, relativement épargné par les influences anthropiques ;

- La cartographie de la vulnérabilité intrinsèque globale de l'aquifère karstique, déterminée au moyen de la méthode Paprika, montre que 60% de la superficie du bassin d'alimentation peut être considérée de vulnérabilité élevée à très élevée. Sur les zones à vulnérabilité très élevée, une attention particulière doit être portée à la problématiques des eaux usées domestiques à travers les schémas directeurs d'assainissement et les projets de station d'épuration où la mise en place de traitements tertiaires doit se poursuivre à défaut d'atteinte de l'objectif zéro rejet. La cartographie a été comparée à l'occupation du sol pour caractériser le risque quant à la qualité de la ressource. Les résultats pourront inspirer l'instauration de nouveaux périmètres de protection ou de zones de sauvegarde ainsi que la définition des politiques d'aménagement futur. Il est suggéré de poursuivre le suivi de l'occupation des sols par la mise en place d'un observatoire ;

L'Hydrologie et les Crues

- L'analyse hydrologique et la modélisation couplée ont permis de quantifier l'impact du niveau piézométrique initial dans le karst sur sa capacité de rétention lors d'un épisode pluviométrique. Le karst joue un rôle de réservoir tampon régulateur des crues qui peut être particulièrement important lorsque ce réservoir souterrain est peu rempli ce qui est le cas lors des premières grosses pluies d'automne.

Des simulations numériques ont testé des scénarios d'intensités et de cumuls de pluies sur le système karstique dans des conditions initiales différentes pour élaborer un outil d'aide à la prévision des crues au seuil de Lavalette en amont de Montpellier, qui prend en compte l'état de remplissage du karst avant la pluie – cet outil est maintenant utilisé par le Service de Prévision des Crues Méditerranée Ouest. Il est proposé de valider la solidité du modèle sur un plus grand nombre d'épisodes de crues et de tester les nouveaux outils de prévision pluviométrique.

- Le développement d'un modèle hydraulique de simulation des écoulements a permis d'étudier la propagation des crues dans le fleuve Lez. Des abaques ont été construites sur 26 sections en travers permettant de visualiser les résultats obtenus en terme de débits de pointe, de cotes maximales et de temps de propagation.

La gestion quantitative

- L'analyse des données hydrologiques et hydrogéologiques disponibles permet d'établir que les volumes prélevés annuellement sont inférieurs à la recharge annuelle. Les réserves sollicitées par les pompages en période de basses eaux sont reconstituées dès les premières pluies automnales aussi bien à l'exutoire principal que sur les piézomètres d'observation. Il n'y a pas d'intrusion saline liée à l'exploitation par pompage. Dans ce contexte, au moins trois des quatre conditions pour le bon état quantitatif de la masse d'eau souterraine au sens de la Directive Cadre sur l'Eau sont remplies. Une étude complémentaire sur la quantification des débits nécessaires au bon état écologique du fleuve et de sa population piscicole est en cours pour indiquer si la dernière condition, à savoir, l'absence d'impact négatif sur les eaux de surface associées, est remplie.

- Les débits naturels et de sollicitation des réserves de l'aquifère karstique par les pompages ont été simulés au moyen d'un modèle hydrogéologique. Ce même modèle a permis de tester les effets de scénarios de changements globaux (changement climatique et augmentation des pompages) sur l'aquifère : impacts en valeur et en fréquence sur les niveaux piézométriques à la source du Lez et sur les débits de débordement

Le changement climatique se traduit par des précipitations plus faibles et températures plus élevées en moyennes annuelles. Cela impactera potentiellement le niveau piézométrique de la source, avec une baisse moyenne d'environ quatre à cinq mètres par rapport au niveau moyen actuel en étiage. Des scénarios d'augmentation des prélèvements semblent toutefois possibles dans la configuration actuelle des pompes. La réalisation d'essais de pompage sollicitant fortement l'aquifère entre les cotes 35 et 20 m NGF permettra de confirmer les conclusions du modèle mathématique. Ce volet du projet a fait l'objet d'une publication scientifique en novembre 2013 dans la revue internationale "the journal of Hydrology".

La concrétisation de cette perspective d'augmentation des prélèvements, qui restera conditionnée à l'obtention d'une nouvelle Déclaration d'Utilité Publique, permettrait d'apporter des solutions pérennes d'approvisionnement pour notre territoire conformément à l'option privilégiée retenue dans notre Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable.

Il convient donc de donner une suite à ce programme de recherche en mettant en œuvre une partie des recommandations formulées à l'issue du projet : (i) intégration du forage profond dans le dispositif de suivi piézométrique et instrumentation en continu de certains piézomètres, (ii) poursuite de la réalisation de traçages, (iii) caractérisation de la dynamique de transfert des produits phytosanitaires à l'aide d'échantillonneurs passifs, (iv) diagnostic des pratiques agricoles et encouragement à la réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles (PAPPH), (v) suivi de l'évolution de l'occupation des sols au niveau du bassin versant, (vi) sensibilisation et vigilance aux problématiques d'assainissement des eaux usées, (vii) amélioration de l'outil d'aide à la prévision des crues, et (viii) réalisation de pompages d'essai pour solliciter le karst sous sa cote d'exploitation actuelle.

Ce travail est à mener en partenariat avec la communauté scientifique et les acteurs institutionnels locaux, et dans une dimension plus large dans le cadre d'une coopération avec les territoires riverains du bassin de vie, sur les volets quantitatif mais aussi et surtout sur le volet de la préservation de la qualité de la ressource.

Il vient compléter les orientations et dispositions à mettre en œuvre au titre du Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable approuvé en mai 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des conclusions et recommandations du projet de recherche « Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéens – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation »,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°57 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – NOTE LIMINAIRE SUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est compétente pour l'assainissement collectif et non collectif ainsi que pour l'eau brute sur le territoire de ses 31 communes membres.

Elle exerce la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres. Début 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier intervenait selon le principe de représentation-substitution sur 21 de ses 31 communes et en propre sur les 10 autres (Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier sur Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues et Villeneuve-lès-Maguelone). A compter du 1^{er} juillet 2013, elle exerce également cette compétence en direct sur les Communes de Jacou, Le Crès et Vendargues, précédemment membres du syndicat du Salaison. Elle est substituée aux Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Laverune, Murviel les Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc. Elle est substituée aux Communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnau le Lez, Montaud, Restinclières, Saint Drézery et Saint Génès des Mourgues au sein du Syndicat de Garrigues Campagne. Ces syndicats exercent l'ensemble de la compétence sur la production et la distribution.

L'article D.2224-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement dispose qu'il convient de présenter au conseil communautaire au plus tard dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, le ou les rapports annuels qu'il aura reçus du ou des établissements publics de coopération intercommunale compétents.

Les syndicats concernés ont transmis leur rapport annuel pour l'exercice 2013.

Ils permettent de compléter les informations fournies par les rapports annuels établis par les services communautaires de l'eau potable et de l'eau brute, d'une part, et de l'assainissement, d'autre part, rapports approuvés par le conseil communautaire lors de la séance du 31 juillet 2014.

Concernant l'eau potable, les prix sont très proches sur l'ensemble du territoire malgré l'existence de plusieurs autorités compétentes.

Globalement, il ressort de la note liminaire jointe aux présentes que, sur l'ensemble de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la facture moyenne annuelle, comprenant l'eau potable et l'assainissement, pour 120 m³, s'élève à 419 € T.T.C. au 1^{er} janvier 2014, montant décomposé de la façon suivante :

- part eau = 37 %
- part assainissement = 41 %
- part autres organismes = 22 %

Le prix moyen du m³ d'eau, T.T.C. et abonnement inclus, est passé de 3,42 € T.T.C. en 2013 à 3,50 € T.T.C. en 2014, hausse due pour près des deux tiers à l'augmentation de la TVA sur l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les rapports annuels 2013 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable des syndicats Bas Languedoc et Garrigues Campagne,
- approuver la note liminaire annexée à la présente délibération,

- autoriser sa transmission à toutes les Communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET.

AFFAIRE N°58 : EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - RÈGLEMENT DE SERVICE - AUTORISATION DE SIGNATURE

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence « assainissement des eaux usées » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2012-2290 du 17-10-2012 fixant ses compétences.

Depuis 2004 et l'approbation de son schéma directeur de l'assainissement, notre collectivité a souhaité harmoniser les conditions d'exécution du service public de l'assainissement afin que tous les usagers du territoire bénéficient d'un service de qualité de niveau similaire. Cette harmonisation s'est concrétisée par l'application d'un tarif unique dès 2005 et l'engagement d'un important programme de mise à niveau technique des équipements.

Par délibérations n°12566, 12567 et 12568, le Conseil de Communauté, dans sa séance du 30 octobre 2014, vient d'autoriser la signature de 3 nouveaux contrats de délégation de service public en vue de l'exploitation du service public de l'assainissement. Ces contrats prendront effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans : il s'agit :

- du contrat pour le traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA et du contrat pour la collecte des eaux usées des communes raccordées à cette station, à savoir Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues,
- du contrat de délégation de service public de collecte et traitement des eaux usées sur les communes des Secteurs Est et Ouest, à savoir Baillargues, Beaulieu, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Montaud, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint-Georges d'Orques, Saint-Génès-des-Mourgues, Saussan, Sussargues et Villeneuve lès Maguelone.

Ces nouveaux contrats, qui font suite à 11 contrats aux termes différents selon notamment la date à laquelle ils ont été conclus, définissent précisément et de manière identique les objectifs assignés aux délégataires notamment en matière de relation avec les usagers.

Afin de finaliser l'harmonisation du service public de l'assainissement entreprise depuis 2004, il est proposé aujourd'hui d'approuver un règlement de service identique pour toutes les communes de notre territoire.

Ce règlement de service a pour objet de préciser les droits et obligations ainsi que le rôle des différents acteurs du service de l'assainissement que sont les usagers, l'exploitant ou délégataire et la Collectivité. Il reprend les dispositions des contrats de délégation définissant les relations entre la Collectivité et l'exploitant ainsi que des mesures réglementaires issues notamment des codes de la santé publique et de la consommation régissant les relations entre les usagers et le service.

Il précise les conditions de conformité des installations intérieures et les engagements du service public de l'assainissement en matière de modalités d'intervention, de gestion des abonnements et de facturation ainsi que les conditions d'entretien et renouvellement des branchements. Il présente par ailleurs le régime spécifique applicable aux usagers non domestiques.

Une annexe au règlement de service reprend les engagements contractuels spécifiques à chacun des contrats, portant notamment sur les délais de réalisation de certaines prestations (construction de branchements, désobstruction, réponse à un courrier, contrôle de conformité, respect de rendez vous).

Ce règlement et ses annexes seront mis à la disposition des usagers sur le site de la Collectivité et remis à chacun lors de l'envoi de la prochaine facture puis lors de la conclusion de tout nouvel abonnement.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, réunie le 10 décembre 2014 a donné un avis favorable concernant ce document.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement du service public de l'assainissement et ses annexes,
- autoriser Monsieur le Président à signer ce règlement ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Se sont abstenus : M. Djamel BOUMAAZ, Mme France JAMET

AFFAIRE N°59 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION DE COMPENSATION POUR LA TARIFICATION INTERMODALE AVEC LE SYNDICAT MIXTE DES TRANSPORTS EN COMMUN HÉRAULT TRANSPORT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Avec les mises en services des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes de bus du Syndicat Mixte des transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) Hérault Transport en provenance du nord, du sud-ouest et du nord est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échange Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre Dame de Sablassou.

Depuis avril 2012, avec les lignes 3 et 4, toutes les autres lignes de bus Hérault Transport sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échange Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière.

Les connections systématiques des lignes départementales sur le réseau tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault (Hérault Transport) d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités pour les périodes 2009 et 2010 puis 2011 et 2012 et enfin 2013 et 2014.

Le projet de convention proposé définit les titres et leurs conditions d'utilisation, pour une nouvelle période, l'année 2015 et le premier semestre 2016, et prévoit une compensation forfaitaire annuelle basée d'une part sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs départementaux et comptabilisés sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue, et d'autre part sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM.

Le projet de convention proposé précise donc les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge du coût d'usage du réseau de transport urbain de l'Agglomération par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

Les montants de compensation forfaitaire sont ainsi fixés à 660 000 € pour l'année 2015 et 330 000 € pour le 1^{er} semestre 2016, date d'échéance de la présente convention.

Ces montants correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux en 2015 et 320 000 déplacements pour le premier semestre 2016 comptabilisés au prix unitaire de 1,0364 € T.T.C.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de compensation de la tarification intermodale à conclure avec le SMTCH,
- dire que les recettes seront prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 928,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

AFFAIRE N°60 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.631 DES ÉQUIPEMENTS ÉNERGIE HAUTE TENSION, BASSE TENSION, TRACTION ET DE LIGNES AÉRIENNES DE CONTACT - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle du projet permettant le Bouclage de la Ligne 4 de tramway entre la Place Edouard Adam et la Place Albert 1^{er} à Montpellier.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré ce projet d'utilité publique.

Le présent marché porte sur des travaux d'équipements énergie Haute Tension (HT), Basse Tension (BT), Traction et de Lignes Aériennes de Contact (LAC) du bouclage de la ligne 4 et des améliorations du réseau tramway.

Il comprend les études d'exécution, le développement, les fournitures, les tests en usine, la livraison, l'installation, les essais sur site, la mise en service, la formation des agents d'exploitation et de maintenance, et la documentation technique des équipements énergie HT/BT/Traction et de LAC. Il comprend également la campagne de révision des installations du bouclage de la ligne 4 après 6 mois d'exploitation commerciale.

Le marché, à prix unitaires, est passé pour une durée de 26 mois à compter de sa date de notification.

TaM, dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144-I-1°, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 5 juin 2014.

Les cinq candidats retenus au regard de leurs références et compétences ont remis une offre.

Après analyse des offres reçues, la phase de négociation s'est engagée le 9 octobre 2014. A l'issue de la négociation, un nouveau dossier de consultation a été transmis aux candidats.

Le représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 12 novembre 2014, a procédé à l'ouverture des offres négociées.

L'analyse des cinq offres remises, bases et variantes, a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- prix des prestations pour 60%,
- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 40%.

La Commission d'Appel d'Offres réunie le 2 décembre 2014 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises INEO SCLE FERROVIAIRE / INEO UTS / SPIE Sud-Ouest, mandataire INOE SCLE FERROVIAIRE de Toulouse (31), avec sa variante V22, pour un montant de 2 978 119,74 € H.T. sur la base du Détail Quantitatif Estimatif, offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.631,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le marché n°8.631 avec le groupement d'entreprises INEO SCLE FERROVIAIRE / INEO UTS / SPIE Sud-Ouest, mandataire INOE SCLE FERROVIAIRE de Toulouse (31), pour un montant de 2.978.119,74 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires au marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

M. Jean- Pierre. RICO ne participe pas au débat et ne prend pas part au vote.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

AFFAIRE N°61 : TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES ETUDES ET TRAVAUX RELATIFS À LA CRÉATION DU PÔLE D'ÉCHANGES MULTIMODAL DE BAILLARGUES - PHASE 1 - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La mise en service du contournement Nîmes-Montpellier (CNM) en 2017 va permettre de renforcer les services ferroviaires régionaux (Transport Express Régional) sur l'actuelle voie, dont vont bénéficier les communes desservies. Au regard de la qualité de sa desserte ferroviaire (8 mn de la gare Saint Roch), le site de la Plaine du Colombier de Baillargues, identifié au Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier comme site stratégique, a été déclaré d'intérêt communautaire en avril 2011.

Le projet de transformation de la halte ferroviaire de Baillargues en Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) porte sur trois opérations connexes :

- le PEM proprement dit (partie ferroviaire et partie extra-ferroviaire),
- la dénivellation du passage à niveau n°33,
- le recalibrage de la RD26 reliant le PEM à Mauguio.

D'un montant total de 19,82 millions d'euros, ce projet général a fait l'objet en 2012 d'un protocole d'accord réunissant : l'Etat/Réseau Ferré de France, la Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et la ville de Baillargues. Les trois opérations ont fait ensuite l'objet de conventions de financement spécifiques, à l'initiative de chacun des maîtres d'ouvrage. Elles s'inscrivent dans un calendrier global phasé, étalé entre 2013 et 2017.

Dans ce cadre, par délibération n°11003 en date du 19 juillet 2012, le Conseil communautaire a approuvé la convention tripartite avec la Région Languedoc-Roussillon et la ville de Baillargues pour le financement des études et travaux extra-ferroviaires du PEM Phase 1.

Cette convention portait sur :

- la création et l'aménagement des parvis du PEM au Nord et au Sud de la voie ferrée,
- la création et l'aménagement d'un parking VL Nord et Sud (en partie),
- l'aménagement de l'ouvrage existant permettant la traversée souterraine des voies ferrées,
- la création des nouveaux accès aux quais côtés Est,
- les études de conception (jusqu'au niveau projet) relatives à la seconde phase des espaces extra-ferroviaires du PEM.

Des modifications de programme et des dépenses supplémentaires, imprévisibles mais indispensables à la réalisation du programme de l'opération du PEM Phase 1 sous maîtrise d'ouvrage de la Région, doivent être prises en compte. Elles portent essentiellement sur le montant d'acquisition du foncier, l'incidence de contraintes

hydrauliques (renchérissant les ouvrages à réaliser), la réalisation d'équipements techniques complémentaires et les honoraires afférant à ces surcoûts.

L'ensemble des dépenses supplémentaires (déduction faite des économies réalisées sur les études) est de 466 850 € courants H.T. et fait l'objet de l'avenant n°1.

Au regard de la clé de répartition convenue dans la convention de financement initiale, le montant de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier passe ainsi de 881 576 € à 1 016 326 € HT. (valeur décembre 2013), soit un montant de 134 750 € supplémentaires.

Afin de se rapprocher au maximum de l'accord initial de 2012 sur le financement global de toutes les opérations relevant du projet, les partenaires ont convenu qu'en contre-partie de ce surcoût du PEM Phase 1, un certain nombre d'économies seraient recherchées sur le PEM Phase 2 qui est programmé en 2016-2017 et fera l'objet de la signature d'une nouvelle convention tripartite avec la Région Languedoc-Roussillon et la Ville de Baillargues,

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention tri-partite avec la Région Languedoc-Roussillon et la ville de Baillargues pour le financement des études et travaux d'accompagnement extra-ferroviaires du Pôle d'Échanges Multimodal de Baillargues pour la phase 1,
- dire que les crédits sont inscrits au budget communautaire 2014, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.